ISBN : 978-9931-325-08-6
Dépôt légal : 2529-2011

Abderrahmane Hadj-Nacer

LA MARTINGALE ALGÉRIENNE

Réflexions sur une crise

le cours des choses

[barzakh]

SOMMAIRE

PROLOGUE

J’écris, au seuil de la soixantaine et à vrai dire j'éprouve au quotidien un sentiment d'humiliation permanente. Cette humiliation, je la ressens d'abord en tant que citoyen algérien mais surtout, surtout en tant qu'ancien cadre c'est-à-dire, en tant que partie prenante de ce qui aurait dû, normalement, constituer l'élite de l'Algérie. Pourtant à mon âge, on devrait pouvoir commencer à jouir des fruits de ce que l'on a planté ; être satisfait de son travail, bien vivre dans sa maison et être rassuré sur l'avenir de ses enfants. Seulement, ce qui au premier plan domine, c'est un grand sentiment de frustration. Et je ne suis pas le seul dans ce cas : cette sensation finalement, je la partage avec la majorité je n'ose écrire la totalité — de la population. En cela, réside un aspect paradoxal de notre pays. Ce sentiment est légitimement ressenti par les plus défavorisés, ou même par ceux qui se sentent exclus par le système, mais il est également partagé par ceux que l'on nomme les décideurs et même, plus surprenant encore, par les rentiers. C'est une des singularités de l'Algérie, que les personnes disposant du pouvoir de décision, du moins en apparence, et qui bénéficient du fonctionnement du système, soient sans cesse en train de le critiquer. Une situation absurde !

À mon âge donc, et considérant ma formation et les fonctions que j'ai occupées, je devrais plutôt livrer ici-même un livre d'économie. Non pas un de plus puisque, s'agissant de l'Algérie, ce serait en fait un parfait manuel d'anti-économie. Cet ouvrage listerait de façon exhaustive tout ce qu'un pays pourvu de richesses pétrolières ne doit pas faire, car il est évident que la manne financière générée par les hydrocarbures, et censée accélérer le développement du pays, s'est transformée en frein, encourageant la corruption et les comportements de recherche de rente au détriment de l'entreprenariat et de la création de richesses. Il est clair aussi que si les Algériens ne parviennent pas à tirer profit des ressources exceptionnelles de leur sous-sol — pour ne parler que de cela — c'est parce que les institutions démocratiques de contrôle et de contre-pouvoir qui obligeraient les responsables politiques à rendre des comptes ne fonctionnent pas. Mais refermons rapidement cette parenthèse puisqu'il ne s'agit pas ici d'un livre d'économie.

Et ce n'est pas davantage un essai à vocation philosophique ou anthropologique mais bien l'expression de quelques réflexions libres, hors de toute contrainte théorique ou politique, au personnel, au singulier. Alors, pourra-t-on dire, quelle est l'utilité d'un tel essai ?

Ce que je sais, c'est mon choix d'une prise de parole à la première personne, estimant peu courageux le retranchement derrière la distance formelle qu'imposerait une approche académique classique.

Dans ce livre, je vais aussi revenir sur des notions de base alors que les enjeux de ce XXI"` siècle sont ailleurs. Car si le rythme du progrès technologique continue de s'accélérer, il est probable que le débat sur la singularité connaisse lui aussi une croissance exponentielle. Rares sont ceux qui contestent qu'il s'agit là de l'une des idées les plus marquantes de ce début de XXIème siècle. Elle fait en effet le lien entre des thèmes

essentiels et sujets à controverse : Dieu, la crise énergétique, le génie génétique ; et des concepts de science-fiction particulièrement stimulants pour l'imagination : l'intelligence artificielle, la réalité virtuelle, l'ingénierie moléculaire. Grâce à la singularité, la frontière entre le penseur fantasque et le chercheur scientifique crédible s'estompe. Mais comment nous préparer à participer à ce débat ? Comment être présents au siècle ?

Finalement, ce qui fonde cet ouvrage, et cela bien au-delà de l'intuition, c'est que l'Algérie — ou Maghreb central ou bien encore Thamezgha — est, pour la première fois depuis le néolithique, dans une situation humaine et géographique où elle peut influer sur son propre destin. Cette prise de conscience, éclairée par l'Histoire dans sa longue durée, ne peut pourtant se faire que par la transmission et par l'explication des raisons qui nous ont conduits là où nous en sommes. Et c'est l'un des objectifs de ce livre que de bien cerner les mécanismes socio-historiques qui ont conduit l'Algérie à s'enliser et ses enfants à vivre en permanence avec, dans la bouche, un goût amer.

Je suis d'une génération qui a vécu à cheval entre la fin de la domination française et l'exaltation d'un pays à bâtir. Et, dans mon environnement familial, j'ai été élevé dans l'idée que l'indépendance de l'Algérie n'était qu'une étape avant l'avènement du grand Maghreb.

Je suis né à Soustara, à la Casbah d'Alger, et bien que nous ayons très tôt déménagé au Ruisseau, dans ma tête, je suis resté un enfant de la Casbah, jusqu'à mon entrée à l'école, en 1957. J'ai alors découvert qu'aux yeux des autres, je n'étais pas un Algérois mais un Mozabite. De la même façon j'ai découvert qu'à l'école, il y avait des Français et aussi des Kabyles, des Arabes, des Chaouis,... C'était étrange cette dichotomie entre le discours à la maison et la réalité sociale du moment. Dans mon cas, cela induisait une difficulté de comportement puisque être mozabite signifiait forcément devenir commis d'épicerie alors que pour moi, à cette période, le terme Mozabite n'avait pas une grande signification, même si mon père portait, et porte toujours, le costume musulman ou arabe, qui peu à peu est devenu mozabite, puisque les autres l'ont abandonné ! Tout simplement.

Dans ma famille régnait un grand climat patriotique nourri des débats qui se tenaient dans le salon fréquenté par Ahmed Bouda, Sâad Dahleb, des membres de l'association des Oulemas... Et puis, je suis à la fois l'arrière-petit-fils de Cheikh Tefayech, savant ibadite, et le petit-fils du dernier Cadi ibadite de la ville de Constantine, avant qu'elle ne tombe aux mains des Français. Mon père signait dans « Alger Républicain », mon oncle a écrit un grand nombre d'ouvrages nous laissant en héritage une immense bibliothèque. Tout ce monde, qui configurait mon entourage, était agité par l'idée de Patrie et de liberté. Mon cousin germain Moufdi Zakarya — poète, auteur de l'hymne national Kasamen ; un des fondateurs du PPA dont il a été Secrétaire Général et non Président par décision du BP de l'époque car un lbadite, un minoritaire, ne pouvait l'être —, connaissait la prison. De façon plus en prise avec cette aspiration maghrébine, mon autre cousin Cheikh Salah Benyahia, avec deux autres « Mozabites », fut parmi les cinq membres fondateurs du vieux Destour tunisien. Dans cet environnement, j'étais avec les uns, Algérois, Algérien et Maghrébin alors qu'aux yeux des autres, mes camarades, je devais correspondre à une définition étroite, étriquée, stéréotypée du Mozabite. Le petit voisin kabyle de l'immeuble mitoyen devait certainement vivre une situation similaire.

Je m'y arrête pour dire ce qui m'a construit et me fait prendre la parole aujourd'hui. Et j'en parle tout autant que de cet autre moment de la formation de ma personnalité qu'a été l'adolescence et que je veux évoquer.

En 1964, Alger était une ville internationale. Alger était la fête, l'espoir. Nous étions convaincus que nous allions rapidement devenir un pays leader, développé, moderne où il faisait déjà très bon vivre. Les gens affluaient de toutes parts. Les nouveaux prophètes, nous assurant de ce devenir, venaient d'Orient, d'Occident, du Sud, du Nord. Au lycée, nos professeurs étaient à l'image de ce kaléidoscope. Notre lycée, El ldrissi, était tout ensemble un lycée populaire et pilote. Nous disposions d'enseignants de grande qualité. Certains cours n'étaient pas assurés mais d'autres étaient de très bon niveau. Certains professeurs étaient des stars internationales, bien évidement de gauche. L'un d'entre eux, le professeur de philosophie et de français M.T.M., sur fond de lutte idéologique, lors de la première remise de copies m'attribua un 15 pour ma dissertation sur le sujet « qu'est-ce que la bourgeoisie ? » en insistant sur le fait que je devais transmettre cette note à la personne qui avait fait le travail. Ce qui, à ce moment-là, m'avait semblé être d'un humour douteux s'est reproduit la fois suivante, la fois d'après, et plus choquant encore ce fin aussi le cas avec d'autres enseignants pour qui pourtant, j'avais une admiration illimitée. Il m'a fallu un trimestre pour comprendre qu'il m'était signifié que j'étais le fils de mon père, ce père Président de l'Association des parents d'élèves, qui avec sa tenue vestimentaire ne pouvait qu'incarner la « réaction » contre le progrès. Ce père qui écrivait dans « Alger Républicain » et qui, de son point de vue, était un partisan du progrès. Pour la deuxième fois, je me trouvais assigné à l'identité du petit Mozabite, à présent réactionnaire après avoir été prédestiné à l'épicerie. Cet épisode était pourtant plus grave que celui de l'enfance car mes interlocuteurs étaient des adultes et même des modèles pour l'adolescent que j'étais, en quête de figures positives pour affronter un père doté d'une forte personnalité.

Ces deux exemples, ces deux étapes constituent des moments importants de la formation de l'être adulte que je suis devenu, en quête permanente de réponses à ces questions qui nous taraudent tous et toutes sur l'identité collective et individuelle. Si je ne devais choisir qu'un genre musical pour m'accompagner sur une île déserte, ce serait le chââbi (aujourd'hui je suis toujours Algérois, de Soustara, quartier historique d'Alger dont l'équipe emblématique est l'USMA, même si j'ai un faible pour le Mouloudia, le plus vieux club de football de la ville)... Et pourtant grâce, et à cause, du regard des autres, je me suis réapproprié la part de mozabite qui est en moi. Et j'ai beaucoup appris, et notamment que le M'Zab, à une échelle réduite, est le conservatoire de traditions, de culture, de beaucoup d'éléments de l'identité algérienne. Ce qu'on a souvent moqué a permis la sauvegarde pendant des siècles de formes d'organisation, de modes de vie, de rituels qui ont disparu ailleurs. Ils sont pourtant d'une grande utilité pour comprendre la situation actuelle de l'Algérie et imaginer, en partant de notre histoire, des issues aux impasses actuelles.

Les décideurs algériens se situent autrement.

Leur rapport au politique peut être perçu aujourd'hui comme la quête de « La » martingale.

Je retiens ici deux des sens du mot MARTINGALE:

En statistique, c'est-à-dire en calcul stochastique, une martingale désigne un processus aléatoire et dynamique dans lequel le calcul consiste à parvenir à des probabilités plus exactes que celles des bookmakers.

Une martingale est aussi une technique permettant d'augmenter les chances de gain à la roulette, tout en respectant les règles du jeu. Le terme jouit d'un mystère et d'une fascination auprès des joueurs eux-mêmes qui pensent ainsi maîtriser des techniques secrètes mais efficaces pour se jouer du hasard. De nombreux candidats au jeu cherchent « LA » martingale qui permettra de battre la banque à la roulette.

Dans la réalité, les martingales ne sont que le rêve de leurs auteurs. À l'étape actuelle de l'histoire de l'Algérie, les maîtres du jeu ne parviennent plus à respecter des règles qu'ils ont eux-mêmes établies.

Et si, malgré tout, nous décidions d'y voir clair ?

Comment expliquer les contradictions actuelles du système de gestion en Algérie si ce n'est en revenant à ce qui, partout ailleurs et en tout temps, a fait ses preuves. Je pense ici à ce qui m'apparaît, en premier lieu, comme étant la manifestation d'un État mature, c'est-à-dire l'existence d'institutions pérennes qui s'imposent aux individus. Quelle que soit la culture, la religion, la période historique, l'existence de telles institutions n'est pas concevable sans qu'elles soient portées par la dialectique autorité/ discipline.

Je n'insinue nullement une organisation fasciste de la population. Car le fascisme ou l'autoritarisme, sont précisément la négation d'une discipline et d'une autorité car elles ne peuvent s'exercer sur le long terme que lorsqu'elles sont admises et légitimées par les populations. Parvenir en groupe à ce niveau d'organisation suppose la conjonction, la réalisation de ce que j'appelle les 3 « A » : Accumulation, Anticipation, Arbitrage.

Le matheux que j'ai été considère que parvenir à ce triangle gagnant, au sommet duquel je place des institutions qui reposent sur le couple autorité / discipline, n'est possible qu'à condition que soient réunies les trois « A ».

Cet échafaudage repose sur quatre équations qu'il s'agit d'implémenter à la lumière des expériences historiques récentes à travers le monde et dans notre pays :

UN, il n'y a pas de développement durable sans conscience de Soi, sans connaissance de l'anthropologie et de la sociologie d'un pays, mais aussi de son histoire et de sa culture, et sans respect de la nature. DEUX, il n'y a pas de gouvernance, selon les standards d'efficacité, sans l'existence d'une élite nationale.

TROIS, il n'y a pas d'économie performante sans démocratie, c'est-à-dire sans légitimation par la population.

QUATRE, enfin, il n'y a pas de liberté, fut-t-elle économique, sans un État fort.

C'est pour ne pas affronter ces postulats, qui relèvent finalement du bon sens, que les dirigeants algériens courent toujours derrière la martingale gagnante. Ils le font dans le but d'ignorer des règles qui, au demeurant, s'imposent d'elles-mêmes progressivement dans la société, dans une dynamique activée par la généralisation de l'éducation et de l'accès à l'information. Ce refus entêté est la raison centrale expliquant le basculement dans l'informel tant de la vie économique que de la vie politique, donc, en fait, de tout le fonctionnement social. L'émergence en cours d'individus aspirant à l'exercice de la citoyenneté, conduit le pouvoir politique à y répondre en renvoyant en permanence la société à des formes de gestion de la vie sociale obsolètes et opaques, comme le clan, la région, les `arouchs, la tribu, le Saint protecteur... C'est aussi pourquoi le partage de la rente, et son corollaire la soumission à un clan ou à un individu, se substitue au contrat social qui s'exprime notamment dans l'impôt. Aux droits fondamentaux, il est substitué différents droits de passage et de cuissage.

Je veux m'attacher à exposer et défendre la combinaison que l'histoire et la raison opposent à la vaine martingale. J'y tiens car une nation qui ne tolère aucune critique, qui se complaît dans un sentiment de supériorité, une nation qui doit sans cesse être flattée, une nation qui n'affronte pas la vérité et dont les dirigeants croient qu'ils bénéficient d'une forme d'exonération morale et d'une sagesse particulière, une• nation dénuée d'humilité est promise à des calamités sans ho. À ce stade de mes propos, je sens qu'il me faut intégrer cette propension de mes compatriotes à douter qu'une initiative puisse être libre, désintéressée, personnelle sans liens occultes et dimensions de complot. C'est pourtant le cas de cet essai. Il ne répond à aucun agenda politique ni à aucune commande particulière. Il n'est pas un élément, parmi d'autres, d'une quelconque stratégie politique. En un mot, il n'engage que moi. Cependant, si je me décide à exposer des idées qui auraient très bien pu être cantonnées à quelques cercles fermés où l'on est habitué à refaire le monde et, surtout, le pays sans grande prise de risques, c'est bien sûr avec l'espoir d'interpeller tout ce que notre pays compte comme intelligence, et d'inciter à la réflexion et au débat. Dire que le monde évolue et se transforme à une vitesse inimaginable, est un lieu commun. D'énormes recompositions le remodèlent : qu'il s'agisse de l'émergence des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ou des CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie et Afrique du Sud), ces futurs géants de demain.

Peut-être sommes-nous d'ores et déjà entrés dans une autre phase, celle où prend fin l'âge des Nations et où commence celui des Cités. Le XXIème siècle ne sera pas forcément dominé par un G.2 USA et Chine, et ne sera pas forcément non plus multipolaire autour d'Inde et autre Brésil émergents. En cette époque où tout semble incontrôlable, les villes plus que les États sont en train de se transformer en îlots de gouvernance qui serviront de base à la mondialisation de demain. L'époque, les découvertes technologiques et l'accroissement de la population ont grandement accéléré l'avènement de cette nouvelle vie urbaine. Et ce qu'ils dessinent, ce n'est pas un « village planétaire » mais un réseau de différents villages. Dans ce contexte, aucune nation ne pourra sans doute espérer survivre sans disposer d'au moins un point d'ancrage urbain florissant. Au stade actuel, la mondialisation permet à certaines métropoles d'être moins dépendantes de l'État. Nombre d'entre elles pourraient un jour défier les pays qui leur ont donné naissance. Le nouveau monde n'aura plus grand-chose de commun avec le système d'équilibre des pouvoirs du XIXème, ou celui des grandes puissances du XXème siècle.

Combien sommes — nous à caresser ce rêve pas si fou d'une Algérie qui compterait enfin, elle aussi, dans la marche et la transformation du monde ? Il ne tient qu'à Elle. Mais l'Histoire n'attend pas, ne nous attendra pas.

PREMIÈRE PARTIE
Les équations de base

LA CONSCIENCE DE SOI

Depuis peu, j'emprunte fréquemment la Route Nationale Une qui relie ma maison d'Alger à la petite résidence que je possède dans la palmeraie de Béni Isguen. Du littoral à l'orée du grand désert, je traverse durant des heures les transformations naturelles du paysage algérien. Mais, sur 600 kilomètres, j'ai surtout le sentiment de feuilleter un catalogue des destructions à l'algérienne, qu'il s'agisse de l'état de l'environnement ou du traitement du patrimoine. Il en est ainsi du bétonnage de la Mitidja, de la disparition de la coquette Blida, de la destruction de la citadelle de Médéa, de l'apparition saugrenue d'immeubles au milieu des Hauts Plateaux, ou encore de la mise en place de glissières de béton au milieu de la Route nationale empêchant le sable comme les troupeaux de moutons de passer sereinement leur route, et enfin de la dénaturation du site et de la pentapole du M'Zab, classée patrimoine mondial de l'Unesco.

En octobre 2008, Ghardaïa a subi une crue de l'Oued M'Zab comme elle en connaît tous les siècles. Celle-ci fut particulièrement meurtrière et destructrice, pour plusieurs raisons. Il faut d'abord savoir que les Mozabites n'ont pas d'autorisation de construire, y compris en plein désert, alors que les nouveaux arrivants n'ont eux aucun mal à obtenir le terrain ainsi que les permis de construire nécessaires. En cachette donc, les mozabites construisent dans les palmeraies, dans des lits de l'Oued, contredisant l'Œuvre, les savoirs et interdits des ancêtres bâtisseurs. La seconde explication aux importantes destructions enregistrées est liée au fait que le système ancestral de gestion de l'eau connaît des agressions ainsi que des destructions. L'un des derniers incidents qui a précédé la crue a été la destruction, avec un excavateur, d'un système de distribution et de régulation d'eau à Ghardaïa, vieux de sept siècles. À la suite de cette crue l'administration centrale s'est manifestée avec une célérité remarquable en proposant aux Mozabites trois solutions :

— Le financement de la construction de logements par les habitants.
— Le paiement d'un loyer pour une durée déterminée pour ceux qui trouvaient à se loger chez le privé.
— Le relogement provisoire dans des baraques.

La population a immédiatement exclu la troisième solution au profit des deux premières. Or, unilatéralement, c'est pourtant cette dernière qui a été imposée par cette même administration centrale.

Les implications de cette troisième solution sont énormes.

Le relogement dans des baraques, hors des cités historiques, selon une disposition urbanistique étrangère à la région, et plus proche du cantonnement de chantier ou du camp de concentration que du retour à une normalité citadine, est perçu comme l'expression d'une volonté de briser l'organisation sociale des Mozabites. Il s'agit principalement de la destruction des réseaux communautaires de solidarité. Le M'Zab possède des institutions qui ont survécu aux turbulences de l'Histoire, y compris sous la colonisation. Les modes de vie et

d'organisation issus d'une longue tradition sont aussi là, selon moi, pour signifier à des populations, de manière quotidienne, d'où elles viennent. Cette relation à Soi et à leur histoire leur permet de comprendre que les modifications apportées par l'administration, annonce une remise en cause de leurs institutions, et une remise en cause de l'identité profonde de l'Algérie dans une démarche banale, celle du fascisme ordinaire, celui qui s'ignore. Comme ignorait également ses origines Zénètes cc récent Wali de Ghardaïa particulièrement virulent contre l'identité et les institutions mozabites.

La population est aussi agressée par le coût de revient de ces baraques. Alors qu'au M' `Zab, depuis au moins une décennie, les autorités se plaisent à faire visiter aux délégations étrangères de nouvelles cités, construites par les habitants et qui introduisent de la modernité dans des modes de construction respectueux de l'esthétique traditionnelle, des conditions climatiques et sociales. La plus importante de ces maisons d'environ 300 m^2, avec un patio et sur trois niveaux, a un coût de revient inférieur à ces baraques de 36 m^2.

Le diktat de l'administration place les mozabites face à un dilemme : ne pas occuper ces baraques reviendrait à permettre l'arrivée massive de nouveaux migrants, accentuant ainsi le caractère déjà minoritaire des Mozabites dans leur vallée. Les occuper signifierait s'isoler de la communauté et participer à sa dissolution. Et en premier lieu serait affectée l'organisation féminine de la cité et son mouvement associatif, la circulation des femmes ne trouvant plus de modes d'inscription dans ce nouvel espace.

La communauté doit faire preuve donc, d'une capacité de réponse face à un défi brutal. Les Mozabites en ont encore la possibilité puisqu'ils peuvent s'appuyer sur les dynamiques internes d'un groupe organisé qui a su allier, avec une grande maîtrise, sa propre continuité historique et un accès à la modernité. En même temps, on peut se demander s'il est possible d'exempter les Ibadites de la responsabilité de la situation qu'ils vivent actuellement. On peut aussi se demander jusqu'où ira le processus d'agressions et de remise en cause de l'organisation séculaire du M'Zab. Pour l'administration, il est tentant et légitimant de conclure que, par la destruction des structures sociales du M'Zab, elle contribue « à la modernisation de la société », alors que, quels que soient la formulation retenue et les arguments avancés, il s'agit pour les mozabites de l'expression « d'un racisme » qui cache à peine son nom.

Si le M'Zab était la seule région à subir ces agressions, il serait possible de partager cette conclusion. Or ce qui depuis l'indépendance est advenu de la Casbah est pire encore, comme pour toutes les vieilles cités d'Algérie.

Au-delà d'un subjectivisme d'Algérois, il faut reconnaître qu'Alger est une ville qui possède des particularités assez rares dans le monde. Elle a une âme. Sa position dans la baie y contribue beaucoup mais elle a surtout un parler, une musique, une cuisine, des rituels, une identité très forte. Et c'est précisément ce qui pose problème.

Il me revient aujourd'hui en mémoire un épisode qui s'est déroulé en 1982. Je travaillais alors au Ministère du Plan et avais accepté un logement de 68 m^2 à Bab Ezzouar, en préfabriqué mal assemblé me permettant de voir à l'extérieur sans m'approcher de la fenêtre, à travers les interstices des murs. Pour moi, il était évident que je devrais un jour

déménager dans ce qui me semblait être le vrai Alger, la vieille ville et plus particulièrement ses hauteurs. Au Plan, j'avais pour collègue un cadre supérieur originaire de l'intérieur du pays qui habitait une magnifique demeure sur les hauteurs du Telemly avec une vue sur cette baie qui fait fantasmer tous les Algérois. Ce cadre passait son temps à clamer qu'il détestait cette ville. Au fil du temps, j'ai décelé les raisons de sa haine. D'abord, il ne faisait aucun effort pour comprendre la ville et aller vers elle. Il se sentait agressé et, plus grave pour lui, son fils, sous l'emprise du charme de la ville, était devenu, lui, un Algérois. De son point de vue, cette ville ne voulait pas de lui et lui avait volé son fils. Beaucoup de nos dirigeants sont enfermés dans des résidences et ne mettent jamais les pieds dans Alger. Pour prendre un café, ils prennent l'avion, et quand, par nécessité, il faut montrer la ville à des étrangers on chaule, à la va-vite, les façades haussmanniennes de certaines artères, toujours les mêmes.

La Casbah qui a besoin de cette matière vivante qu'est la chaux parce que bâtie avec des pierres vivantes, n'y a pas droit. Alors que les pierres des immeubles haussmanniens ont, elles besoin d'être nettoyées et surtout pas recouvertes !

Je m'interroge au fond, sur le fait que, depuis l'indépendance, pour les dirigeants, ne reste digne d'intérêt comme œuvre architecturale que le legs colonial.

Alors que certains historiens se sont échinés à créer une continuité entre la Régence d'Alger et le recouvrement par le pays de sa souveraineté, les acteurs politiques n'ont jamais éprouvé le besoin de mobiliser une partie de leur énergie pour sauvegarder le symbole de cette continuité qu'est la Citadelle. Mais ils ont finalement compris les possibilités qu'offre la Casbah en matière de tourisme et la perçoivent aujourd'hui comme une potentielle Marrakech : y aménager des riads permettrait de drainer des revenus colossaux semblables à ceux drainés par la ville marocaine. La technique qu'ils pensent efficace pour y arriver est de vider la Casbah de sa population. Mais force est de constater que la seule méthode à l'œuvre est de laisser les maisons s'effondrer. Dans le meilleur des cas, on reconstruira une Casbah de pacotille à l'image de ce qui s'est fait dans certains pays du Golfe, plus sûrement pourtant on assistera à une vaste opération de spéculation foncière qui détruira à jamais le legs d'une identité algéroise, pour ne pas dire algérienne.

La ville fait fantasmer parce qu'elle est riche en paysages, en symboles et en lieux de culture.

Alger a été pendant longtemps la ville la plus riche de la Méditerranée pendant la période Ottomane. Quand les Français y sont entrés, le pillage — bien supérieur au seul vol du trésor d'Alger qui, s'il avait été réclamé par l'Algérie après 1962, aurait fortement renfloué les caisses du nouvel État —, le saccage des monuments pour des raisons militaires et symboliques n'ont pas supprimé de la mémoire des Algérois la nostalgie de lieux comme La Djenina, la Mosquée Es Sayda... L'identité de la ville était telle que les Français ont fini par succomber à son charme et par en respecter les règles esthétiques. Il y eut même une période néo-mauresque dans le bâti et une association du Vieil Alger afin de rétablir les liens avec le passé. Il faut reconnaitre qu'existe en France un sens de l'histoire et de sa mise en scène : le Louvre, le Palais Royal, le Palais de Versailles sont encore vivants.

Nos dirigeants eux, n'ont pas encore atteints ce stade. Ils ne semblent pas avoir saisi qu'une ville est plus qu'une simple organisation spatiale qui détermine les rapports politiques et sociaux. C'est elle qui crée ou invalide le sentiment d'appartenance et de continuité historique grâce auquel un peuple peut se projeter vers l'avant.

Les projets de logement qui font nos villes actuelles et leurs extensions sont nés, au XXème siècle, des concepts de Le Corbusier, architecte Suisse totalitaire et toujours héros intouchable de la formation en architecture en France, et donc en Algérie.

On a cru que la maison était une machine à habiter, que les rues en ville devaient être entièrement séparées par leurs fonctions et que la ligne droite et l'angle droit détenaient la clé de la sagesse, de la vertu, de la beauté et de l'efficacité. La seule qualité que, personnellement, je reconnais à ces conceptions et à l'urbanisme qu'elles ont inspiré, c'est l'efficacité dans la dé-civilisation, la déshumanisation des espaces urbains avec, pour corollaires, la désocialisation de pans importants de la société et un sous-système qui, avec constance, produit de la délinquance et du terrorisme. Une sorte d'anti-société se développe au sein d'une population dont le sens de l'existence se résume à la haine portée à l'autre : la société officielle ou apparentée censée profiter, elle, du système. Cette aliénation, ce gouffre de défiance s'affichent sur les visages de ces jeunes hommes et femmes, pour la plupart au chômage de façon permanente, déambulant dans des espaces inhumains, criblés de nid-de-poule et où l'ennui suinte des murs. Dans ces espaces, si vous ne souffrez pas avec les habitants, vous êtes contre eux.

Appliquées au Tiers Monde, les théories de Le Corbusier ont mené à la construction de cités, d'un type d'habitat où le mode de prévarication et d'entassement participe du recul et de la régression civilisationnels, à tous points de vue : la pauvreté et l'injustice empirent, la délinquance et l'obscurantisme, notamment religieux, comme les symptômes d'un grand corps malade, se répandent en une lèpre hideuse.

Pendant ce temps, tout Zéralda a été clôturé, et comme autres exemples algérois, on peut citer également les forêts de Sidi Ferruch, Bouchaoui ... Ce sont des zones interdites, aux arbres comme aux hommes, livrées au béton et à la spéculation. Les forêts, les espaces de loisirs disparaissent, accaparés par les administrations de souveraineté (Armée, Présidence de la République) ou distribués à sa clientèle nationale et internationale.

La « populace » reste parquée pour ses sorties, dans les quelques mètres carrés qui lui sont concédés.

Que le personnel politique ne parvienne pas à envisager la ville est, il est vrai, constitutif d'une histoire violente. Après la conquête, l'Algérie a été programmée comme la continuité géographique de la France, malgré des débats houleux à Paris. Il était urgent de détruire tout symbole, toute trace qui pouvait s'affirmer comme contradictoire avec l'histoire de France. La présence française devait apparaître comme un recouvrement de l'identité romaine de ce pays. Destruction des systèmes d'enseignement, des bibliothèques, des systèmes de santé ont contribué à créer un vide et à nous appauvrir culturellement ainsi que matériellement. Par opposition à l'identité arabe, les conquérants ont accordé un intérêt particulier aux « berbères », dont les Kabyles. L'état de misère de cette région, de régression et de précarité qui a suivi la

forte répression de sa résistance à la pénétration française a été considéré par les forces coloniales comme des conditions propices pour une adhésion de la population au mythe de la continuité avec l'Afrique romaine.

Cette politique, nous le savons, fut un échec mais elle a induit une rupture mémorielle. Un grand nombre a admis et admet encore les appellations comme berbère, kabyle, ignorant celui de Sanhadja qu'Ibn Badis revendique lorsqu'il signe Ibn Badis El Sanhadji. La rupture mémorielle, la difficulté à renouer avec le passé sont tels que les Kutama et Sanhadja contemporains se revendiquent « kabyles », c'est-à-dire au sens littéral « tribu » sans dénomination, SNP, sans nom patronymique. De la même façon, les berbères algériens sont le dernier peuple de l'empire romain à retenir la dénomination romaine de barbare, berbère, qui les privait de citoyenneté.

Cette détérioration de la mémoire m'apparaît brutalement lorsque je traverse la Kabylie. Les beaux villages de Mouloud Ferraoun, comme l'Ain el Hamam de Tahar Oussedik ou le Béni Yenni de Mouloud Mammeri, les espaces chantés par le poète Mohand U M'hand, cette nature belle et âpre sont violement défigurés par les nouvelles bâtisses. L'administration, comme la population, dans un pacte morbide, ont détruit plus que la France ne l'a jamais même voulu. La montagne est une décharge. L'entrée d'Asquif N'temana, où le poète a voulu être enterré à Michelet, est envahie par une fourrière de véhicules privés. Les maisons ancestrales sont remplacées par une compétition entre laideur et hauteur de chaque nouvelle bâtisse. Dans ce même mouvement de rupture de la mémoire, la robe conçue par les sœurs blanches, effrayées par la liberté des corps de femmes amazigh dans leur toge, s'est imposée comme « robe kabyle ».

Il est aujourd'hui difficile d'expliquer à une jeune femme « kabyle » que le vêtement que, de plus, elle revendique souvent comme signe identitaire, parfois militant, est une création récente. Comme il est difficile de lui faire croire que les Fatimides, les Zirides ou les Hammadites, sont ses ancêtres.

Je retrouve les signes de cette rupture mémorielle dans le débat passionné qui a agité l'Algérie en 2010 à propos de la manière dont il faudrait retranscrire la langue amazigh : caractères latins ou arabes pour cette langue orale, ignorant même l'écriture ancestrale en Tifinagh ? Les défenseurs de la première option, incapables d'assumer des penchants francophiles qui n'ont rien de déshonorants, ont martelé la nécessité de s'insérer dans la modernité, oubliant que cette langue a longtemps été écrite en caractères arabes, que les musées espagnols, notamment madrilènes, regorgent de manuscrits amazighs écrits en caractères arabes. Je ne dis pas qu'il faille absolument utiliser cet alphabet mais au moins faudrait-il convenir que s'en priver, c'est prendre le risque de ne plus avoir accès aux sources et donc d'aggraver la cassure mémorielle. Les chercheurs turcs travaillant sur l'Empire Ottoman et capables de lire le turc écrit en caractères arabes ne sont plus qu'une poignée, alors même que l'empire ottoman semble vouloir aujourd'hui renaître de ses cendres, avec l'émergence d'une Turquie de plus en plus tournée vers ses anciennes sphères d'influence et ressentant la nécessité de plus en plus pressante de renouer le fil avec une période honnie par Atatürk.

J'observe aussi qu'il est également difficile de faire comprendre aux jeunes Algériens que l'État Rostumide constitue une matrice pour tout le Maghreb Central, les mozabites étant légataires d'abord de l'Ibadisme comme École religieuse. Pourtant pour beaucoup, l'État Rostumide n'est que l'histoire des Mozabites, sans plus. La connaissance et l'analyse de l'histoire de cet État nous amèneraient à comprendre non seulement comment s'est formée l'Algérie, mais aussi pourquoi les royaumes et dynasties du Maghreb Central ont toujours eu du mal à survivre à leurs fondateurs. L'État Rostumide offre aussi une formidable occasion d'ériger ce qui tant nous manque : des récits fondateurs de l'Algérie. Les dirigeants algériens s'y refusent au prétexte qu'il s'agissait de la tentative d'une minorité religieuse d'édifier un royaume en terre maghrébine. Et que dire de l'oubli des Fatimides avec lesquels nous semblons nier toute parenté ? Est-ce parce que les reconnaître serait aussi admettre que le Maghreb Central a longtemps été chiite ?

La rupture historique a emporté avec elle la possibilité de se définir en se référant à sa propre histoire, sa mémoire, son vécu. On aboutit à la haine de soi qui devient la variable explicative de nos comportements ; le bourgeois se cache, le membre de la nomenclature se dissimule, l'ouvrier ainsi que le paysan et l'intellectuel ont honte, tout un chacun s'excuse de demander pardon ne se sentant pas légitime dans sa position, ne se reconnaissant pas dans son statut mais surtout, rejetant ses origines.

Comme dans ma quête adolescente, avec encore peut-être moins de résistance et de matériaux pour l'alimenter, c'est le pays tout entier qui se soumet au désir des autres.

L'Algérie est devenue une foire d'empoigne entre partisans de deux conceptions de l'universalité : ceux qui se cachent derrière l'universalité temporelle incarnée par un Occident conquérant et vainqueur et ceux qui se réclament de l'universalité intemporelle proposée par le salafisme dont les vérités sont censées répondre aux défis de tous les temps. C'est le rapport au temps qui est en jeu : les uns pensent que le mimétisme des vainqueurs suffit à rattraper le temps. Les autres assurent que devenir les maîtres du temps est possible en se conformant à des dogmes.

Les deux postures, loin de permettre d'affronter les enjeux actuels, conduisent à un déguisement permanent entre ceux pour qui le modèle est en Occident, et ceux pour lesquels il est en Orient.

Pour être dans l'universalité, il faut d'abord avoir conscience de Soi et non emprunter aux autres. Prenons l'exemple du mot « démocratie » : pour les uns le modèle achevé se trouve en France, pour les autres c'est la « choura ». Les deux se contorsionnent en ignorant l'histoire des idées politiques de notre pays. Pour ce qui nous concerne nous Algériens, à l'époque où s'exerçait la démocratie athénienne, au moment où s'expérimentait la démocratie à la romaine, en Tamezgha, le pays des Imazighen, se pratiquait ce qu'on appelle aujourd'hui la Djemââ qui irradiait du plus petit village vers la cour des Aguellids. Dans ce même espace de la Méditerranée, se pratiquaient des formes de vie politique proches, et ce n'est guère étonnant. Ce qui en revanche étonne désagréablement, c'est cet oubli de la forme originelle de la démocratie en Afrique du Nord, qui démontre que ce n'est pas une exclusivité européenne. Le savoir, le dire publiquement, contribuerait à décomplexer nombre d'Algériens qui se laissent aller à penser que la démocratie n'est pas faite pour eux. Cela aurait aussi le

mérite de renvoyer dos à dos tous ceux qui en Occident, par simple calcul matérialiste ou par complexe de supériorité, estiment que les populations du sud de la Méditerranée sont incapables de vivre en démocratie et qu'il leur faut absolument être sous le joug d'une autorité peu susceptible d'être contestée, y compris par les urnes.

L'importance de la conscience de Soi peut aussi s'illustrer par d'autres expériences. Si on s'arrête aux exemples du Japon et de la Turquie, on observe que leur confrontation à l'Occident conquérant les a conduits à des réactions diamétralement opposées. Le japon a considéré que l'apprentissage des techniques issues de l'Occident devait s'accompagner d'un renforcement de l'âme et des traditions japonaises. La Turquie a pour sa part, avec Kamel Atatürk, privilégié le mimétisme absolu. Résultat : le Japon est devenu très vite une grande puissance alors que la Turquie frappe encore aux portes de l'Europe et sort à peine du sous-développement, parce qu'elle accepte enfin de regarder et de renouer avec son passé.

L'objectif de tous les révolutionnaires, à l'instar de Boumediene, est de construire un homme nouveau. Dans cette formule, pour advenir comme homme nouveau, il faut faire table rase du passé. Or, on construit toujours à partir de ce qu'on est, car on dispose d'un héritage, même si on l'ignore. Pour que le passé passe, il faut se le réapproprier, l'inscrire dans la durée pour avoir le souffle de le dépasser.

J'aimerais relater un autre épisode personnel que j'estime riche d'enseignements. Après avoir obtenu mon baccalauréat, j'ai souhaité poursuivre mes études à l'étranger. Titulaire d'une bourse qui, je le précise au passage, allait être rapidement suspendue, j'ai opté pour la Belgique plutôt que pour la France et c'est à l'Université des Jésuites de Namur que je me suis inscrit. Lors de mon premier déplacement, mon père était venu s'assurer que j'avais fait le bon choix. À aucun moment, je n'ai perçu chez lui une quelconque inquiétude sur le fait que j'allais étudier dans un établissement catholique. Bien au contraire, que je sois entouré d'hommes de Dieu ne lui déplaisait pas et créait entre eux et lui une sorte de reconnaissance mutuelle, de conscience proche. Mais ce qui profondément, le rassurait, c'est que je savais qui j'étais et d'où je venais. Aujourd'hui encore, je pense que ceux qui savent d'où ils viennent se voient ouvrir toutes les possibilités, même lorsqu'ils quittent leur terre natale. Ils peuvent même décider de s'assimiler si cela leur chante car ils connaissent, sans être ni en bien ni en mal abusé, ce qu'ils décident alors d'abandonner... Mais il y a ceux qui se sentent mal partout, ici et là-bas, qui ne sont de nulle part, qui ne savent résider ailleurs, car il est impossible d'y parvenir sans lieu de résidence dans sa propre tête.

C'est cette conscience de Soi qui est absente du débat politique en Algérie. Est-ce voulu de la part des dirigeants, s'agit-il de manipulations sur la mémoire ou d'une incapacité à penser le temps ?

Si, dans certains endroits du pays on observe des manifestations de survivance et de résistance, c'est peut-être parce que, comme au M'Zab, il y demeure un sens de la continuité historique dans un itinéraire, pas forcément linéaire et aplani, vers la modernité. Ces algériens revendiquent à partir de leur propre vécu mais aussi des mythes dont ils ont été nourris.

Ce n'est pas vrai partout mais au XVI° siècle, déjà, un captif espagnol, Diego de Haëdo, observait que les Algériens « ont songé à tout sauf à écrire leur histoire ». De la même manière, Ibn Khaldoun lors d'une de ses traversées du pays raconte que, croisant des bédouins sur les Hauts Plateaux du Maghreb Central par temps froid, constata que ces hommes se chauffaient en brûlant du bois sculpté qui provenait des ruines d'un palais proche.

Ces faits anciens m'ont permis plus tard de comprendre pourquoi, la bande dessinée que j'avais achetée à mon jeune fils, afin qu'il ait un accès ludique à l'histoire de son pays, m'avait effrayé. L'histoire de l'Algérie ne reposait sur aucun récit historique et ne correspondait qu'à une succession d'épisodes violents dont les protagonistes, qui plus est, étaient des étrangers : ils faisaient eux donc, l'histoire de notre pays.

Ce sont ces blancs de la mémoire et de l'Histoire, cette « inconscience de Soi », qui permettent de comprendre aussi pourquoi les Tunisiens n'ont aucune difficulté à s'approprier et revendiquer Saint Augustin, Les Khâridjites et les Fatimides... Nous n'accordons pas davantage d'intérêt à Apulée de Madaure ou à l'école de Mathématiques de Béjaïa. Les programmes scolaires de nos enfants sont à l'image de cette B.D. Par comparaison, on peut rappeler que les Français ont, de l'avis des historiens, transformé une escarmouche sans intérêt à Poitiers en un mythe de leur identité nationale, organisateur qui plus est, de leurs rapports avec le Monde Musulman. Pour ce qui est de nous, où sont nos récits fondateurs ? Où sont nos mythes ? Qui se souvient aujourd'hui d'Ahmed Bey, véritable héros national face à l'invasion française et qui fut trahi par des tribus impressionnées par la puissance de feu des armées coloniales ? Pourquoi n'existe-t-il pas d'ouvrages sur l'histoire de l'art algérien ? On le voit, la Conscience de Soi nous fait cruellement défaut. Pourtant, et pour en revenir à mon expérience individuelle, mon parcours empruntant le détour signifié par le regard des autres d'Alger au M'Zab, m'a permis de me constituer dans ma complexité d'Algérien à la fois d'Alger et du M'Zab.

Mieux encore, l'histoire assumée, le continuum historique du M'Zab, m'ont permis de mesurer ce que le nord de l'Algérie a subi comme violences. Aujourd'hui ces souffrances se perpétuent et prennent peut-être de l'ampleur. L'une des digues maitresses, j'y crois fortement, est d'explorer notre histoire, non pas par passéisme mais pour enfin savoir d'où nous venons et qui nous sommes. Quelques chercheurs et intellectuels s'y attèlent, tentant de réveiller ou de meubler notre mémoire. Je citerai les travaux de Abderrahmane Khelifa, les romans de l'historien Djamel Souidi qui rendent notre histoire accessible à tous et à toutes, et aussi cette quête parfois menée au plus lointain d'un récit d'origine, comme le fait la préhistorienne Malika Hachid. Ils sont des exemples, encore trop rares, du rôle essentiel que peuvent et doivent jouer les élites dans la reconquête d'une estime de Soi

LES ÉLITES

Au tout début de la décennie 90, alors que la France y incitait, l'Algérie tentait d'éviter le rééchelonnement de sa dette extérieure, et nous avions pour principaux soutiens l'Italie et le Japon. J'étais alors Gouverneur de la Banque Centrale et devais chaque trimestre, me rendre au Japon. J'avais des rapports personnels intenses avec Tomohiko Kobayashi, ambassadeur du Japon à Alger. C'était un diplomate de très haut niveau. Pour preuve, il quitta Alger pour Bruxelles avec une position hiérarchique de tutelle sur toute l'Europe. J'ai bénéficié de nombre de ses conseils, de son soutien, ce qui me permit d'établir des relations de qualité avec quelques décideurs japonais. Avec la subtilité qui les caractérise, mes interlocuteurs à Tokyo me posaient toujours la même devinette : dans un combat opposant un Japonais à un Coréen qui est le plus fort ? Pensant à leur maîtrise des arts martiaux, je répondais immanquablement : un Japonais. La bonne réponse était : un Coréen, sa constitution physique lui conférant l'avantage. Les secondes questions venaient alors : « si on opposait 100 Coréens et 100 japonais qui gagnerait ? » Naturellement, la réponse était : les Japonais. Pourquoi ? Parce que lorsque l'on est civilisé, l'organisation, l'intelligence collective sont plus importantes que l'individu. Les Coréens ont d'ailleurs retenu la leçon ! J'ai appris également qu'au Japon, dans les écoles de stratégie, on enseignait la chute de Carthage ! Cela, naturellement, m'a interpellé parce que, par-delà leur culture punique, les Carthaginois étaient eux aussi des Imazighen. Hannibal fut un chef de guerre rarement égalé jusqu'à nos jours. Mais, alors que la victoire lui était acquise, ses alliés, les autres chefs militaires demeurés à Carthage pour assurer ses arrières et la logistique dont il pouvait avoir besoin, décidèrent de ne pas envoyer les troupes nécessaires à l'assaut final contre les forces romaines. Ils préférèrent la défaite d'Hannibal à son retour triomphant, et signèrent ainsi leur propre perte. En sacrifiant un objectif commun à leurs ambitions personnelles, ils perdirent l'un et l'autre.

De Jugurtha à l'Émir Abdelkader sans oublier les déchirements du mouvement nationaliste au XXème siècle, cette propension des élites du Maghreb à ne pas percevoir l'importance de l'intérêt commun est un élément récurrent de notre histoire. Quand de nombreux Algériennes et Algériens revendiquent le droit de prendre en main leur propre destin et d'avoir leur mot à dire sur la conduite des affaires du pays, ce constat devrait profondément nous interpeller et faire réagir.

Quels que soient l'époque et le lieu, le rôle et la qualité des élites sont primordiaux dans la conduite d'un combat, pour gérer une économie et pour construire un État.

À leur arrivée, les Français s'attaquèrent à la population algérienne avec une violence connue, que les historiens n'osent encore qualifier. Les élites qui en réchappèrent furent condamnées à l'exil ou au bagne. Et cela parce que les nouveaux occupants savaient qu'un peuple sans élites se trouvait sans moyens de défense par incapacité à projeter et organiser une résistance.

Et cette stratégie se répéta tous les 30 ans jusqu'à la seconde guerre mondiale, puis tous les 10 ans jusqu'à l'indépendance. L'Émir Abd-el-Kader, Ahmed Bey, El Mokrani, Cheikh Bouamama, le mouvement des « Jeunes Algériens » de Khaled, chaque révolte a entraîné une répression de la population et l'éloignement de ses élites par les autorités coloniales. Pourtant le pire fut qu'après l'indépendance, cette élimination des élites s'est accélérée, empruntant toutes les formes : paupérisation, manque de liberté, absence de reconnaissance...

À chaque étape de la vie politique du pays, la nécessité de se débarrasser d'une majorité de récalcitrants a réenclenché la chasse aux élites.

En 1962, il fallut éliminer ceux qui n'étaient pas favorables aux expérimentations socialisantes de la période. Les attaques furent alors portées contre les bribes de la bourgeoisie algérienne et les petits commerçants, permettant aux représentants du capitalisme international de prospérer. À peine indépendante, l'Algérie se privait d'un seul coup du moyen de générer des entrepreneurs capables d'aider à son décollage économique et industriel.

De 1965 à 1978, la notion de liberté fut encore plus restrictive puisque n'étaient autorisés à travailler dans les rouages de l'État que ceux qui étaient favorables à la gestion monopolistique du pouvoir, qu'il s'agisse d'économie, d'information ou de culte...Cette période a vu des tentatives de mettre en place les conditions d'une émergence d'une classe moyenne. Mais les enfants des catégories les plus actives dans ce qui se voulait un capitalisme monopolistique d'État n'ont pas été en mesure d'assurer la reproduction des conditions favorisant leur maintien et affirmation. Ils n'ont pas su devenir des fondateurs, ils ne sont pas devenus des ancêtres comme le décrivait Ney. Car cela me remet en mémoire cette anecdote entre une aristocrate de haut lignage et le plébéien héros des campagnes de Bonaparte, le Maréchal Ney. À cette dernière qui lui demandait, sans doute de très haut : mais qui sont vos ancêtres ?, Ney répondit : «mais je suis un ancêtre, Madame»

Durant les années « Chadli », la complexification du pouvoir algérien a permis l'apparition d'une amorce d'élite liée à la possibilité d'existence d'un secteur privé, aux résultats de l'Université algérienne et au retour au pays d'un certain nombre de boursiers à l'étranger. Tout cela a permis l'éclosion de courants de pensée et leur expression dans différents secteurs : début d'entreprenariats, productions universitaires, qui accompagnaient l'émergence d'un autre type de classe moyenne, consciente de ses intérêts et donc revendicative.

La mauvaise gestion de la crise pétrolière de 1986 a entraîné les réflexes habituels : l'élimination de ceux qui n'acquiesçaient pas aux « nouvelles orientations ». Le raidissement du pouvoir à l'encontre de ses opposants sur le plan politique obligea, par ailleurs, de nombreux Algériens à prendre le chemin d'un exil, à posteriori, des plus prémonitoires.

Les années 90 et 2000 ont pourtant été les pires depuis le XIXème siècle. Ce que fit la colonisation, avec l'alibi d'une supériorité civilisationnelle, et la nécessité de créer le vide pour permettre un peuplement européen de l'Algérie, a été cette fois le fait des Algériens eux-mêmes.

Les élites comme la population ont été les enjeux de la lutte sanglante pour le pouvoir qui engageait l'armée, la police, des groupes islamistes, des clans indéfinis, des groupes d'intérêt financiers et naturellement les services secrets de différents pays. Tout était bon : meurtres, terreur, assassinats, menaces, emprisonnements, facilitations par des pays étrangers pour des exils, souvent définitifs. C'est comme si tout avait été programmé pour que notre pays se vide de sa substance, ne se relève jamais. Un peu comme si, enfin, la France avait gagné la guerre.

J'ai moi-même été obligé de quitter le pays pour m'installer en France. Les mois précédant le départ ont été difficiles car j'avais la certitude, et je n'étais pas le seul, que le système n'aurait aucune hésitation à se débarrasser de ceux dont on estimait qu'ils avaient essayé de le doubler, en mettant en place des réformes destinées à le faire changer de l'intérieur. En France aussi, la violence a failli nous rattraper. Pourtant, la soumission contournée par l'exil ou endurée par la majorité des élites, cette annihilation globalement produite par la domination est aussi l'intégration plus ou moins consciente d'inhibitions et, de ce fait, est également, autocensure, auto-soumission.

Durant ma jeunesse estudiantine, contre l'avis des uns et des autres, nous avions créé en Belgique une Association des Étudiants Algériens, indépendante et active également sur le terrain des solidarités progressistes arabes. Les représentations officielles ne nous voyaient pas d'un bon œil, à tout le moins. J'étais déjà revenu au pays, y avait été nommé Directeur central au Ministère du Plan lorsque, pour des questions bureaucratiques, il m'a fallu repasser par l'Ambassade d'Algérie à Bruxelles. J'en suis ressorti problèmes réglés et qui plus est avec un salut militaire, oui, la main à l'horizontale à hauteur du front, du responsable du bureau militaire et des renseignements de l'époque qui ne m'avait pas à la bonne. Il me prenait pour l'un des leurs ! C'était cocasse, mais il ne pouvait s'expliquer autrement mon itinéraire : lui, qui pourtant en était, voyait la SM partout et en tout ! Plus récemment, évoquant la petite part que j'ai prise dans la fusion Canal de Suez

Gaz de France, les auteurs de « GDF-Suez : le dossier secret de la fusion » ont relié mes initiatives à mes accointances avec le DRS, à ma supposée appartenance aux Services algériens. Rien qui ne soit eux, rien en dehors d'eux et à fortiori, rien de possible contre eux en Algérie ! Les positions et le pouvoir qu'ils ont acquis conduisent effectivement à affirmer que la libération du champ politique, le déblaiement des voies qui conduiraient notre pays à la souveraineté populaire, à la démocratie, à la renégociation de son insertion internationale, passent impérativement par une clarification de l'organisation des services de sécurité, et surtout de leurs missions. Mais il faut aussi se rendre compte que cette omnipotence de la SM, de la police politique est aussi dans nos têtes, inhibant nos mouvements, brouillant nos analyses et atrophiant nos réflexions. Il faut aussi ne pas oublier d'envisager que ces sigles qui ont la vedette, hier la SM, aujourd'hui le DRS, ne recouvrent pas nécessairement l'étendue réelle de la police politique, ne rendent pas nécessairement compte de l'ampleur des capacités de pollution, de nuisance, de manipulation, de répression et d'adaptation de la police politique à l'évolution de notre société et de ses luttes.

Les élites, hélas, ne naissent pas spontanément. Pour former un médecin, il faut d'abord former son père. Pour qu'il soit de qualité, il faut former sa mère. Et depuis l'indépendance, nous nous sommes attelés à détruire sans répit ce que nous enviaient la

majorité des pays du tiers monde et notamment les pays arabes. Nous n'avons cessé, en effet, de mettre à bas le système d'éducation. L'arabisation a même détruit chez nous la langue arabe. Vue de manière plus pointue, la pédagogie de la violence contre les élites dans le discours éducatif, politique et la polémique courante, a détruit l'idée même d'une élite en arabe comme en français. L'alphabétisation de masse, au lieu de contribuer à produire des élites a préparé la population, en l'absence de ces mêmes élites, à subir le joug de la propagande la plus insidieuse. À ce jour, les Algériennes et les Algériens ne savent à quels saints se vouer !

La rationalité et le patriotisme se diluent dans la foi quand le gouvernement est illégitime et devient un gang. Il n'y a plus de citoyens mais une masse opprimée.

Si l'on veut être rigoureux, il est quelque peu abusif de parler des élites comme d'un ensemble. C'est une catégorie sociale elle aussi traversée de courants et n'échappant pas aux manipulations.

Entre Ferhat Abbas et l'OS (Organisation Secrète), les distinctions étaient déjà notables et, leçon de tant d'histoires dont la nôtre, le révolutionnaire n'est pas forcément le plus radical. Le radical était De Gaulle, car le sens du vrai combat entre de Gaulle et Ferhat Abbas est que pour le premier, l'égalité de droits remettrait nécessairement en cause une certaine France tandis que pour Abbas elle permettait l'approfondissement de l'identité algérienne dans un contexte de modernité. Engagement osé car cela supposait, il est vrai, que les règles de la citoyenneté pleine et entière puissent s'appliquer aux indigènes. De Gaulle avait tranché, qui n'accepta jamais Ferhat Abbas comme interlocuteur, lui préférant des soldats accompagnés d'intellectuels organiques, et qui le furent toute leur vie. Avec eux, l'idée d'une France modifiée par des musulmans égaux en droits avec leurs concitoyens, disparaissait. Cette égalité devait permettre d'accéder à l'indépendance, dans d'autres conditions.

Avec plus de recul, nous pouvons même lire l'histoire des revendications portées par certaines des élites algériennes à la lumière d'objectifs qu'on leur présentait comme points de passage obligés. Ainsi, durant les années 60, le mot d'ordre dans les enceintes internationales était la lutte pour la liberté de circulation en faveur, en particulier, des élites issues des pays communistes ou socialistes comme l'Algérie, qui étaient sous le régime de l'autorisation de sortie. Une fois obtenue la levée de l'autorisation de sortie, la liberté de circuler s'est heurtée à une nouvelle barrière érigée par les États européens : les visas. Plus près de nous, l'apparition d'une information plus libre dans nos pays, fruit de luttes intérieures, a connu comme réponse quasi hégémonique, des instruments dignes de Goebbels comme l'apparition de CNN, Fox News, El Djezira.... Les revendications démocratiques, multipartisme et élections libres, ont tout de même fini par avoir un impact dans notre pays. Elles ont entraîné les mêmes manipulations que celles connues durant la période coloniale puisqu'aujourd'hui encore on parle en Algérie d'élections à la Naegelen, du nom de ce gouverneur général de l'Algérie — un socialiste, membre de l'Académie des sciences coloniales — qui truqua de manière éhontée les élections de 1948.

Les élites échappent peu ou difficilement aux manipulations. Arabophones contre francophones, islamistes contre laïcs, religieux contre communistes, contestataires contre gouvernement, islamistes contre population et même islamistes « modérés » contre islamistes

«extrémistes». Ces oppositions sont en dernière instance des errements qui viennent de la confusion dans laquelle baignent les élites algériennes. Une confusion qu'elles subissent au même titre que le reste du pays mais dont on peut penser qu'elles l'aggravent. Or, pour influer sur le pouvoir ou éventuellement pour le prendre, il faut être idéologiquement majoritaire. C'est ce que continuent d'ignorer nombre de nos élites qui se réfugient dans des contextes artificiels n'ayant aucune prise avec et sur la réalité. Elles pensent pouvoir dicter au réel la projection de leurs fantasmes et de leurs ambitions. Le plus souvent, cela n'engendre pour elles que cruelles désillusions et incompréhension de la part du reste de la population.

Et qu'en-est-il de ces élites censées être plus concrètes et pragmatiques, celles de l'économie ?

En Algérie, comme dans la majorité des pays arabes, on confond l'émergence d'une classe de nouveaux riches avec le décollage économique. À en croire certains, il suffirait que le pays soit « doté » de quelques milliardaires — en euros ou en dollars de préférence — pour doper l'activité économique. Cette manière de voir relève presque de l'enfantillage car le véritable enjeu reste la production d'une classe d'entrepreneurs. Des entrepreneurs capables d'avoir des idées et de les mettre en pratique, pour leur propre bénéfice mais aussi pour que la société y trouve son compte en matière d'emplois et de mobilité sociale.

Pour l'heure, il n'existe pas de véritables élites économiques en Algérie et encore moins une classe d'entrepreneurs, même si quelques réussites individuelles permettent de faire croire le contraire. On peut invoquer trois raisons à cette situation :

— L'absence de conscience de classe d'abord, car cette catégorie, nous l'avons vu, a connu un fort morcellement du point de vue de la langue, des différents systèmes de formation, des enfermements dans l'identité régionale. Rappelons au passage qu'avant l'indépendance, il existait des convergences entre ulémas, communistes, nationalistes, etc.
— L'absence de base sociale qui en découle, car sans conscience de classe aucune catégorie ne peut s'inscrire dans le paysage sociologique et surtout pas convaincre le reste de la population sur les choix nécessaires à la sortie d'une économie de rente, à la sortie des impasses en général.
— L'absence d'alliés à l'extérieur du pays. Il est frappant de voir à quel point les élites algériennes manquent de relais et de soutiens à l'étranger. Elles n'ont pratiquement ni réseaux ni carnets d'adresse. Pire encore, elles choisissent ou se voient imposer la politique de la « chaise vide » dans les grandes manifestations internationales où elles pourraient justement conforter leur audience et donc leur influence sur le plan national. Dans de telles conditions, quel allié extérieur parierait sur cette force sociale si désarticulée et sans inscription, ni dans le tissu social local, ni dans les réseaux internationaux ?

Ces raisons exposées, il faut tout de même réitérer que, depuis deux siècles, les différentes politiques menées en direct ion des élites algériennes ne leur ont pas donné le temps, les répits nécessaires pour qu'elles puissent se regrouper en une catégorie sociale à la fois cohérente, et surtout influente. En situation coloniale aussi bien qu'en situation d'État autoritaire,

l'absence de démocratie a empêché la naissance, le maintien et l'épanouissement des élites algériennes

DÉMOCRATIE ET ÉCONOMIE

Depuis plusieurs années, la relation entre développement et démocratie ne cesse d'être auscultée. Avec la montée en puissance du « consensus de Pékin », expression forgée au début des années 2000 qui rappelle que la Chine affiche à la fois des performances économiques spectaculaires doublées d'un verrouillage autocratique manifeste, l'idée que la démocratie n'est pas indispensable à l'émergence d'une économie prospère fait tranquillement son chemin. De manière incontestable, la réussite de la Chine, mais aussi d'autres pays aux régimes autoritaires, interpelle tous ceux qui estiment qu'à long terme, seule la démocratie et l'État de droit peuvent garantir la pérennité du développement.

Une controverse a longtemps opposé le dictateur de Singapour, Lee Kuan Yew, et le prix Nobel indien Amartya Sen au sujet de cette relation entre développement et démocratie. Le Singapourien, en fait un Chinois de la diaspora, s'inspirant pleinement de la logique confucéenne, a mis en avant la discipline et l'obéissance comme facteurs essentiels pour la réussite économique, se gardant bien de mentionner la liberté et la démocratie. De son côté, Amartya Sen s'exprima de façon plus proche de la tradition démocratique anglo-saxonne, ajoutant même que la liberté ne saurait être une invention de l'Occident. Y a-t-il vraiment contradiction entre ces deux approches ?

Le confucianisme, à mon avis, a permis à la Chine la gestion d'un vaste empire, peuplé en majorité de Hans mais comprenant aussi des minorités et des territoires divers. Le terme même d'Empire du Milieu signifie que tout devait converger vers un Centre incarné par l'Empereur. Cette convergence était rendue possible par une dialectique qui organisait les liens entre les régions et La Cité Impériale, entre les sujets et l'Empereur. Cette dynamique passait par la maîtrise d'une langue écrite commune ainsi que par l'existence des Mandarins comme interprètes et traducteurs des aspirations de la population, de celles des notables et de la bonne compréhension et exécution des décisions impériales. L'Empire chinois n'était pas cet Empire russe qui ne tenait compte de sa périphérie que pour l'asservir, la piller et la mâter.

L'Inde est un pays qui compte 800 langues connues, un système de castes complexe, un système de représentativité ci des religions très diverses : sikh, hindouistes, bouddhistes, musulmans... Voilà un contexte où en théorie, tout concourt à la discorde, si ce n'est à la guerre civile et à l'émiettement. Pourtant, la démocratie a permis l'émergence d'une élite représentative et respectée, tant par la population que par l'État qu'elle a contribué à mettre en place. Elle jouit par ailleurs d'une reconnaissance internationale. Cette élite, ce système, ont réussi en peu de temps à créer les conditions d'une unité nationale, dans des délais historiques relativement courts en comparaison avec la Chine qui a mis des millénaires pour parvenir à ce résultat. Ceci est d'autant plus remarquable qu'à leur départ, les Anglais ont voulu miner cet essor de l'Inde avec le cadeau empoisonné de la scission d'avec le Pakistan. Attitude qui n'est pas isolée. Les puissances coloniales s'étant toujours arrangées pour abandonner des germes de chaos dans les pays auxquels elles étaient obligées d'accorder l'indépendance. Les Français ont réussi à inscrire l'Algérie dans un cycle de déséquilibres en organisant sciemment le départ, non désiré par les Algériens, des Pieds noirs, des juifs — convoités et incités aussi

par Israël à partir — et d'une partie de la bourgeoisie algérienne. C'est donc un pays saigné d'une partie de ses élites mais aussi de sa population qui s'est présenté à l'indépendance, sa gestion remise par le pouvoir colonial à une soldatesque qu'il connaissait et dont il savait qu'il n'y avait aucun risque qu'elle puisse bâtir un pays allant à l'encontre du scénario de sujétion écrit par avance.

Il nous faut revenir ici sur la signification du terme « démocratie » et renvoyer à l'existence en Méditerranée de trois formes d'organisation démocratique de la vie politique : Athènes, Rome et le monde Amazigh. La démocratie est un système de légitimation par la population des formes de sa représentation par une élite. Il s'agit aussi, en vue de pérenniser cette dynamique, de déconcentrer les pouvoirs pour organiser leur équilibre permanent.

En Algérie, la représentativité n'a, depuis l'indépendance jamais été l'objectif des dirigeants. Ce sur quoi ils se focalisent généralement, c'est sur l'établissement d'un équilibre entre les différents courants et clans qui composent le pouvoir, parvenant parfois effectivement à certaines formes d'équilibre plus ou moins durables. Dans leurs calculs, dans la recherche de stabilité pour durer, ils prennent en compte ce que l'on pourrait appeler les composantes de l'équilibre algérien :

— Les régions : Oujda, Ghardimaou, Tlemcen, La Kabylie, le Nord Constantinois...
— Les armes : armée de terre, aviation, marine et, bien sûr, la Sécurité Militaire.
— Les Partis, les Oulémas, les Zaouïa, les tribus.
— Les planificateurs, les financiers et les ingénieurs.
— Enfin les catégories socioprofessionnelles.

Dans ce cas de figure, à la différence des mandarins chinois et des représentants indiens, les élites algériennes sont cooptées avec l'objectif, d'une part de servir le régime, et d'autre part de contrôler une population réputée frondeuse.

La mise en équation des composantes de l'équilibre algérien aurait pu s'avérer efficace si ce scénario n'était régulièrement bouleversé par les évolutions désordonnées des prix du pétrole, la libération des appétits et des comportements clientélistes. Les fluctuations des prix du pétrole ont pour effet de favoriser des variations dans le poids respectif de chacun des éléments de l'équation de l'équilibre en place à tel ou tel moment. Que le prix du baril monte ou descende, et c'est une recomposition qui s'enclenche, avec à terme, des ajustements brutaux.

En 1965, lorsque le Président Boumediene accepta enfin d'assumer la réalité d'un pouvoir qu'il possédait déjà depuis avant l'indépendance, la situation économique et financière de l'Algérie était au plus bas. L'ensemble des forces que constituait l'équation de l'équilibre a été mis à contribution pour proposer un plan de sortie de crise. De cette manière, l'Algérie a bénéficié de réflexions de haut niveau, matérialisées par le Plan triennal (1967-1969) et le premier Plan Quadriennal (1970-1973). Le pays s'engageait avec sérieux dans un effort de redressement. En 1971, malheureusement, le quadruplement du prix du pétrole remit tout en cause et la mise en place des premiers mécanismes de prédation cassa les nouveaux équilibres. La gabegie, le gaspillage en ressources matérielles et humaines, accompagnèrent ces processus.

Cette gabegie, du fait des déséquilibres de pouvoir qu'elle entraînait, ne pouvait être perçue à temps par la population et par un certain nombre de dirigeants qui auraient pu s'y opposer. Les dérives ne pourront être corrigées et l'autoritarisme, qui devait permettre l'efficacité, aboutit à museler toute réaction technocratique, populaire ou politique à la prédation, à cc qui deviendra par la suite le parasitage, un peu à l'image des tiques sur le flanc qu'elles pompent. La « main de fer » qui devait permettre le redressement économique a empêché que ne se mettent en place des mécanismes de régulation salvateurs. On peut penser, qu'à l'inverse, un régime démocratique aurait bénéficié de la vigilance des contre-pouvoirs mais aussi de hauts fonctionnaires qui n'auraient pas hésité à faire entendre leur voix sans craindre des représailles de l'appareil sécuritaire censé faire la chasse aux ennemis de la Révolution.

En économie, l'absence de démocratie s'avère contre-productive et même dangereuse surtout si la conjoncture est exceptionnelle et qu'elle impose une réactivité et un examen critique de la situation. L'Algérie des années 1970 en a été l'illustration.

La reconfiguration de l'Autorité en Algérie s'effectue majoritairement autour d'individus arrogeant une légitimité issue du Parti et de l'Armée.

Dans les années 70, au niveau de l'économie, le pays comptait une cinquantaine de sociétés nationales ingérables parce que trop grosses et ayant hérité de choix techniques et d'investissement inappropriés. Elles ne pouvaient pas fonctionner. Le secteur privé, quant à lui, était réprimé. La raison en était qu'il était encore détenteur de règles d'un fonctionnement opérationnel et pouvait produire de façon plus efficace comparativement aux choix faits dans le secteur public. Ainsi, ce qui était en cause, ce n'était pas cette opposition Public/ Privé sur laquelle on a beaucoup joué, mais la gestion autoritaire et centralisée par opposition à une gestion privée.

Dès 1975, le déséquilibre des pouvoirs a abouti assez rapidement à une crise. La première Charte Nationale apparaît aujourd'hui comme une tentative de correction et d'obtention d'une adhésion nouvelle de la part des populations et des élites civiles et militaires. Il y eut aussi une tentative de rééquilibrage des pouvoirs par un réaménagement de la conduite de l'économie. Mais le problème ne pouvait être résolu par un simple changement de dénomination des différents Ministères, ni par des mouvements des personnels. L'état de dysfonctionnement de l'économie, l'absence de performance, les choix d'acquisition de technologies étrangères improductives car faisant fi des capacités nationales d'accumulation et d'ingénierie, ne permettaient pas d'améliorer le fonctionnement du système, ni même d'en assurer la maintenance. La situation des finances publiques, à nouveau exsangues, a, une nouvelle fois, mobilisé l'ensemble des énergies. Comme en 1965, il était urgent de remettre de l'ordre dans la gestion des affaires publiques.

Des expertises et travaux menés à cette période ont conclu à la nécessité de réformes profondes en vue de la mise en place d'une économie de marché qui ne ferait pas le sacrifice de la dimension redistributrice, égalitariste du « socialisme à l'algérienne », en fait de l'un des traits de caractères de l'identité amazigh, d'un des chapitres essentiels de nos mythes fondateurs et proclamations charnières, telle celle du 1er Novembre. Derrière ces expertises, durant cette période ou d'autres, il y a des noms, ceux de fonctionnaires qui ne devraient pas demeurer oubliés, effacés de notre histoire. Je pense à des gens comme

Abdallah Khodja, qui fut Secrétaire d'État au Plan, à son Secrétaire général, Mahmoud Ourabah, à tous ces auteurs de rapports, de plans qui auraient pu nous conduire au changement, et je leur rends hommage.

Des réformes donc sont apparues nécessaires. Elles avaient pour objectif de réorganiser les arbitrages économiques et politiques, de restructurer les entreprises publiques et de mettre en valeur l'ingénierie et la capacité d'accumulation du savoir-faire. La réforme du système d'enseignement supérieur devait permettre une meilleure adéquation entre emploi et formation.

Mais, c'est à ce moment qu'est intervenue la mort brutale du Président Boumediene et son remplacement, dans des conditions opaques pour la population, par le Président Chadli, lequel au demeurant approuva les nouvelles orientations réformatrices. Malheureusement, le prix du pétrole, en raison de la Révolution islamique en Iran, a de nouveau flambé et réduit à néant ce nouvel équilibre qui ouvrait la voie à des orientations de politique économique en avance de plus de dix ans sur les pays de l'Est. L'Algérie ratait l'occasion d'une profonde remise en cause. L'argent coulait à flot, et comme toujours, il n'existait aucun mécanisme politique qui eut permis de tirer la sonnette d'alarme. Pire, les ajustements initiés, tels que la Restructuration des entreprises, par exemple allaient même, faute de pilotage réel, aggraver la situation. Dans le cadre de ces orientations vers la mise en place d'une « économie socialiste de marché », la restructuration des entreprises était censée introduire des mécanismes de marché, c'est-à-dire la concurrence entre entreprises.

Au tout début des années 80 donc, dans un délai extrêmement court, l'Algérie est passée de 50 sociétés étatiques à 1500 entreprises de taille nationale et à 13 000 entreprises de taille régionale et locale. Loin de créer un marché concurrentiel, ce qui était l'objectif initial, on a multiplié les monopoles ; l'aisance financière, assise sur les revenus pétroliers et qui se concrétisait par d'amples dotations allouées à ces nombreuses entreprises, a aiguisé les appétits. Et l'effet induit, plus grave encore que la démultiplication des monopoles, a été la démocratisation de la corruption. Autant il était possible de gérer, voire de contrecarrer la corruption lorsqu'elle concernait cinquante intervenants publics, autant il était impossible de surveiller les pratiques de près de 15 000 intervenants, de s'opposer à ce que la prédation ne se mue en parasitisme.

Quant à cet autre objectif d'adéquation plus forte entre la formation et l'emploi, il connut lui aussi d'importants déboires. Idéologisant les choix et s'éloignant ainsi de tout objectif d'efficacité et de rationalisation, la réflexion concernant l'Université, l'enseignement supérieur s'est résumée à la multiplication de sites universitaires, de bâtiments, au détriment de toute stratégie sur les conditions de prise en charge des étudiants et d'amélioration de leur niveau. Et, assez rapidement, nous sommes passés d'une Université qui produisait des élites, insuffisantes, perfectibles certes mais nationales, à une sorte d'alphabétisation de masse, dans des centres universitaires locaux qui ne permettaient plus la rencontre, l'échange et le brassage des élites. Plus d'élite universitaire nationale donc, mais des élites régionales, avec des sous diplômes, confinées à leurs centres universitaires régionaux. Le passage de la langue française à la langue arabe pour l'enseignement s'est effectué de manière brutale, surpassant même les besoins du discours démagogique, comme s'il s'agissait, en réalité, d'empêcher toute production d'élite.

L'Algérie, en 1986, a revécu une situation comparable à celle de 1965 et 1979 : par absence de rente, il lui fallait produire du travail. L'endettement est devenu excessif, les échéances ne pouvant plus être assurées de manière prévisionnelle et les généraux se tournèrent vers les technocrates pour leur demander de trouver des solutions. S'ouvre ainsi une nouvelle brèche favorable pour la réflexion sur des réformes. Le contexte s'est complexifié. La gabegie, qui a poussé au surendettement, est devenue la fille un peu bâtarde de la corruption généralisée, « démocratisée » et d'un système de décision très centralisé. L'État s'en est trouvé affaibli car les relations de sujétion personnelle ont pris la place des relations institutionnelles. À l'impasse algérienne a aussi concouru l'impossibilité de mettre ses mauvais choix au grand jour. Il fallait rechercher un nouvel équilibre. La quête de 1986, — ce n'était pas la première fois et les Réformes sur lesquelles nous allions déboucher devaient d'ailleurs beaucoup à la réflexion sur les échecs antérieurs —, avait pour idée de départ comment redonner à la société algérienne la productivité dont elle avait besoin, comment sortir de l'organisation rentière de l'économie, comment initier une dynamique productiviste en Algérie. Il existe des archives sur cette démarche, dont les « Cahiers de la Réforme », aussi rappellerai — je assez schématiquement que l'Entreprise nous a paru contenir les gisements de productivité, et que les blocages étaient dus aux liaisons qu'il y avait entre la gestion de l'entreprise et la gestion du politique. D'où l'idée de démarrer un travail sur l'autonomie des entreprises. Un projet technocratique pur qui avait des implications politiques et à terme, conduisait à un projet politique, à la démocratie politique : pas d'autonomie des entreprises sans autonomie de pensée des individus, sans autonomie d'organisation, sans construction de nouvelles alliances et équilibres... Les Fonds de Participation de l'État ont été conçus, lancés comme étape vers ces nouveaux équilibres. Mais ils ont été très rapidement détournés de leur vocation. Le système y a mis ses hommes, leur mentalité, allégeances et privilèges. Les membres des Fonds n'étaient plus des Administrateurs mais des sortes de sénateurs adoubés par les tenants de l'équilibre par l'équation des dosages et les répartitions clientélistes.

Les Réformes de 1988 avaient pour objectif de rétablir les équilibres économiques afin d'être en mesure de restaurer l'État dans ses fonctions régaliennes. Cela devait être l'effet d'un renforcement de la régulation au détriment de la gestion directe. Les Réformes ont tablé sur l'entrée de nouveaux acteurs, tous secteurs confondus : dans le domaine agricole, de l'information, du secteur privé économique. Beaucoup se sont dérobés, choisissant au mieux l'attentisme, au pire la prise de participations dans les rumeurs, l'intoxication et les manœuvres contre les « réformateurs ». Il s'agissait pourtant de mettre en place les éléments d'un puzzle qui aurait permis la mobilisation de la classe moyenne, pièce maîtresse en vue d'une organisation démocratique de la vie politique.

On le sait, la réaction a été brutale, sous couvert d'islamisme ou de laïcisme. Tous les réseaux qui se sont sentis menacés mobilisèrent leurs troupes, détruisant définitivement ce qui restait d'équilibre. On connaît la suite. Les Réformes ont subi les foudres du système qui, à ce jour, n'en finit pas d'en démanteler les derniers vestiges. La Banque Centrale n'est plus que l'ombre de ce qu'elle a pu être, même avant les Réformes. Des pans entiers du secteur productif ont disparu et on tente encore, s'agissant de l'importation, de rétablir des monopoles... Durant ces vingt dernières années, la situation s'est très sérieusement aggravée, alors que nous avons perdu de notre capacité à réagir et à affronter les conjonctures difficiles. Nous ne sommes plus capables d'analyser les équilibres et les déséquilibres comme nous pouvions le faire durant les

années 70 et 80. Cette situation nous soumet, soit aux diktats internationaux, soit aux effets de mode.

Il reste que retrouver un chemin vertueux serait possible avec la mobilisation de tout ce que le pays compte comme intelligences, y compris au sein de la diaspora. Mais comment être sûr que les erreurs du passé ne se reproduiront pas ? Comment être sûr qu'un baril de pétrole à 150 dollars, voire plus, ne remettra pas en cause les bonnes résolutions qui auraient été prises en matière d'économie ? Là aussi, la démocratie comme garde-fou est incontournable.

Nombre d'Algériens sont persuadés que c'est la corruption, et non l'absence de démocratie qui empêche le décollage économique du pays. En fait, la corruption n'explique pas tout et il n'est pas inutile de rappeler qu'elle existe partout. Durant les années 70, des scandales ont touché de grands pays comme les Pays Bas ou le Japon, impliquant des souverains, des premiers ministres, des chefs d'État à l'occasion de ce qu'on a appelé les « contrats du siècle ». Il s'agissait, dans la totalité des pays de l'Otan, de renouveler les flottes aériennes militaires datant de la seconde guerre mondiale. Dans tous ces pays, les négociations furent serrées en vue de déterminer les effets induits pour les pays acheteurs en termes de création de valeur ajoutée, d'emplois, de transfert de technologie... En termes strictement comptable, la corruption est une ponction assimilable à un impôt ; en termes macro-économique, dans les pays considérés, les effets multiplicateurs des contrats ne furent pas négligeables. Soyons clairs : la corruption est détestable et doit être combattue. Mais elle n'est pas toujours responsable du non décollage économique. Présente dans les économies de marché des pays développés de même qu'en Chine ou dans d'autres pays émergents, elle n'empêche ni la croissance ni la création d'emplois. Elle est très présente aux États-Unis ou en France, pays dans lequel elle ne concerne pas uniquement le financement des partis politiques. Cependant, le système pouvoir-démocratie-économie y est suffisamment stable pour que les effets de la corruption soient amortis, voire même qu'ils participent de la création de richesse (consommation, investissements dans l'immobilier, etc.). Ce n'est pas le cas de l'Algérie qui continue de dépenser des milliards de dollars sans effet aucun, si ce n'est d'enrichir une minorité d'intermédiaires et de profiteurs du système. Il va sans dire que, concernant l'Algérie, cet argent ne reste même pas dans le pays. Les corrompus eux-mêmes n'ont pas confiance dans les mécanismes qu'ils ont mis en place, dans le système qu'ils ont sur-impressionné sur le pays.

Je constate aujourd'hui que ce que nous préoccupait déjà fortement à la fin des années 70, et consistait en la non prise en compte de l'importance de l'ingénierie et des effets induits dans les grands programmes d'équipement public, conduit chaque année davantage l'Algérie dans des programmes de dépenses sans impact sur la croissance réelle, sur la création de richesse et surtout sur la création d'emplois. Les taux de croissance affichés masquent la détérioration du système productif, les fermetures d'entreprises publiques, la désaccumulation au niveau du savoir-faire.

Dans ce contexte, le discours de patriotisme économique n'a pas de réalité. Il permet seulement de faire appel à l'histoire nationaliste, aux épidermismes nationalistes. Ce qu'il occulte est la mainmise chaque jour plus importante de groupes d'intérêts étrangers, historiques ou nouveaux, sur les secteurs clés de l'économie algérienne. Nous faisons

aujourd'hui montre de fidélité à des idéaux nationalistes sans projection sur les évolutions mondiales. Sans que nous nous en rendions bien compte, nous perdons chaque jour un peu de notre souveraineté, et à ce sujet, l'exemple des banques est édifiant. Si l'on prend l'exemple du système financier, il est aujourd'hui plus important de sauver des banques que d'avoir des armées puissantes, comme nous le montre quotidiennement la gestion de la crise économique mondiale actuelle. S'agissant encore du secteur bancaire, faut-il s'étonner du lait que nos banques ne parviennent pas à résister sur leur propre terrain, à la concurrence étrangère ?, alors que, pendant ce temps, les banques marocaines investissent l'Europe et le reste de l'Afrique.

Il y a un vertigineux décalage entre la perpétuation du discours patriotique-économique et la réalité du monde. L'absence de débat, l'inexistence d'instances de contrôle, de légitimité populaire et d'État de droit expliquent en grande partie, pour ce qui concerne l'Algérie, la situation actuelle. L'enfermement des dirigeants, symbolisé par le Club des Pins — où, d'ailleurs, ne se trouvent pas les vrais dirigeants ont conduit aux impasses actuelles et au sentiment d'abandon qui domine parmi la population. Personne ne croit en l'existence d'un Etat, malgré la présence d'une administration pléthorique et d'une police répressive. Personne n'arrive à se projeter dans l'avenir y compris les propres bénéficiaires du système. La détérioration de l'environnement, ressource non renouvelable, rend également parfaitement compte de la disparition de l'État

UN ÉTAT FORT

C'est sous le premier mandat de Bill Clinton au milieu des années 1990 que les États-Unis ont pour la première fois, participé au Forum de Davos. Le dirigeant étatsunien avait expliqué que son pays pouvait participer à ce Forum car l'État américain se sentait alors suffisamment fort pour affronter la mondialisation. Il énonçait une règle de base : le libéralisme, le marché, la liberté sont consubstantiels d'un État fort. Et ce type d'État est l'un des grands atouts des États-Unis. Contrairement à une idée tant répandue, malgré les décennies de discours antiétatiques symbolisé par le fameux : « le problème, c'est l'État » de Ronald Reagan, l'administration et les institutions américaines ne cessent d'intervenir en soutien à l'économie, grâce à des rouages bien huilés. J'en cite pour preuve deux exemples. Le premier est celui des Petites et Moyennes Entreprises qu'un texte de loi, le Small business Act, protège en leur garantissant un large accès aux contrats publics. De même, les entreprises américaines sont autorisées à mutualiser leurs dépenses en recherche et développement, et à bénéficier au passage de subventions publiques conséquentes.

Dans le monde moderne, l'autoritarisme et la centralisation de la décision sont toujours le signe d'un État faible. Si les réformes de 1988 se sont attelées à autonomiser les agents économiques et à rendre indépendante la Banque Centrale, c'était dans l'objectif que l'État se concentre sur ses propres (Onctions, les renforce vers ce qui apparaissait comme le plus urgent en cette période : la construction d'un État de droit. Cela passait par la redéfinition du rôle de l'État et la mise en place progressive d'institutions en vue d'un équilibre des pouvoirs. Et cet équilibre supposait notamment que la violence soit le monopole de l'État.

Les différentes formes historiques d'un État algérien (Cirta, Césarée, Tahert, Béjaïa, la Régence) ont toujours trouvé, dans leurs meilleures périodes, des équilibres entre des pouvoirs dont les formes ont varié selon les contextes. Ce qui n'a pas varié, ce sont les relations étroites entre État de Droit — Niveau de vie de la population — Sécurité et Diversité du peuplement, diversité religieuse comme des origines. Cette alchimie allait de pair avec la puissance de l'État et son essor. Aux côtés de la mosquée principale, il n'était pas rare de voir accolés une église, une synagogue, un temple. On pouvait le voir à Tahert, à Cirta sous Massinissa, alors que des langues d'une diversité extrême s'y exprimaient. Des siècles plus tard, et un peu en écho au discours de Clinton, je rappellerais que l'existence d'un État fort algérien a permis l'ouverture sur les autres peuples de la Méditerranée et du sud du Sahara. Quant l'État algérien a été fort, il s'est ouvert à d'autres peuples, aux mouvements du monde 'pour y prendre position.

Dans un premier temps, la pénétration coloniale a élargi la diversité des origines du peuplement de l'Algérie. La colonisation de peuplement a entraîné l'arrivée des Maltais, des Corses, des Espagnols... ; et les groupes de gens venant de métropole étaient également de régions différentes, très divers. Mais le régime colonial procéda à la francisation de toutes les populations non musulmanes, refusant ainsi le bénéfice de la diversité assumée et détruisant surtout tout ce qui, aux yeux de toute la population, rendait légitime l'existence d'un État. L'Algérie était alors un pays où prévalait un État de droit pour les Européens mais qui

s'érigeait sur des pratiques arbitraires en direction des indigènes. Malgré ce paysage général, subsistaient quelques règles qui permettaient à une maigre élite algérienne d'exprimer les attentes de ses coreligionnaires. Ce fut en général un régime d'oppression mais dans les périodes de relative expression et d'organisation, il y eut tout de même des débats politiques sur l'indépendance, l'assimilation, les droits, l'organisation syndicale et la liberté d'association....

À l'indépendance, dans une volonté affichée de rupture avec l'ordre colonial, les dirigeants algériens n'ont retenu que la capacité répressive de l'État, abusant de l'unanimisme populaire qui triomphait. L'absence de débat sur les contenus et la forme de l'Etat, sur sa légitimité sociale, ont conduit pour une grande part aux errements actuels.

La situation du secteur bancaire est à mon sens, l'une des meilleures illustrations de l'absence de débat sur la forme et la mission de l'État en Algérie. Et je crois que cela est parfaitement clair lorsque l'on compare les choses dans les trois pays du Maghreb Central.

L'État marocain, comme chacun sait, repose sur le Makhzen. Dès le départ, l'une des tâches principales assignée au secteur bancaire a été de participer au renforcement et à la modernisation du Makhzen. Aujourd'hui, le Maroc dispose de banques très modernes dont la vocation est, d'une part de drainer le maximum des encaisses dans le pays et au sein de l'émigration, et d'autre part de ne pas servir l'émergence d'une classe entrepreneuriale extérieure au Makhzen. Voilà ce qui explique pourquoi, au Maroc, il existe plus de sociétés de crédit à la consommation que de sociétés de capital-risque susceptibles d'aider à l'émergence de nouveaux entrepreneurs ne faisant pas partie du réseau clientéliste du Palais. Il existe donc énormément de guichets mais peu de produits en direction de l'investissement.

Par ces mécanismes, le Roi Hassan II a légué à son fils une situation dans laquelle des groupes familiaux ont atteint une taille et une envergure internationale, certaines banques étant elles aussi en mesure d'être présentes au niveau international. Depuis peu, le Maroc s'interroge sur l'élargissement de la base sociale de l'État, et des corrections sont lentement apportées à ce paysage financier. Un grand intérêt a été accordé au microcrédit, au financement d'entreprises nouvelles et au financement de l'aménagement du territoire. C'est d'ailleurs la modernité acquise par le secteur bancaire qui autorise ces évolutions.

En Tunisie, à l'inverse, la rupture avec le système Beylical s'est traduite par une politique volontariste de marginalisation des catégories sociales qui soutenaient l'ancien régime, au bénéfice de la création et du renforcement d'une classe moyenne et entrepreneuriale. On ne trouve pas en Tunisie de sociétés de crédit à la consommation, afin de ne pas affaiblir ces catégories, alors qu'il existe une pléthore d'instruments financiers en direction de l'investissement. Aujourd'hui 80% de la population tunisienne est propriétaire de son logement et la compétitivité des entreprises privées tunisiennes est reconnue dans le monde. Dans certains secteurs nos voisins tunisiens exportent de la technologie, à l'exemple des câbleries pour l'industrie automobile mais aussi des composants aéronautiques. Ce sont des catégories sociales qui se consolident et progressent ; et il est évident que lorsqu'une classe moyenne provient d'expertise et d'accumulation, elle est en droit d'interroger le régime politique sur la question de sa nécessaire implication dans la gestion de la Cité.

Pour ce qui concerne l'Algérie, l'administration s'est persuadée que l'État, à travers ses démembrements (wilaya, communes, sociétés et banques nationales...), était le seul investisseur légitime. L'État devait utiliser de la façon la plus efficace ses maigres moyens, au profit de ce qu'il supposait être sa base sociale naturelle : les couches populaires. Cette démarche n'a pas eu l'efficacité attendue car les banques publiques ne pouvaient pas remplir leur fonction, puisqu'elles n'avaient ni l'objectif, ni les moyens de sanctionner, au sens positif, la bonne utilisation de l'argent. La centralisation excessive de la décision économique a donc permis de faire passer par l'administration centrale la quasi-totalité des moyens financiers disponibles, sans que pour autant le rendement de cet argent ne soit un critère dans l'allocation des ressources.

Les embellies pétrolières ont contribué au maintien et au renforcement de cette logique.

La population, pour sa part, n'a pas perdu le sens de l'argent, de la nécessité de son rendement et de sa bonne utilisation. La confiance, qui est à la base de toute transaction et de tout rapport de légitimité avec l'autorité, s'en est trouvée remise en cause. La perte de confiance s'est aggravée par le constat, par la population, de la redistribution sur le mode du clientélisme, dans différents domaines : investissements, emplois, logements... C'est une logique complètement irrationnelle et destructrice de la base sociale même du régime, ce qui du même coup affaiblit sa légitimité.

Depuis 1990, le régime peine à définir son statut d'État et la base sociale qui pourrait être la sienne. C'est ce que nous révèlent les errements relatifs à la privatisation de l'économie. Contrairement aux dires de la presse, ce n'est pas le pourcentage du capital étranger ou privé dans une entreprise qui pose problème. Ce ne sont pas non plus les questions de l'emploi, la formation, ni même du transfert de technologie qui pourtant sont matière essentielle à débats. Le vrai blocage, le véritable enjeu, ce sont les bénéficiaires des opérations de privatisation et la part qui reviendrait à chacun d'eux.

On peut définir plusieurs catégories en position de tirer profit des privatisations :

— Les chômeurs,
— les travailleurs,
— l'encadrement technocratique,
— les paysans, les propriétaires privés (commerçants, industriels ...),
— les décideurs de second rang,
— les décideurs de premier rang, détenteurs du droit de véto.

Depuis près de vingt ans, on tergiverse, on laisse pendante la question de la légitimité de l'État, en se refusant à nommer ces catégories qui redonneraient une base sociale à l'État, à les nommer donc à les reconnaitre, dans leur existence et leurs droits ; à définir la part qui leur revient, et surtout à les insérer dans des mécanismes économiques transparents, au niveau national comme au niveau international.

Je voudrais, dans ce même ordre d'idée, citer ici une mésaventure personnelle, celle de « Union Bank », la première banque privée algérienne.

J'avais alors comme objectif de créer un instrument financier moderne. Pour les décideurs, il aurait pu être une occasion de premier plan, un outil pour faire la démonstration qu'il était possible d'élargir la base sociale du système algérien afin d'accompagner une transition politique. À travers des instruments financiers, il était en effet possible de faire rentrer l'argent dans le pays afin qu'il puisse fructifier sur place ; et ainsi refaire l'évolution des espèces : transformer des parasites en prédateurs, puis en entrepreneurs. Il s'agissait aussi de faire comprendre que de nouvelles alliances de classe pouvaient, non seulement élargir la base sociale du système, mais aussi démultiplier les moyens d'enrichissement, mais cette fois-ci dans le cadre de la loi. C'était en fait un axe secondaire de La loi sur la Monnaie et le Crédit, il n'en constituait pas une priorité, mais il était là. l.es destructions de valeurs qui ont accompagné la gestion irrationnelle et le démantèlement plutôt que le sauvetage de Khalifa, Union Bank, Tonic Emballage ont révélé, au-delà de l'incompétence technique des intervenants, leur inaptitude à la modernité et à la compréhension du monde contemporain. On est face à une incapacité d'accepter que l'argent soit une base politique. Napoléon Bonaparte l'a dit, brutalement : Qu'est-ce que le pouvoir ? C'est l'argent pour payer la troupe pour mater le peuple.

La réflexion sur de tels thèmes, sur ces enjeux cruciaux n'a même pas été initiée. A défaut de ce débat, par manque de moyens, de vision politique, de compétences ou de courage, le terrain est aujourd'hui mouvant, l'image de l'État se détruit aux yeux des citoyens, disqualifiant les interventions de l'administration.

Dans le domaine de l'économie, le rôle de l'État a été un échec. La population se raccroche à ce qui lui paraît inamovible, l'Armée dont elle espère qu'elle pourra être un rempart en cas d'effondrement de l'État. La population observe aussi que, dans le même temps, le régime tente de durer, et réussit à durer, par la distribution de prébendes qui implique des mercenaires de divers horizons. Il dure grâce à la violence dont il n'a d'ailleurs plus le monopole.

Cette violence trouve ses racines dans l'histoire de l'Algérie, dans l'histoire coloniale en particulier. L'expérience de l'occupation coloniale, la séparation d'avec la puissance coloniale, toutes deux se sont réalisées dans le refus et la répression de l'altérité. jusqu'en 1962, nous avons été exclus de la citoyenneté française parce que musulmans.

Le Général de Gaulle s'est résolu à l'indépendance, en partie par crainte d'une communauté musulmane ascendante au sein de la nation française. Dans le même ordre des choses, c'est avec le slogan « la valise ou le cercueil », qu'a été organisé le départ des juifs et des chrétiens d'Algérie, de crainte que cette situation de diversité d'origines, de religions et d'égalité en droits, refusée par la France aux Algériens, ne puisse trouver en Algérie un terrain où prospérer. Reste toutefois à se demander, compte tenu du long passé communautariste de la France en Algérie, si cette coexistence aurait pu être possible. Rien n'est moins sûr : la première. Assemblée algérienne a capoté, suite à des oppositions -- centrales — autour de l'application de la peine de mort mais aussi sur la définition exclusivement musulmane de l'identité algérienne.

L'exclusion de la partie non musulmane de la population pouvait, dans de nombreux cas, être légitimée par les positions adoptées à l'égard de la lutte de libération,

mais elle constituait en soi une violence qui aujourd'hui encore porte préjudice et dont la résolution est une nécessité, y compris s'agissant des Harkis et surtout de leurs descendants. Le départ de cette « part d'Algérie » hors du pays est un des éléments explicatifs de cette fuite des élites qui perdure : la bourgeoisie, les élites ont suivi le départ des juifs ou de certains pieds noirs. Cette définition de l'identité algérienne de 1962, basée sur la religion musulmane, a fait de la religion l'enjeu idéologique majeur. Les manipulations sur ce thème ont conduit à une série d'exclusions : les chrétiens, les communistes, les minorités visibles, et à l'intérieur du dernier pan de légitimité sunnite — malékite qui subsiste, la bataille est sourde entre les « salafistes », les « Oulemistes » et les « tenants des Zaouïas ».

Un État fort rassemble, un État faible divise, oppose, manipule. Cette situation de désordre et de discorde devient même une condition de son maintien. Près de cinquante ans Après l'indépendance, nous en sommes encore à poser la question de l'identité algérienne et de ses principes intangibles. Faut-il s'en étonner ? Redéfinir le rôle de l'État est une priorité absolue.

DEUXIÈME PARTIE
La formule magique

ACCUMULATION

Je vais dans ce chapitre fort peu parler d'accumulation matérielle, d'argent, bien qu'il soit évident que la création de Fortunes et leur transmission par le biais de processus familiaux dûment codifiés procèdent de la grandeur d'une nation.

Alors que la crise économique secoue durement l'Occident, on sent bien qu'un pays comme la France résiste, du moins une partie de sa population, grâce à tout ce qui a été accumulé depuis des siècles. Autre exemple éloquent, l'essor d'une Cité-État comme Dubaï qui n'aurait pu être assuré sans l'existence de familles marchandes, notamment iraniennes. C'est bien connu, l'argent va à l'argent mais cela ne suffit pas pour bâtir un pays.

La vraie accumulation est culturelle. Je veux parler d'abord ici de l'accumulation du savoir-faire et des know-how. Dans e siècle d'ores et déjà baptisé comme celui de la connaissance, la manière dont le savoir se transmet d'une génération à l'autre, sans risque de perte en ligne, va être décisif. C'est qu'ont compris nombre d'auteurs de science-fiction qui ont imaginé des situations futures où l'être humain a perdu en route nombre de techniques. Le sauveur n'est pas alors le marchand ou le détenteur du pouvoir des armes mais celui (lui possède le savoir et qui détient les clés de la méthode. Il faut avoir cela en tête et ne pas se laisser berner par les discours qui affirment que l'intelligence, comme le reste, est une marchandise et qu'il suffit toujours d'y mettre le prix pour l'acquérir.

L'accumulation concerne aussi les modes de vie, de pensée et donc également l'organisation d'une structure humaine comme l'est la famille. Elle est la manière dont on garde et transmet tous les types d'intelligence. On l'aura compris, l'accumulation rime avec la sédimentation, la stratification des biens et processus immatériels.

L'une des principales différences entre l'homme et l'animal, c'est que le premier accumule alors que le second se reproduit à l'identique, même si certaines expériences démontrent que quelques rares espèces (chimpanzés, corbeaux,...) savent évoluer et apprendre (un peu) de leurs expériences passées.

Pendant mes études, après avoir commis un mémoire sur les institutions monétaires en Algérie, je me suis attelé à une thèse sur l'ingénierie et la maîtrise des technologies. Une phrase de Claude Lévi-Strauss m'avait impressionné : « ce que les peuples du tiers monde reprochent au monde occidental, ce n'est pas de les acculturer mais de ne pas leur donner les moyens de cette acculturation ». L'ingénierie, sous toutes ses formes, universités, bureaux d'études, centres de recherche et de développement, est le vecteur essentiel de l'accumulation, ce qu'était l'outil, pour l'homme primitif. Le niveau de maîtrise de cet outil contemporain permet de différencier les économies et les sociétés. Il permet de distinguer ceux qui tentent vainement de copier et ceux qui savent tirer profit de l'expérience accumulée à travers le monde et le temps. Ces derniers le font en tenant compte de leur propre histoire, de leur anthropologie, de leur savoir-faire.

J’ai été frappé, en étudiant les sociétés d'ingénierie occidentale et les pays de l'Europe de l'Est, de constater à chaque fois les liens de ces entités avec les organes vitaux de chacun des pays concernés. Prenons l'exemple de Bechtel, une entreprise connue en Algérie. Au moment de ma thèse, elle employait trente mille ingénieurs dans le monde et son Conseil d'Administration avait pour membres d'anciens dirigeants de la CIA, du Trésor et du Département d'État américains. Il en va Ainsi de la Banque Mondiale, du Fond Monétaire International (FMI), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres structures internationales dont les dirigeants entretiennent le même type de rapports avec les grands centres de décision. Cette proximité fait que ces institutions Internationales ont régulièrement recours à « l'expertise » d'entreprises comme Bechtel.

Ces sollicitations ne sont pas innocentes car l'objectif de ces organisations est de monopoliser l'accumulation par la maîtrise des technologies. Ainsi, contrairement à ce que stipulent leurs statuts, ils n'autorisent pas en fait, les pays qui se soumettent à leur diktat à développer leurs propre capacités d'accumulation et donc de développement. Bien au contraire, les grandes sociétés d'ingénierie sont pour ces pays un passage obligé, dont ils ne glaneront pas beaucoup en termes d'expérience et de transfert de savoir-faire.

Il n'est pas question pour moi de recourir à l'argument facile de de « la main de l'étranger ». Cet étranger, — en l'occurrence les grandes entreprises occidentales d'ingénierie et donc [Occident au sens large mais aussi, aujourd'hui, la Chine, l'Inde et le Brésil —, a légitimement le droit de défendre ses intérêts et de préserver ses atouts. Il n'en demeure pas moins qu'à mon sens, une vision sur la longue durée devrait conduire ces institutions et pays à développer une logique davantage fondée sur le transfert et les accords « gagnant-gagnant ». Mais là n'est pas l'essentiel de mon propos. Ce qui compte, c'est que les pays développés défendent durement un savoir qu'ils ont mis plusieurs décennies à accumuler. C'est de cela qu'il faut avoir conscience.

— Dans un tel contexte pourtant, certains pays ont tout de même réussi à accumuler assez d'expérience pour .être actuellement des exportateurs de savoir-faire. On peut citer : La Corée du Sud, qui est aujourd'hui reconnue comme étant à la pointe du développement du secteur des ISMEE (Industries Sidérurgiques, Mécaniques, Électriques et Électroniques).

— Le Brésil dans le secteur agro-alimentaire, les énergies nouvelles et l'aviation ; mais aussi Cuba dans le domaine de la médecine.

— Et notre voisine, la Tunisie pour ce qui est de la sous-traitance industrielle.

Ces performances ne sont pas le fruit du hasard mais le produit de politiques mûrement réfléchies, principalement dans les secteurs de l'Éducation Nationale, l'Enseignement Supérieur et la Recherche. Ces politiques se sont inscrites dans des stratégies, des politiques industrielles à visée lointaine et souvent au terme d'une longue réflexion stratégique et prospective.

J'ai visité la Corée du Sud en 1988, à l'époque où ce pays avait définitivement pris cet envol symbolisé par l'organisation des Jeux Olympiques d'été de Séoul. Accueilli par les plus hautes autorités du pays, on ne m'a pas montré les usines qui produisent les sous-marins nucléaires mais des écoles primaires où chaque enfant, pour les expériences physiques et chimiques, disposait d'une paillasse à sa taille et d'un micro-ordinateur. Ce sont les premiers objets que voit un écolier sud-coréen. Et la première leçon que ce dernier reçoit a pour objet de lui apprendre que l'école coréenne a six mille ans d'âge, l'accumulation.

J'ai ensuite visité un centre de recherches et développement, jonction entre l'Université et une grande entreprise coréenne qui y investissait 7,5% de son chiffre d'affaire annuel ! Aux États Unis, pays de référence en matière de Recherche et de Développement, la norme est de 2%. Quant à l'Union européenne, elle ne parvient pas à atteindre les 3% qu'elle s'est fixée comme objectif. Les deux premières étapes de ma visite m'ont permis de comprendre la projection de la Corée sur l'avenir, à travers le maintien de liens forts avec son passé et son organisation sociale. Ainsi, plus tard, qu'un consortium coréen ait remporté, au nez et à la barbe des Français Areva, Total et EDF, le contrat de construction de quatre centrales nucléaires à Abou Dhabi ne m'a pas étonné. La maîtrise de l'ingénierie en Corée est indéniable.

Durant cette période de ma visite au « Pays du Matin Calme », les Coréens essayaient de vendre à l'Algérie des méthaniers et des usines de liquéfaction du gaz. Ce n'est pas une information banale : Il est normal et même nécessaire de s'interroger sur cette situation paradoxale dans laquelle l'Algérie, considérée dans les années 60 comme en avance sur la Corée du Sud, se retrouvait importatrice de technologie, qui plus est dans un secteur, le gaz, où elle aurait dû être en position dominante. Les premières expérimentations à l'échelle réelle en matière de liquéfaction du gaz ont été, il faut s'en souvenir, réalisées dans notre pays. Beaucoup de cadres et de techniciens ont été formés à la maîtrise de cette technologie par l'Algérie. Mais le fait est que nous ne sommes plus capables de l'appliquer, et la situation a même empiré puisque nous n'avons même plus aujourd'hui de capacité de maintenance. Comment en sommes-nous arrivés là ?

Dans une situation normale, toutes les compétences formées auraient dû disposer d'un environnement favorable à leur fonctionnement. Dans la réalité, ces cadres ont souvent été empêchés de mettre en œuvre leurs connaissances, ils ont été confinés à des fonctions administratives et, lorsqu'ils tentaient de réagir, ils étaient soit mis au pas, soit renvoyés, soit promus — ce qui revient à dire qu'ils étaient corrompus —, soit obligés de prendre le chemin de l'exil. Ils font par exemple, le bonheur de Qatar Gaz ou d'autres compagnies gazières du Golfe. Le plus ahurissant dans cette affaire est que cette mécanique de dilapidation des ressources humaines algériennes, c'est-à-dire de nos capacités d'accumulation, s'est toujours parée, travestie d'une idéologie nationaliste sévère. Ces cadres, souvent, étaient désignés du doigt comme des agents de l'étranger. Allons donc ! Leur neutralisation a toujours favorisé l'importation et donc le paiement de pots-de vin à des intermédiaires.

En Corée du sud, un dirigeant honni par le reste de la planète, Park Chung Hee, a fait montre d'un comportement infiniment plus patriotique. Il était, rappelons-le, surnommé Parkov parce qu'il avait été communiste dans sa jeunesse. Cet homme hors du commun a reçu une

formation de haut niveau qui s'était achevée, comme un couronnement, par un diplôme acquis chez l'ennemi séculaire, à l'Académie militaire de Tokyo, au Japon.

Pour nous Algériens, ce qui est spécialement, singulièrement important dans l'exemple, le parcours de Park Chung Hee, c'est qu'il avait compris, au terme de son parcours, que l'accumulation ne s'importait pas, qu'elle devait être le fait des Coréens eux-mêmes, quitte à aller arracher à l'ennemi d'hier les connaissances nécessaires. En conséquence, sa première grande décision a été d'enquêter sur les conditions à réunir en vue d'un retour des experts nationaux qui avaient fui la dictature sud-coréenne. Il a aussi enquêté sur les conditions nécessaires au retour des capitaux. Et Park Chung Hee a pris des dispositions qui allaient au-delà des demandes de ces experts et de ces détenteurs de capitaux.

À l'inverse, en Algérie, de peur du processus d'accumulation lui-même, les autorités se sont attaquées au système d'enseignement, clef de voûte de toute accumulation. Il s'agissait, et il s'agit toujours, d'empêcher la formation d'individus dotés d'une capacité de réflexion et d'analyse critique, capables de tirer profit de leurs expériences et de celles des autres. Des matières comme l'histoire et la philosophie ont été des cibles privilégiées, leur culpabilité étant d'être au cœur des questionnements sur Soi, sur son devenir et aussi sur les rapports aux Autres et à son histoire. Le résultat dépasse aujourd'hui les objectifs des initiateurs des attaques : l'Université ne produit même plus de quoi perpétuer le système en place.

De fait, les atteintes à l'exercice de la raison expliquent le caractère frustre, violent et faible de nombre d'étudiants sensibles à ce qui leur est accessible et intelligible : les diatribes idéologiques et simplificatrices. Et c'est également ainsi que le système politique, qui aspire à sa propre stabilité, ne parvient à produire que de la violence.

Pour en revenir au cas de Park Chung Hee, il faut aussi relever que jamais les autorités algériennes n'ont ébauché la moindre réflexion stratégique pour faciliter le retour des dizaines de milliers de cadres qui vivent à l'étranger et dont l'expertise profite à pratiquement toute la planète sauf à l'Algérie ! On peut toujours dire, en se consolant, que d'une certaine manière, la diaspora algérienne accumule et que, demain, elle pourra aider le pays à renouer avec la maîtrise du savoir et des techniques modernes.

Dans le cas de l'Algérie, s'il n'y a pas accumulation, il y a très certainement désaccumulation. On peut illustrer cette affirmation en reprenant le sort réservé aux archives de façon générale. Les réorganisations administratives, les déménagements de siège, les restructurations de siège, les changements de systèmes informatiques... Autant de raisons invoquées, c'est-à-dire de prétextes, pour justifier les destructions d'archives.

Les rapports sociaux aussi subissent ce phénomène, se trouvant altérés ; les règles de conduite sociale disparaissent. Plus jeune, j'ai vécu comme tous les gens de ma génération, dans un contexte où les règles de politesse étaient transmises non seulement par les parents mais aussi par les voisins, par l'école, l'environnement. Aujourd'hui, beaucoup ne savent plus même comment dire « bonjour », à quel moment utiliser le téléphone portable, qu'il ne faut pas cracher dans la rue, agresser les femmes, qu'il faut manger sobrement, comment se tenir à table ou dans une salle d'attente...Notre désaccumulation ne se manifeste pas uniquement dans l'ingénierie mais aussi

dans cette incapacité de nombre d'Algériens à ressentir et exprimer le respect de Soi, donc des autres. Elle nous conduit à un règne sauvage où dominent les rapports de violence.

La désaccumulation affecte aussi la culture, nos arts les plus anciens, populaires et savants. Aujourd'hui, n'importe qui enregistre des Noubas de notre musique classique dite « andalouse », sans savoir poser la voix ni comprendre les textes. La voix, l'assurance et la qualité des voix qui composent un chœur, est depuis le XVIIIème avec la maîtrise de la polyphonie, l'aspect le plus achevé de la civilisation européenne. Nous avons eu de grands Maitres, El Anka ou Bachtarzi ou Bentobal..., qui non seulement travaillaient leur voix mais visitaient les grands maîtres de la poésie, de la maîtrise de la langue pour s'assurer qu'ils avaient bien compris chaque mot, que leur voix faisait sens, qu'elle était devenue la forme et le sens du poème, qu'ils se les étaient appropriés pour les restituer à nous toutes et tous qui les écoutions, impressionnés, extasiés. C'est parce que Guerrouabi avait ces qualités essentielles qu'il est devenu pour nous « El Harraz » nous ensorcelant de ses mots et de ses notes.

L'accumulation c'est aussi la mémoire, qui peut être enjolivée, manipulée, instrumentalisée en vue de la construction d'un récit national. Ainsi, pour Israël, la Shoah ne définit pas la judaïté ni l'histoire des juifs, mais elle justifie l'existence d'Israël et l'assujettissement du reste du monde à ses demandes. Le sionisme, porté par les Ashkénazes, a réussi là une double opération : d'une part, la prépondérance, la domination sur les Sépharades qui se sont retrouvés amputés de leurs dimensions arabe et amazigh et d'autre part, l'assujettissement des chrétiens qui depuis peu, depuis la deuxième guerre mondiale, ne se définissent plus comme « gréco-romains » mais comme « judéo-chrétiens ».

Dans le cas de l'Algérie, la mémoire de la guerre de libération nationale, des massacres subis par notre peuple tout au long de l'occupation coloniale sont instrumentalisés dans le but d'obtenir le soutien des autorités françaises au régime algérien. Cependant, les péripéties autour d'une repentance formelle de la France, à propos des évènements du 8 Mai 1945, cachent un débat réel sur l'usage du discours nationaliste par les deux parties en présence. Le débat engagé en France sur l'usage de la torture sur les Algériens a permis à la société française d'affronter son histoire et de commencer unilatéralement, pratiquement sur notre dos, par Aussaresses interposé, à solder ainsi un lourd passif qui avait conduit, par le passé, à des divisions dans la population. Le Gouvernement français peut ainsi flatter sa droite, et le Gouvernement algérien espérer mobiliser, en cette occasion, sa population.

Pour les Algériens, l'intérêt d'un tel débat ne devrait pas être de se gargariser d'une repentance verbale mais plutôt d'obtenir la mise en place de projets communs autour des archives et de la mémoire. La restauration et la reconstruction des médinas détruites lors de la pénétration française pourraient, par exemple, constituer une réelle réponse porteuse de solutions et d'avenir.

Certaines personnes établissent une comparaison entre le travail auquel s'est livré le cinéma américain en ce qui concerne la guerre du Vietnam et le retard observé dans le cas des Français par rapport à la question algérienne. La comparaison ne me semble pas juste. La présence américaine au Vietnam n'est pas assimilable au processus de colonisation du XIX° siècle qui a vu l'établissement du pouvoir colonial français en Algérie. C'est là une première raison. La seconde, c'est que les débats « courageux » en Amérique au sujet de la Guerre du

Vietnam ont aussi permis de refouler, rappelons-le, l'extermination des autochtones indiens durant ce même XIX° siècle. Ils ont de même, occulté l'engagement américain en Amérique du Sud, le soutien de la CIA et du Département d'État à des régimes dictatoriaux et sanguinaires. Une facette de l'Amérique qu'Hollywood n'a que très peu exploré.

Aussi, si comparaison il faut entreprendre, elle doit porter sur le fait que les Américains ont réussi là où les français ont échoué, c'est-à-dire dans l'extermination des populations locales. Et tout ne serait d'ailleurs pas encore saisi, il resterait à comprendre pourquoi. De mon point de vue, une certaine proximité culturelle, — dont Braudel parle si bien dans ses travaux sur la Méditerranée au XVI°s, lorsqu'il écrit que « en Méditerranée tout circule les biens, les hommes, les idées et les croyances » entre colonisateur français et colonisés algériens explique que ces derniers ont toujours su déchiffrer les stratégies et les techniques, y compris les plus génocidaires, des envahisseurs. À l'inverse, les Amérindiens furent placés en état de sidération face à la violence et à des pratiques qui leurs étaient complètement inintelligibles. Ce constat est à rapprocher de celui qui peut être fait à propos de la reddition d'Atahualpa, Empereur des Incas, à un Pizarro qui ne disposait pourtant que d'une troupe formée d'une poignée d'aventuriers mais jouait, passez-moi le mot, sur un registre, une cosmogonie, une ontologie etc. totalement distincts. Ce débat sur la mémoire et le cinéma, cet autre sur les raisons qui faisaient qu'entre un Français et un Arabe, même dans les pires situations historiques, il ne pouvait y avoir l'effarement de l'Inca face à l'Espagnol, n'ont pas existé en Algérie. Les faibles échos des controverses en France et aux États-Unis n'ont été d'aucun apport pour les Algériens, sauf celui de leur permettre de constater qu'il n'existait pas, du côté des autorités algériennes, une réelle volonté de voir les archives françaises mises à la disposition d'un large public. Cela explique pourquoi la question des archives fait l'objet de fantasmes divers, nombre d'Algériens étant persuadés qu'elles cachent des secrets inavouables, à propos d'un régime qu'ils honnissent déjà...

Mais, aujourd'hui saurions-nous « conserver » ces archives ? Ne sont-elles pas protégées en France, compte tenu de la déliquescence de l'administration ?

ANTICIPATION

Gouverner c'est prévoir. Peu après mon arrivée au Plan, en 1981, les travaux de préparation du plan 1985-89 étaient lancés. Nous avions mis au point des projections sur quinze ans, ce qui dépassait l'horizon traditionnel de la prévision et s'inscrivait dans la prospective, à travers des projections itératives et dans des domaines aussi variés que le commerce international, les évolutions des prix des matières premières, les progrès techniques, les changements sociaux à l'intérieur du pays, le taux de scolarisation et d'accès à l'enseignement supérieur...

Il s'agissait, pour le Ministère du Plan, qui seul en avait la prérogative, de déterminer des objectifs raisonnables pour l'économie algérienne. Le terme raisonnable signifiait « accessible ». Ce travail était le produit d'une expertise nationale, et selon lui, le PIB algérien au terme de la période étudiée, aurait dû atteindre 10 000 dollars par tête d'habitant, en parité du pouvoir d'achat de 1982. Durant cette réflexion, nous nous sommes rapidement rendu compte que les prévisions à long terme ne pouvaient reposer seulement sur des variables économiques. Nous anticipions de près de vingt-cinq ans sur ce qu'envisagent enfin deux prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz et Amartya Sen, qui président notamment aux travaux de la Commission française sur la mesure de la performance économique et du progrès social. Rappelons que l'une des idées clé de cette commission est de mettre davantage l'accent sur la mesure du bien-être de la population et de réfléchir à un complément, voire à un substitut, du Produit intérieur brut (PIB), qui pourrait prendre en compte les effets négatifs de la croissance sur l'environnement.

Pour penser et anticiper l'avenir, il nous fallait impliquer les secteurs fondamentaux comme la Justice, l'Éducation, la Culture, la Formation professionnelle, et aussi l'Armée nationale populaire. C'est cette volonté d'étendre le champ des intervenants qui est principalement à l'origine de la création de l’Institut de Stratégie Globale. Cet Institut, sous tutelle de la Présidence de la République, devait servir à mettre en commun et à organiser les capacités anticipatives de tous les secteurs. La conduite de ce type de travail avait aussi pour objectif la production d'une vision collective qui permette aux acteurs parties prenantes d'envisager les limites nationales et internationales d'une vision du futur. Elle est nécessaire à un pays, à toutes les institutions : l'administration, l'armée et les entreprises. On peut aussi ajouter à cette liste la famille car ses membres ont aussi besoin de pouvoir se projeter dans le futur. Les choix d'éducation, de vie professionnelle sont le produit d'aspirations à un devenir en fonction de ce que les acteurs estiment porteur de mieux être.

L'anticipation ne peut être le fait d'une personne, ou d'une seule institution. Elle n'atteint son degré d'efficacité optimum que lorsqu'elle parvient à impliquer plusieurs intervenants. Ainsi la synergie entre une armée, des services secrets et la recherche scientifique, qui peut choquer de prime abord, a souvent, et dans de nombreux pays, été un facteur d'avancées scientifiques et politiques. Nous pouvons ici, faire référence à Arpanet, ancêtre d’Internet, mis au point par la Rand Corporation afin de sécuriser les communications militaires américaines. Citons aussi la noria de « think tanks » américains, notamment ceux qui

sont installés à Washington, et dont les couloirs sont peuplés de chercheurs, de militaires, d'agents du renseignement et de politiciens influents. Dans d'autres domaines, comme l'aviation ou la marine, on peut aussi souligner les résultats obtenus par une collaboration entre scientifiques et militaires. Cela est aussi vrai de la biologie, de l'éthologie, etc.

Les recherches en sciences sociales, si elles ouvrent la voie à un meilleur contrôle des populations, permettent aussi une connaissance de leurs conditions de vie. Elles peuvent donc être utilisées pour une élévation de leur niveau de vie. C'est encore plus vrai depuis l'avènement d'internet et la montée en puissance des réseaux sociaux, l'idéal pour les chercheurs qui se voient dès lors ouvrir des thèmes, des « terrains » d'investigation dont leurs prédécesseurs n'auraient pas même rêvé.

Depuis les travaux d'Ibn Khaldoun, sur lesquels se fondent aujourd'hui encore de nombreuses recherches, les Algériens, dans une conduite de rupture avec l'anthropologie coloniale, peinent à produire des savoirs d'une ampleur conséquente. Ils peinent à produire des connaissances sur leur société qui seraient susceptibles d'éclairer et de permettre des stratégies acceptées et/ou portées par les populations. Il est intéressant de citer les bénéfices acquis par l'administration coloniale grâce aux connaissances qui lui étaient fournies par une institution de formation comme l'École des Administrateurs d'Outre-Mer, qui bénéficiaient de l'apport des chercheurs en Sciences Sociales. Cette connaissance fine a permis d'établir des monographies assez précises selon les terroirs, les tribus, les cités... C'est grâce à cette connaissance que la colonisation française a pu résister durant plus de 100 ans aux différents soulèvements des populations.

Plus récemment, l'absence de connaissance d'un milieu et des probabilités d'anticipation ont conduit à des échecs cuisants. C'est le cas des guerres menées en Irak ou en Afghanistan. Il est patent aujourd'hui qu'à leur arrivée en Irak, les militaires américains, obnubilés par le pétrole, n'étaient pas en mesure de faire la distinction entre sunnites et chiites. Pour l'anecdote, ils n'avaient que 18 interprètes et des manuels de conversation en dialecte égyptien... Pourtant, ces mêmes militaires américains, dans leur confrontation avec l'URSS, ont remporté une victoire définitive par une connaissance précise de l'économie soviétique ainsi que du niveau de motivation de la population, par une pénétration des milieux intellectuels devenus « dissidents » avec leurs encouragements. Ils ont ainsi provoqué l'effondrement de l'URSS, en particulier en déclenchant la « Guerre des étoiles », c'est-à-dire une course à l'armement dans l'espace. Ils savaient pertinemment que l'économie soviétique ne pouvait soutenir un effort de cette ampleur. Par ailleurs, ils savaient que le système en place n'avait plus la capacité de mobiliser, ni la population, ni les intellectuels. Ils furent toutefois surpris en observant la rapidité avec laquelle cette grande puissance devait s'effondrer.

Plus près de nous, il est un thème pour faire le constat de notre défaut d'anticipation : l'analyse de l'évolution des relations algéro-marocaines.

Le Roi Hassan Il, n'ayant pu contrer la machine diplomatique algérienne dans l'affaire du Sahara Occidental, a tiré des conclusions similaires à celles des américains en Union Soviétique. Il a considéré que le système politique algérien, l'organisation de notre économie ainsi que les conceptions stratégiques de l'armée algérienne étaient obsolètes. Confrontés en effet à la « marche verte », à ces dizaines de milliers de civils enrobant le militaire, ouvrant et

occupant le terrain, les chars d'assaut comme les avions sophistiqués se réduisent à de la ferraille. Alors que l'Algérie, provoquée par ces manœuvres à ses frontières, investissait dans de l'équipement lourd, le Maroc anticipait sur le nerf de la guerre moderne, c'est-à-dire l'appareil économique.

A propos de guerre et avant de poursuivre sur le « front » de l'économie et des finances, je crois qu'il est utile de faire une digression, pour nous demander de quels dirigeants nous sommes dotés, le monde est-il aux mains de gouvernants adéquats, si ceux-ci ne voient pas ou se refusent à réagir à ces nouvelles guerres, ces guerres modernes, via les wahhabistes, les évangélistes, les drogues dures..., sur lesquelles il est de suffisantes informations pour impliquer enfin cette inévitable « main de l'étranger », et par lesquelles s'obtiennent domination des peuples et aliénation des individus ?

Là où une armée classique ne peut intervenir, les banques sont d'un grand secours car elles ne connaissent pas de frontières. Avant de mourir, le souverain marocain Hassan II prit le soin d'organiser des champions de taille mondiale, ou tout au moins régionale, comme les groupes Wafa, BendjellounBMCE, Akhenouche, sans compter le groupe SlGER (anagramme de RÉGlS : le Roi), son groupe familial. Il s'agit d'autant d'armées adaptées aux guerres du XXIème siècle dont les champs de bataille s'appellent OMC, fusions-acquisitions, conquêtes de ces territoires que sont les marchés.

En Algérie, bien au contraire, durant la même période, il a été procédé à la casse des champions du secteur public et à l'interdiction de l'émergence de champions privés. Tout cela donne sa pleine signification à la destruction d'un outil comme le Ministère du Plan et de toutes les institutions qui y étaient rattachées ou concouraient à son fonctionnement : CENEAP, ONS... Seuls des calculateurs particulièrement pervers, ou des corrompus obnubilés par la prééminence des importations, peuvent penser que le thermomètre est le remède et que s'il n'existe pas, le corps n'est pas malade et qu'il peut être publiquement affirmé que tout va bien ! En effet, des statisticiens indépendants bombardent nécessairement le gouvernement de chiffres déplaisants, lesquels finissent toujours par être connus de la population !

La course essoufflée au court terme est d'abord fille des conditions d'exercice de la lutte pour le pouvoir. Le souci du long terme n'est pas possible sans qu'existent une Fonction Publique — des institutions, des fonctionnaires au service de l'État — ; et un système d'anticipation, donc de vigilance c'est cela qu'est la planification. À défaut de ce type d'instrument, nous évoluons dans une obscurité totale, soumis au monde extérieur. Et c'est ainsi que les autres pensent pour nous et décident comment nous dépecer et à quel rythme. Si déjà dans les années 60, nous admettions que cela nous arrivait par les États Unis, par la France peut-être même par l'URSS, il faut bien comprendre que nous sommes aujourd'hui soumis et vulnérables à des stratégies venant de la Tunisie, du Maroc et même de l'Égypte, voire de la Libye. C'est terrible, c'est un immense échec que nous avons nous-mêmes favorisé en nous mutilant, « en nous tirant une balle dans chaque pied ». Comment décrire, comment rendre palpable autrement que par ces images le fait que nous ayons détruit toutes nos capacités d'anticipation, avec pour explication le prétexte que la chute de l'URSS et la victoire de l'économie de marché signifiaient la fin de la planification !

Il était normal, compte tenu des intérêts partisans qu'ils incarnent, que le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale, sous couvert de libéralisme, exigent la désarticulation d'un système jugé trop centralisé. Il n'empêche que dans les pays les plus libéraux, il existe des organismes d'anticipation, tous reliés au pouvoir central et qui permettent à tout moment d'ajuster des décisions stratégiques en fonction des conjonctures, des visions, des enjeux. Nous aurions pu faire une révolution sémantique sans casser le tableau de bord ! Personne n'aurait trouvé à redire à l'existence d'un Institut National de Prospective. Bien au contraire, regardons ce qui se passe du côté du Golfe où tous les États disposent d'une telle structure.

Aujourd'hui, l'Algérie est confrontée à des choix tranchés auxquels elle n'a même pas réfléchi : énergie solaire ou énergie renouvelable, versus énergie fossile ? Importation de technologie agricole ou importation de biens alimentaires ? Nucléaire ou importation du surplus électrique européen ? Prise de participation dans les entreprises internationales ou bradage-privatisation ? Aujourd'hui, s'il fallait malgré tout entrer en prospective, en anticipation, l'enjeu en serait le renforcement et l'élargissement de la conscience citoyenne à l'écologie et à la solidarité, ces paliers qui monteraient vers d'autres. Ainsi le progrès de l'Éducation a constitué et constitue une des matrices essentielles de la consolidation démocratique ; au XXIème Siècle, c'est la prise de conscience sociale de la nécessité d'un nouvel horizon temporel de la raison publique qui sera le vecteur d'un approfondissement de l'idée démocratique à l'échelle de l'humanité. Il n'y aura pas de vrai progrès tant que la question d'un élargissement des normes de la justice ne sera pas posée, elle-même, en termes d'humanité. Mais quelle que soit la capacité d'anticipation d'un groupe, laquelle est très faible dans le cas de l'Algérie, les choix sont souvent multiples. Il faut donc nécessairement organiser la fonction arbitrale et être capable de répondre aux questions suivantes : Qui décide ? Comment le fait-il et qui hérite de ses prérogatives ?

ARBITRAGE

Pour de nombreux Algériens, l'arbitrage est un terme qui a une signification essentiellement sportive. L'arbitre, c'est l'homme qui dirige une rencontre, par exemple de football, et qui est le garant de son bon déroulement. Il est d'ailleurs intéressant de noter que c'est l'une des rares formes d'autorité qui, peu ou prou, est respectée chez nous et à laquelle la majorité reconnaît une légitimité dans sa fonction. Certes, l'un des comportements favoris des spectateurs est d'insulter l'arbitre et de le vouer aux gémonies en cas de décision jugée trop partiale, néanmoins, les joueurs acceptent son autorité et cette règle est très tôt inculquée.

Le mot d'arbitrage a d'autres significations. En finances et dans les opérations boursières, l'arbitrage est une opération par laquelle on obtient un profit sans avoir pris de risque. C'est aussi une technique développée par des investisseurs qui entendent profiter des incohérences de tel marché par rapport à un autre. On connaît aussi l'arbitrage international qui consiste à faire appel à une tierce partie pour résoudre un conflit. Cette manière de faire ne nous est pas étrangère, notre mémoire collective ne l'ignore pas puisque entre tribus, les différends étaient souvent réglés par une autorité jugée neutre ou par le représentant d'un autre clan.

Il y a une autre définition de l'arbitrage qui relève plutôt des sciences économiques et qui est la plus sollicitée par la vie politique ou tout simplement la vie quotidienne. Il s'agit de la manière dont on fait un choix, ce qui n'est rien d'autre qu'un compromis entre plusieurs objectifs à priori contradictoires tel, par exemple, le cas d'une dépense que l'on privilégie par rapport à la nécessité d'épargner pour les études des enfants.

Dans son éventail de sens, l'arbitrage signifie toujours le fait de prendre une décision quelles que soient les circonstances et les données dont on dispose. Cela signifie aussi la clarté dans la manière dont on prend une décision et dont on la signifie à ceux qu'elle concerne. L'arbitre de football siffle, le trader confirme son ordre de vente ou d'achat, un ministre signe une circulaire, les manières de faire sont nombreuses. Elles sont nécessaires car l'opacité et l'incapacité de respecter les règles de prise de décision engendrent forcément la confusion.

C'est là où réside l'un des maillons faible de l'Algérie. Qui décide ? Et comment décide-t-il sont de ces questions dont on dit qu'elles sont à un milliard de dollars. Cela entretient l'idée d'arcanes insondables mais aussi d'une puissance tutélaire qui déciderait à notre place. Cela devrait suffire à justifier l'impératif de transparence, mais encore faut-il qu'elle puisse porter sur un processus concret.

Historiquement, il a souvent été difficile d'organiser et d'assumer une fonction d'arbitrage en Algérie ou dans le Maghreb Central. Je pense en particulier à la gestion qui fut faite de l'héritage politique de dirigeants comme Massinissa ou Abderrahmane Ibn Rostum. Dans le premier cas, cela n'a été que chicaneries et affrontements sanglants. Dans le second, il

faut tout d'abord rappeler que le choix s'était porté sur Ibn Rostum comme Imam de l'Etat de Tahert parce qu'il était en partie persan. De mère amazigh et de père persan, il n'était à la tête d'aucune tribu. De plus, il incarnait une école doctrinale qui accordait à tout musulman, et donc y compris à un Amazigh, la possibilité d'être Calife. Sa figure incarnait à la fois le refus du diktat généalogique, qui nouait le pouvoir à l'appartenance à la famille du prophète, et le refus de la sujétion à un centre extérieur, incarné par le Califat Omeyyade, qui soumettait les nouveaux musulmans au même régime fiscal que les Dhimis.

Abderrahmane Ibn Rostum, au fait des particularismes locaux et soucieux d'en tenir compte, a organisé sa succession en mettant en place un système de désignation de l'imam, fondé sur la connaissance et la vertu. L'Imam devait donc être élu parmi les sages. À sa mort, ce système encore trop récent, n'a pourtant pas permis aux sages de trouver un terrain d'entente en vue de la désignation de son successeur. Par défaut, ils désignèrent son fils, recourant ainsi à la généalogie par incapacité d'arbitrer entre les candidats. Ce système hybride, et insatisfaisant puisqu'il rompait avec ce que l'Imam avait conçu et avec le dogme qu'il représentait, combiné aux coups de boutoir des royaumes chiites naissant, est à l'origine de la déchéance des Rostumides. Mais, ils en tirèrent des enseignements puisqu'à Sedrata, ils changèrent le mode de gouvernance en créant la « Halqa des Azzaba », c'est-à-dire l'Assemblée de Clercs.

Cet échec me semble important pour l'histoire de l'Algérie, — pour sa compréhension comme pour son devenir —, par comparaison avec les Idrissides au Maroc et les Hafsides en Tunisie dont le système d'arbitrage suffisamment clair et rodé, a permis la longévité de dynasties qui ont réussi à créer des institutions, dont les effets se font encore sentir. Il est aussi intéressant de regarder vers le Sultanat d'Oman dont le souverain, le Sultan Qabous, qui n'a pas d'héritier direct, a organisé sa succession. Pour nombre d'observateurs étrangers, la manière dont cette succession interviendra sera déterminante pour l'avenir d'un pays qui compte plusieurs dizaines de tribus.

La succession ratée d'Ibn Rostum n'est pas un phénomène isolé. Bien avant lui, les troubles provoqués par la succession de Massinissa ont affaibli considérablement toute l'Afrique du nord. Il est même possible d'avancer que les divisions géographiques et politiques actuelles, notamment la séparation entre Algérie et Tunisie, sont encore le fruit de ces conflits internes. Pourtant, la cause est simple. Les fils de Massinissa, comme les sages de Tahert, n'ont pas réussi à arbitrer. Ils n'ont pas su concilier des objectifs contradictoires car ils ne disposaient pas, ne pouvaient pas s'appuyer sur des institutions ou des processus suffisamment solides pour garantir leur décision. Ce qui est en cause ici, ce n'est pas l'ambition somme toute légitime d'un candidat ou d'un héritier mais l'impossibilité de s'entendre sur un arbitrage, admis de tous, propre à légitimer de manière définitive un candidat.

Il importe aussi, autre exemple, de revenir sur les circonstances qui ont conduit l'Émir Abdelkader à diriger la révolte contre l'occupant français. Sur une terre où, je le rappelle, régnait la tradition de l'ijmaâ, c'est-à-dire de la conciliation, de la prise de décision commune et du consensus, cet homme dont personne ne nie ni le combat ni la modernité, a réclamé tous les pouvoirs et l'allégeance des tribus qui entendaient combattre à ses côtés. Les conséquences négatives d'une telle rupture de tradition et de sens, ont été immédiates. Certains l'ont abandonné, d'autres l'ont carrément trahi.

Une des tragédies contemporaines de l'Algérie, qui fait écho à ce passé de divisions et de luttes intestines faute d'arbitrage, est l'assassinat de Abane Ramdane. Sa mort a précédé l'assassinat du Président Boudiaf mais elle succédait à celle de plusieurs Deys d'Alger. Pourtant, et pour notre propos, le caractère emblématique de l'assassinat de Abane Ramdane réside dans le fait qu'il est mort pour avoir proposé un mode d'arbitrage entre l'intérieur et l'extérieur des frontières de l'Algérie en lutte, et entre le politique et le militaire dans la stratégie et l'action.

De la même façon, le coup d'État de 1965 correspond au refus par plusieurs dirigeants d'accepter que le Président Ben Bella soit doté d'une capacité de décision sans processus d'arbitrage interne. C'est d'ailleurs ainsi qu'est né le Conseil de la Révolution, perçu dans les premiers temps comme une instance de conciliation entre des clans du pouvoir. Néanmoins, il n'était pas question, comme l'a montré par la suite la mort de Medeghri, d'accepter que ce Conseil soit l'embryon annonciateur d'un échafaudage institutionnel en mesure d'organiser objectivement cet arbitrage.

C'est à la même logique qu'a obéi la désignation du Président Chadli. Et par cette même logique, il a dû abandonner son poste dès lors qu'il a souhaité mettre en place, à travers des réformes, un principe d'arbitrage autonome à travers l'équilibre des pouvoirs, qu'il s'agisse du pluralisme au sein de l'Assemblée Nationale ou de l'autonomie des entreprises. Sa démission était prévisible, programmée dès lors que ce processus lui échappait du fait de la dynamique des réformes, de l'effet d'entraînement occasionné, de l'adhésion de larges pans de la population et des élites sinon à la démarche, sûrement aux objectifs. Et, comme je l'ai sans doute déjà abordé dans cet essai, ces réformes étaient une menace directe pour de nombreux clans qui se sont mobilisés pour les faire échouer.

La nature a horreur du vide. La disparition, depuis 1992, de toute tentative d'élaboration d'un processus d'arbitrage, a conduit à la délocalisation de la décision stratégique à l'extérieur du pays. Pendant que Carlyle décide qu'Orascom sera le détenteur de la licence de téléphonie mobile, l'arbitrage se résume au partage du reliquat de la rente. Il ne concerne plus les grandes orientations du pays mais se résume à une peau de chagrin qui, à bien y regarder, rétrécit d'année en année. Si l'on s'arrête par exemple sur la gestion du foncier, agricole, industriel ou urbanistique, on comprend pourquoi la majeure partie du territoire national est en jachère pendant que nombre de pays renouvellent des formes de colonisation, soit par l'achat de terres soit par la concession hors de leurs frontières. Dans le domaine de l'eau, l'absence de débat sur l'utilisation de l'aquifère saharien considéré comme la plus grande réserve d'eau souterraine de la planète, a permis l'utilisation dispendieuse de cette ressource non renouvelable par les Libyens, alors que sa non utilisation judicieuse par les Algériens a conduit à des investissements précipités dans le dessalement de l'eau de mer, excluant toute possibilité d'ingénierie ou d'accumulation nationale.

L'Algérie se retrouve dans une situation paradoxale, inextricable. L'accaparement de la rente nécessite en effet la création et le maintien d'une grande confusion dans le pays, alors que le partage de cette rente, même à l'intérieur d'une caste réduite, suppose une discipline totale.

TROISIÈME PARTIE
Les conditions nécessaires

DISCIPLINE

« Never explain, never complain » : ne jamais se plaindre, ne jamais s'apitoyer. Cette devise de la monarchie britannique accompagne le parachèvement d'un parcours civilisationnel. La phase ultime, mais aussi première, de la discipline de groupe est l'autodiscipline, c'est-à-dire le contrôle de Soi. Pour illustrer ce propos, je voudrais me référer aux pratiques artistiques, en citant un peintre, Picasso, qui aux yeux de tous est celui qui casse des codes, rend compte seulement d'humeur subjective, ne s'inscrit dans aucune tradition. Or, lors d'un séjour à Barcelone, quelle ne fut ma surprise de découvrir les premiers travaux de ce peintre dans le Musée qui lui est consacré. Une série de « à la manière de » se révélait à moi, je découvrais que pendant des années, le peintre s'était épuisé à copier les Hollandais, les Espagnols qui l'avaient précédés, les Français..., avant de s'autoriser à advenir comme Picasso : un maître né d'une discipline et d'une maîtrise de Soi qui lui ont permis de s'inscrire dans l'histoire de l'art comme un héritier capable d'élaborer sur son art.

Assister aux concerts de Sid Ahmed Serri est pour moi un bonheur. Chaque fois, je suis soulevé par sa maîtrise mais je dois dire qu'il m'apparaît comme un survivant dans une prestation, une ambiance où un autre musicien sollicité pendant quarante-cinq minutes ne parvient pas à la concentration, n'exprime ni bonheur, ni passion ; alors qu'un musicien dans un orchestre européen peut en faire montre durant deux heures, même s'il n'est concerné comme interprète, que par un cinquième de la partition. De la même façon, Sid Ahmed Serri est bien le dernier d'une grande tradition fondée sur un travail permanent de la voix ; une manière toujours impeccable d'être en scène, — alors qu'une de ses musiciennes ayant fait tomber un kleenex, a répondu par un haussement d'épaules à mon geste lui désignant ce mouchoir gisant sur la scène. Pour banal qu'il soit, ce comportement traduit une attitude devant son art qui se retrouve bien sûr dans les voix non travaillées, les instruments mal maîtrisés, les retards et la pagaille que nous devons souvent subir. Sid Ahmed Serri est d'une autre étoffe et il n'est pas étonnant qu'il soit le seul, parmi tous ceux qui s'estiment héritiers du legs andalou, à connaître et maîtriser une treizième nouba. Mais l'hirondelle ne fait pas le printemps et, dans certaines de nos traditions, certaines de nos expressions culturelles, il se dit la même chose. Prenons la fantasia, el baroud, arrêtons — nous sur ce moment précis où la poudre n'éclate plus dans tous les sens, ce moment où les tirs à nos oreilles ne sont plus qu'un seul, un son unique tiré par des dizaines de cavaliers. À une autre époque, au cours des entrainements, atteindre ce son où se fondaient tous les autres, permettait de s'assurer que, par la vertu de la discipline, le groupe fonctionnait comme un seul homme et était prêt à affronter d'autres guerriers.

L'autodiscipline, le contrôle de Soi ont souvent fait défaut aux Algériens au fil des siècles et ce n'est pas simple ment leur tempérament amazigh ou même méditerranéen qui est en cause. Songeons par exemple à l'effet provoqué par une armée coloniale, disciplinée et organisée sur les tribus qui avaient pris les armes contre elles. Souvenons-nous aussi que les armées de Darius arboraient des postiches identiques les uns aux autres de manière à impressionner, par ce qui apparaissait comme un acte de discipline extrême, les combattants

ennemis. Dans les compétitions sport ives, l'Algérie rate souvent le coche de peu. Dans la majorité des cas, c'est la discipline qui a manqué. À l'inverse, les rares succès en football ou en handball ont été obtenus grâce à des entraîneurs, comme Aziz Derouaz, qui avaient su faire naître un esprit d'autodiscipline parmi leurs joueurs. Enfin, il faut aussi s'interroger sur le phénomène de « chaine » qui a tant pesé dans le quotidien des Algériens. Il est des pays où faire la queue est un acte organisé qui relève du civisme, tout comme la montée dans un bus. A l'inverse, la vision de passagers agglutinés les uns aux autres et incapables de respecter la moindre discipline signifie souvent que l'on est à côté d'un comptoir d'enregistrement pour un vol à destination ou au départ d'Algérie...

Dans le même ordre d'idée, j'avoue avoir été effaré, lors de la première Conférence des cadres à laquelle j'ai assisté en 1982, de constater à quel point nous étions loin de la maxime britannique. Une conférence de cadres suppose un grand soin dans son organisation, un soin méticuleux. Elle suppose aussi qu'on se trouve confronté à ce qui est perçu comme « l'élite de l'élite ». Il s'agissait, pourrait-on dire, d'une grande messe à laquelle chacun aurait dû se préparer durant des mois. Chacun aurait dû penser sa participation à cette conférence, travailler sa présentation comme sa représentation : son costume, son comportement, son intervention, tout cela devait être pris au sérieux. J'avais d'ailleurs observé, à mesure que la date approchait, une certaine fébrilité parmi les cadres. Rien d'anormal puisque les enjeux étaient importants.

Pourtant, lors de son déroulement, je n'ai constaté que désordre et comportements irrationnels pour ne pas dire scandaleux. Tout le monde bavardait en permanence, y compris lors de l'allocution du Chef de l'État. La salle où se déroulaient les travaux en plénière était quasi déserte. Dans les couloirs, des messieurs d'âge mûr avaient des attitudes de potaches. Mais le moment qui transmet le mieux ce que je veux dire par rapport à la discipline et à la civilisation, a été celui des repas. Nombre de ces personnalités, hauts fonctionnaires de renom et dirigeants craints, se sont précipités à l'avance dans la salle de restaurant du Club des Pins. Comme des collégiens affamés par plusieurs heures de cours, ils se ruaient vers les tables alors que les travaux se déroulaient encore dans les salles du congrès.

Le comble a été atteint, c'en est même indescriptible, lors de la ruée vers les buffets. Dans une même assiette voisinaient le gâteau, le poisson, le couscous, le bourek, le tout arrosé de vinaigrette, de mayonnaise et de crème pâtissière. Le but évident était de ne rien rater, de s'accaparer du maximum et peu importait le gaspillage, le malaise gastrique ou le ridicule. Le plus révoltant, c'est que ces mêmes individus se comportèrent de manière aussi indigne les années suivantes. Jamais rassasiés.

Pour la petite histoire, j'ai été étonné d'apprendre, par un des maîtres de cérémonies, que les buffets comme l'agencement des salles en enfilades tenaient compte de ces comportements. De fait, les premières salles, qui sont connues pour être les lieux de ces joutes précipitées pour accaparer la nourriture, regorgent toujours des victuailles les plus bourratives, sans ordre précis entre entrées, plats principal, sucré, salé, poisson, viande... En revanche, à mesure que l'on s'éloigne de ces premières salles, objets des convoitises les plus rustaudes, les mets deviennent plus élaborés et plus fins. C'est ainsi que les participants dotés d'un minimum de discipline, de sens de l'observation ou de civilité, bref d'un contrôle

de Soi, ont la possibilité d'accéder sans effort au nirvana tandis que le gros des troupes gavé, épuisé, se traîne vers la cafétéria. Et, aujourd'hui encore, le plus désespérant, c'est que ce type de spectacle piteux se répète immanquablement d'année en année dans des lieux divers : concert de musique, projections de cinéma ou réceptions d'ambassades étrangères où l'alcool aggrave souvent les comportements irréfléchis.

L'un des enjeux de la civilisation est le rapport au temps et les sauts civilisationnels se caractérisent par une maîtrise à chaque fois plus grande de ce temps. Ceci est le produit d'une organisation disciplinée des groupes humains. Une agriculture contemporaine, moderne, ne justifie pas ses performances par les seuls aléas climatiques. Du temps subi, elle est passée au temps maîtrisé.

Il faut ici se souvenir qu'en 1962, la majorité de la population algérienne était composée de petits paysans que la colonisation a voulu exclure du temps. L'un des objectifs et paris profonds de l'industrialisation, du service national et de l'urbanisation dans l'Algérie indépendante a été de replacer l'Algérie dans le « concert des nations », c'est-à-dire d'offrir à l'Algérien la capacité de comprendre les enjeux du monde et de se situer dans ce monde. Cette volonté a supposé des changements profonds dans les comportements, y compris familiaux, et les attitudes. Les hiérarchies des valeurs ont, en conséquence, connu des modifications. Tout cela n'a été rendu possible que par une discipline rigoureuse. Au bout d'une vingtaine d'années, les Algériens sont devenus majoritairement citadins et travailleurs salariés. Ils ont appris en groupe différents codes comme celui de la route, les trottoirs, la vie du reste du monde à travers les journaux télévisés, les journées, le syndicalisme et, in fine, l'heure, la notion contemporaine du temps : tout ce à quoi n'avait accès qu'une minorité d'Algériens. Bien sûr, cela s'est opéré avec de nombreuses imperfections mais que l'on réfléchisse simplement à la somme de discipline qu'il a fallu pour y arriver.

Si je ne devais ne retenir qu'un acquis de cette période, je citerai la formation massive d'une force de travail capable d'engendrer de nouvelles générations adaptées aux enjeux d'une société complexe. Je suis tout à fait conscient que j'élague ainsi la réalité de la production ou la qualité de l'outil industriel, sans oublier la maîtrise de la technologie ou encore la dynamique de développement auto-entretenue. Je vais à l'essentiel. Cependant, autre période, depuis 1992, sous couvert d'une lutte contre le terrorisme, légitime mais dévoyée dans les formes empruntées, nous avons assisté au démantèlement de l'appareil industriel, à la mise au chômage prématuré de la force de travail, ne lui permettant pas de se reproduire et donc de doter l'Algérie de la population industrieuse qui lui fait défaut aujourd'hui et bien plus encore demain si nous ne réagissons pas.

De grands corps d'État, réputés pour leur discipline, comme les PTT, les Travaux Public, l'Electricité ont été déstructurés. Pour être sûr de leur disparition, il fut procédé aussi à l'anéantissement de leurs systèmes de formation. Des pans entiers de l'administration algérienne dont on a toujours loué l'efficacité et, surtout, le dévouement, ont été balayés comme des fétus de paille et remplacés par des organisations fantômes où il est difficile de savoir qui fait quoi.

Cette désaccumulation brutale montre qu'elle n'est pas le fait du hasard lorsqu'on l'associe au fait que villes et campagnes sont livrées au désordre. L'absence de cadastre, la non-application des règles régissant le foncier, sont souvent mises au passif des édiles du FIS alors que

l'on se rend compte maintenant que la gestion de ceux qui ont remplacé ces élus, les DEC, a été tout aussi nocive. Et nous ne pouvons parler au passé quand nombre de walis actuels perpétuent ces pratiques. A ce niveau de continuité et de permanence dans la mauvaise gestion, nous ne sommes placés ni en situation conjoncturelle ni accidentelle. En soit, c'est presque une norme. En somme, un désordre ordonné puisque nous avons même réussi à déruraliser les campagnes et à désurbaniser la ville.

Les encouragements accordés à une économie informelle, alors que les attentes des Algériens sont tout autres, vont dans la même direction, participent de la même gestion. L'un des grands arguments des décideurs est d'expliquer que l'informel correspond aux aspirations de nombreux Algériens, qu'il correspond à la manière dont ils appréhendent l'organisation directe de leur environnement. On nous explique aussi que cette manière de faire du commerce — de la « tidjara », insiste-t-on pour bien montrer la filiation avec des temps passés — relève d'une attente identitaire forte et qu'il est donc difficile de lutter contre elle. Mais à El Eulma, dans l'un des plus grands marchés informels d'Algérie, des sondages montrent que de nombreux protagonistes de cette économie souterraine souhaitent être intégrés, afin de sortir de cet état de semi-clandestinité qui les maintient dans une situation précaire. Ces trabendistes, comme on se plaît à les désigner, veulent même payer des impôts et entrer enfin dans les circuits économiques reconnus par l'administration.

Pourquoi faudrait-il que ces attentes nous surprennent ? Ces acteurs sont en effet dans une demande de citoyenneté, traduisible par le fait de payer l'impôt, alors qu'ils sont maintenus dans la précarité pour mieux être rançonnés ou intégrés à des réseaux mafieux ou terroristes. On peut étendre ce constat à nombre de secteurs du quotidien des algériens. Les revendications que l'on entend ici et là portent sur une demande d'ordre et de discipline de la part de l'État. Ce que les algériens réclament, ce n'est pas l'anarchie ou la démission de l'Etat, c'est justement le contraire, que ce dernier joue son rôle et qu'il fixe des règles qui soient respectées par tous.

Payer l'impôt correspond à l'acceptation d'une discipline collective, et individuelle également par l'inscription d'un rapport contractuel avec l'État, renouvelé chaque année. C'est aussi l'impôt qui autorise les citoyens à demander des comptes à l'État en posant cette question aussi simple que lourde de sens : « qu'avez-vous fait de nos impôts ? ». La suppression du système déclaratif au bénéfice du prélèvement à la source a rompu ce lien contractuel.

L'État accorde de moins en moins d'intérêt à la fiscalité ordinaire, son budget étant basé sur les revenus du gaz et du pétrole. Dans une telle situation, l'État n'est pas tenu de rendre des comptes au citoyen. Mieux, tout est organisé pour que ce dernier s'estime heureux de ce que cet Etat accepte de lui concéder. Au fond, l'impôt n'est plus qu'une épée de Damoclès sur la tête de ceux qui ne se plient pas aux volontés des puissants. L'économie informelle est le miroir du système politique, elle reflète et reproduit son opacité, son absence de règles énoncées et connues, son déni de responsabilité civique et sociale.

Dans ce contexte d'ensemble, la discipline locale maintenue par les communautés résiste mais ne tient pas. Mes liens avec le M'Zab me permettent chaque jour de confirmer cette appréciation. Longtemps, cette vallée a été assimilée à un chapelet de Cités-État et si

l'organisation des Ibadites qui y vivaient a perduré pendant mille ans, c'est en raison et grâce à une discipline d'une extrême rigueur. Une discipline permettant d'affronter toutes sortes d'épreuves, le désert dont la domestication était vitale, les ennemis souvent démographiquement supérieurs, sans parler de la colonisation. La dilution dans la société algérienne, décrétée et désirée par les Mozabites eux-mêmes, s'est matérialisée par l'adoption de plus en plus grande de ces modes de comportement dominants que nous avons décrits, au détriment de la discipline qui avait permis à ce groupe de faire face à tous les défis. Ce même phénomène est observable dans toutes les régions d'Algérie.

L'évolution calamiteuse des modes alimentaires est aussi une rupture dans la discipline de vie. Tous les textes anciens le disent : l'Algérien a longtemps été connu pour sa frugalité et la sobriété de son régime alimentaire. Des légumes, des céréales, de la viande en de rares occasions. Aujourd'hui, les médecins tirent la sonnette d'alarme et diabète et maladies cardio-vasculaires font des ravages dans la société.

Peu à peu disparaissent les possibilités de connaître et de transmettre toutes les formes de discipline, toutes les matières à discipline, qu'il s'agisse du rapport au corps, à l'économie, à l'espace et bien sûr au temps. Cet état des lieux, cette indiscipline autant exprimée qu'imposée montrent bien l'absence de toute forme d'autorité.

AUTORITÉ

Commençons d'abord par relever que l'autorité n'est pas la répression même si nombre d'Algériens sont persuadés qu'elles vont de pair. La différence peut même se visualiser : prenons le cas de la police, ces policiers nombreux sur la centrale rue Didouche Mourad d'Alger, qui disparaissent et n'existent plus quelques dizaines de mètres plus loin, rue Khelifa Boukhalfa, parallèle à la rue Didouche Mourad et régulièrement occupée par le commerce à la sauvette. Les espaces parallèles, les circuits parallèles ne sont pas concernés par les actions de police et la nuit ne l'est pas non plus. Cela met en exergue un défaut d'autorité sur lequel je reviendrai car avant de poursuivre, j'aimerais reprendre sur le thème des stratégies qu'adoptent les familles pour assurer leur continuité. Ces stratégies en disent long sur la manière dont est appréhendée l'autorité ou, du moins, sur ce qui la fabrique.

Jusqu'au XXème siècle, en Europe, les familles destinaient leurs garçons à des rôles divers mais bien définis : l'aîné devait devenir l'héritier principal des biens et titres familiaux, le cadet était orienté vers l'armée, le troisième vers la prêtrise et le quatrième devait aller chercher fortune à l'extérieur, souvent dans les colonies. La finalité visée était le maintien du statut de la famille par son enrichissement et par sa proximité avec ce qui constituait l'autorité, à savoir l'armée et l'église. Cette stratégie a permis le maintien sur de longues durées de groupes familiaux qui ont fait l'histoire de leurs pays et dont j'ai évoqué l'influence en matière d'accumulation. Cette organisation triptyque est révélatrice des différents pouvoirs et de leur articulation dans une société organisée autour des sources de l'Autorité : l'argent, la sécurité et la morale.

En Algérie, à quelques différences près comme les règles sur l'héritage, on ne procédait pas autrement. Dans les situations les plus précaires, telle la période coloniale, des groupes familiaux ainsi que des communautés ont déployé des stratégies de maintien et de développement. Ces conduites se sont manifestées en particulier dans les liens avec les différentes formes d'autorité qu'a connues l'Algérie. Durant la Guerre de libération, on a pu voir des familles répartir sciemment des frères entre armée coloniale et armée de libération nationale. Il y a eu des pères bachaghas et des fils devenant officiers de l'Armée de Libération Nationale. Il n'était pas rare de rencontrer dans la même famille un imam, un franc-maçon, un fonctionnaire de l'administration coloniale et un futur ministre de l'État algérien. Au M'Zab, communauté relativement stable et représentative de l'évolution des institutions locales algériennes, il existe trois formes d'assemblées qui sont l'expression de trois formes d'autorité les clercs religieux, les notables et les femmes savantes. Ainsi, chacune des grandes familles déploie des stratégies en vue de sa représentation dans ces trois assemblées.

Mais, de manière plus générale, que donnent à voir de leurs possibles stratégies les familles algériennes d'aujourd'hui, comment les saisir ? Les plus dotées disposent d'un membre trabendiste, selon des formes qui varient, mais qui toutes permettent l'accès à des produits importés et à leur commercialisation. Ces familles abritent aussi un officier des Services et comptent souvent un émigré légal, ou en mesure d'acheter une carte de résidence mais aussi un harraga. Voilà donc, en déduction, les points d'ancrage, les repères de ces

familles algériennes observées : le commerce, les services de sécurité ou l'armée et la diaspora. Comment ne pas noter et même souligner, l'absence du lettré, de l'enseignant et même du fonctionnaire, autant de catégories aujourd'hui dévalorisées alors qu'elles constituaient un horizon, un objectif à atteindre durant la colonisation et les premiers temps de l'indépendance ? Ils ne sont plus ni composantes de l'autorité ni passerelles vers ceux qui la détiennent.

Comment peut-on comprendre cette évolution du rapport à l'autorité en Algérie ? Une dérégulation sauvage des formes de l'autorité est intervenue et a fini par faire que tout Algérien, quelle que soit sa fortune, son niveau d'éducation ou degré de puissance personnel, ait perdu tout repère. Le fait est que l'autorité n'a plus d'adresse : elle se niche dans l'informel, l'ombre ou l'ailleurs. L'expression « incarner l'autorité de l'État » ne veut plus dire grand-chose, en particulier si elle renvoie à des fonctionnaires, et même lorsqu'elle désigne des hommes qui ont le droit de porter des armes.

Alors que les effectifs de police ont été multipliés par cinq, ce corps n'est paradoxalement plus visible que sur des parties limitées du territoire et de plus, il ignore un certain nombre de ses prérogatives. Il m'arrive régulièrement de constater des actes de violence ou de délinquance à proximité d'agents qui n'interviennent pas. Or, un agent vêtu de sa tenue est une incarnation de l'État.

Nous avions commencé un parcours dans l'artère centrale d'Alger, la rue Didouche Mourad, pour constater que la police y était, manifestant peu de cette Autorité sur laquelle nous réfléchissons mais tout de même présente, alors qu'elle est totalement absente de la rue Khelifa Boukhalfa, cette longue artère qui aligne des mosquées, la Sonelgaz, des cinémas, des écoles, un consulat, l'archevêché, un centre culturel et deux marchés importants. Cette rue Khelifa Boukhalfa, comme tant d'autres à Alger et dans tout le pays, envahie par l'informel sans qu'on puisse y relever une quelconque manifestation de l'autorité publique fut-elle symbolique. Seuls les adolescents qui empochent quelques dizaines de dinars en contrepartie d'un droit de parking qu'ils se sont eux-mêmes arrogés semblent être revêtus d'une certaine autorité.

À défaut de sécuriser le pays et d'en maîtriser l'espace, les services de sécurité en sont réduits à assurer la sécurité physique de quelques personnes : les étrangers en mission ou les membres du Gouvernement avec l'aide d'officines privées. Lorsqu'un Algérien voit passer un étranger, ou même une personnalité, entouré d'un convoi de véhicules toutes sirènes hurlantes, c'est l'idée même d'Autorité centrale qui s'en trouve bafouée.

Dans les mosquées, on rencontre aussi des manifestations de la disparition d'une autorité fut-elle spirituelle. Ce recours ultime que la Mosquée a toujours constitué connaît aussi des problèmes dans ce domaine. Dans la même salle de prière, on peut trouver trois imams, chacun avec son groupe de fidèles, priant différemment et s'affrontant sur le contrôle du lieu plus que sur les contenus doctrinaux. De même, l'existence d'un cheikh savant ou de toute autre personnalité qui pourraient constituer un repère pour de nombreux pratiquants, devient presque impossible, parce qu'il faudrait affronter la contestation à laquelle ces personnes s'exposeraient de la part d'individus estimant en savoir autant sinon plus qu'eux.

Un directeur d'école un enseignant d'Université a perdu toute autorité fondée pédagogiquement. Il est souvent soumis aux interventions et aux pressions extérieures quand ce n'est pas son savoir qui est remis en cause par les parents eux-mêmes. Les places pédagogiques, le passage dans les classes supérieures, une mauvaise note à supprimer du carnet scolaire, tout peut faire l'objet de ces interventions. L'image même qu'offrent ces institutions de formations traduit ce trouble de l'autorité : le directeur peut facilement être confondu avec le factotum, auquel parfois il obéit. L'enseignant ou l'enseignante, au-delà de sa mise négligée, pour ne pas dire plus, trouve normal de passer des appels sur son portable durant les cours. En politique, l'Autorité vient des urnes. C'est du moins ce que déclarait le Président de la République la seule fois où il s'est exprimé dans le « Financial Times ». Le contenu de son intervention a porté sur k rappel de sa pleine autorité, légitimée par le « scrutin populaire ». À partir de là, affirmait-il, un Gouverneur de Banque Centrale ne pouvait disposer d'un mandat ferme et d'une durée supérieure à celle prévue pour la fonction de Chef d'État. Ce point a d'ailleurs fait l'objet de la première réforme qu'il a engagée. Aujourd'hui la Banque Centrale d'Algérie ne dispose plus ni d'autorité ni de tutelle, et être Gouverneur de cette institution équivaut à naviguer, sans gouvernail, par temps agité. Il faut saisir et aller dans le sens du vent. Dès lors, il ne faut plus s'étonner des scandales passés et à venir dans les milieux financiers algériens.

Certes, l'autonomie n'est pas innée. De nombreux banquiers centraux à travers le monde sont obligés de défendre pied à pied l'indépendance de leur institution mais ils disposent au moins d'une autorité pour k faire. Quand des dirigeants européens s'en prennent à la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, son président, parce qu'il assume son autorité, se permet de leur faire remarquer, qu'il n'a pas de comptes à leur rendre.

L'absence d'autorité en Algérie est aussi une absence de repères trouvant ses origines dans une séquence historique bien antérieure à ce que d'aucuns appellent « la décennie noire ». J'ai déjà fait référence à l'assassinat de Abane Ramdane en tant qu'expression du refus d'un processus d'arbitrage comme source d'organisation et de légitimation de l'autorité. Je voudrais à présent m'attarder sur le sort réservé à l'un des premiers fondateurs du mouvement national, Messali Hadj. Il participa à l'essor de l'Étoile Nord-Africaine avant de fonder le Parti du Peuple Algérien (PPA), le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) puis enfin le Mouvement National Algérien (MNA). Le légitime déclenchement de la guerre de libération le 1er Novembre 1954, évoque aussi une rébellion contre l'Autorité qu'incarnait ce grand Zaïm aux allures de patriarche. Messali Hadj provenait du monde syndical et au niveau international, il avait su s'assurer le soutien d'un courant politique très contemporain, le trotskysme. Dans le même temps, au plan interne, il asseyait son autorité en adoptant la figure du Zaïm nord-africain, tant sur le plan de son positionnement hiérarchique que de celui de symboles tels que les vêtements, la barbe, etc. Année après année, il a mobilisé des symboles et des signes référents de la grande famille algérienne afin d'incarner l'image de père de la Nation à venir.

On le sait, son autoritarisme, son refus de partager le pouvoir avec la jeune garde montante du MTLD, — dont une partie avait déjà basculé dans l'action

clandestine avec l'Organisation Secrète —, lui ont valu d'être marginalisé par ceux qui prirent l'initiative de la Guerre de libération nationale. Après Messali Hadj, le système issu de Novembre 1954 n'a pu et ne pourra jamais s'incarner dans une figure singulière, ou même dans une source d'autorité clairement établie. Les assassinats de Abane Ramdane et du Président Boudiaf le confirment. C'est en ce sens qu'il faut comprendre le slogan : « un seul héros, le peuple ». L'idée d'un Père de la Nation, ou même d'un sauveur de la Nation, est impensable, inadmissible pour le système car cela signifierait une perte d'autonomie pour les clans qui le composent, voire leur sujétion obligatoire.

Je n'entends pas aborder les controverses à propos de la guerre fratricide que se livrèrent le FIN et le MNA durant la Guerre d'indépendance, notamment sur le territoire français où les « règlements de compte entre Nord-Africains » — telle était l'expression consacrée — ont décimé les rangs de nationalistes algériens sincères dans les deux camps. Par contre, je relèverai que nombre d'Algériens ont été affligés par la manière dont fut enterré Messali Hadj qui demeure, qu'on le veuille ou non, le père du mouvement national dans sa forme moderne. Cette mort que Boumediene a tenté de passer sous silence a conduit la population à s'interroger depuis sur les liens ambigus qu'entretenait le système algérien avec les pères fondateurs. C'est aussi en partie de cette réflexion que sont nés les évènements des années 1980.

Le Front islamique du salut (FIS) s'est engagé dans une violence qui faisait écho à celle du FIN contre le MTLD et le MNA. Le but était évident. Il fallait, pour le parti religieux, qu'il apparaisse comme une incarnation de l'Autorité en substitution au FIN qui avait failli à sa mission. Outre des discours anti-occidentaux, qui lui assuraient une filiation avec la geste nationaliste, il a tenté de fonder sa légitimité au nom de l'éthique en manipulant le discours religieux, face à un pouvoir issu du FIN dont la moralité était largement dénoncée par la population. Comme Messali Hadj, Abassi Madani et Ali Belhadj, les deux leaders du FIS, ont voulu mobiliser en leur faveur un soutien international, à savoir les mouvements islamistes à travers le monde, et un soutien interne par des signes de reconnaissance extérieurs : encore une fois des variations sur les vêtements et la barbe. Mais la cohérence apparente qu'incarnait le couple Madani /Belhadj-raison/mystique, politique/violence, politique/religion-masquait des conflits d'autorité permanents. Le FIS n'a pas produit en son sein les conditions claires d'émergence d'une autorité et ses instances, plutôt opaques, n'ont jamais été capables de mettre en place un système d'arbitrage capable d'atténuer les rivalités entre les chouyoukhs. La famille algérienne, dont ses militants ont reconnu le caractère atomisé et en crise, a constitué le pivot de sa démarche politique. À défaut d'une organisation de l'autorité en son sein, le FIS a tenté d'établir une autorité basée sur le salafisme au sein des familles.

Je partage ce diagnostic à propos de la famille et je tiens à dire qu'il était pertinent. Les premières décennies de l'indépendance ont eu pour résultat la destruction des conditions qui auraient permis un fonctionnement à l'identique de la famille traditionnelle élargie. Ses membres ont alors évolué dans la précarité des villes, ses fonctionnements ont été remis en cause, en particulier ses formes d'autorité. Aujourd'hui, un Algérien qui a longuement fréquenté l'école ne parvient pas à remplir ses fonctions économiques, à acquérir de la valeur sociale et représenter un modèle au sein de sa famille. Avant lui son père, qui a fait la guerre de libération sans participer à la prédation qui a suivi l'indépendance, a aussi été disqualifié. Du coup, la troisième génération a tiré les leçons de ces expériences et n'accorde

que peu d'intérêt aux questions de citoyenneté, de scolarité ou à l'économie formelle. C'est une génération dure, capable de brutalité et de violence, qui n'entend pas être bernée comme l'ont été celles qui l'ont précédé. Sa morale se résume aux célèbres formules de « Tag â'la men tag » ou encore de « sans pitié ».

L'indépendance a vu d'autres changements. Pour les femmes, l'école a réellement constitué une voie de promotion, par les stratégies matrimoniales qu'elle a permises, par un accès plus grand à l'espace public et par un poids nouveau dans la famille acquis par l'insertion professionnelle. Dans de nombreuses familles, les filles ont étudié plus longtemps et avec plus de succès que les garçons. Elles occupent des positions sociales nouvelles et "achètent" une liberté plus grande en finançant souvent l'inaction des mâles de la famille. Que reste-il donc à ce frère, à ce cousin ou à ce père pour s'affirmer dans un environnement où il n'incarne plus l'Autorité et où il a subi une « destitution », un meurtre symbolique, puisqu'il n'est plus celui qui apporte l'argent à la maison ? Il lui reste précisément ce que l'État, à travers le Code de Statut Personnel, et le FIS, à travers ses prêches, lui ont proposé comme substitut à sa disqualification économique, politique et sociale : l'autorité sur les femmes.

C'est toute la politique et l'idéologie qui s'en sont trouvées appauvries : le débat se résume maintenant aux formes de soumission des femmes, notamment à travers le vêtement dont, dans une démarche lucide et intelligente, certaines se sont emparées pour transformer ce vêtement de la soumission en instrument de libération dans l'occupation de l'espace public.

On doit à l'Empereur turco-mongol Timour Lang, Tamerlan, le voile qu'aujourd'hui on appelle Niqab. Par un écrit juridique en 1395 après J.C., il l'imposa à toutes les femmes, parce que son épouse dont il était fou d'amour, avait été importunée par un architecte alors qu'elle suivait les travaux de réalisation d'un palais.

À propos du voile, on peut citer aussi cette demande d'intimité exprimée par le Prophète (QLSSSL), l'usage d'un drap qui protégerait sa vie privée de ses activités publiques. Il n'empêche que, lorsqu'on demanda à l'Imam Tabari pourquoi exiger des musulmanes qu'elles se couvrent la tête, alors qu'il s'agissait d'un impératif du judaïsme repris par la religion chrétienne, il répondit que le voile s'imposait du fait de la continuité qui existait entre les trois religions du livre. En clair, cet exégète n'a pas pu avoir recours à une réponse interne à l'Islam. On peut rappeler aussi que, dans notre pays, les femmes amazigh ne portaient le voile que pour aller en ville, adoptant les mœurs citadines de protection face à l'étranger, figure de la cité.

Je me sens parfois démuni face à cet important problème qu'est l'impossibilité de nous mettre d'accord sur des choses aussi essentielles que l'autorité, l'arbitrage, la discipline. Et je me dis que, sans doute, cette impossibilité est à analyser en se référant à la dualité qui définit l'Algérien. Le mot Amazigh signifie à la fois rebelle et homme libre. Lorsqu'il est un homme libre, l'Amazigh se construit ses propres limites dans la discipline et l'acceptation de l'autorité. C'est ce que nous montrent les institutions locales lorsqu'elles perdurent. En situation de rébellion, l'Amazigh devient comme allergique à toute forme d'organisation. C'est ce qu'il exprime par les amoncellements d'ordures, les mutilations corporelles, le refus de la Loi qu'il perçoit comme arbitraire. Pour qui traverse l'Algérie, une évidence s'impose : les Algériens sont en rébellion. Il ne s'agit pas d'une rébellion ouverte qui consisterait à prendre des armes

mais d'une attitude générale qui consiste à refuser, d'une certaine manière, un ordre établi auquel, paradoxalement d'ailleurs, on peut très bien contribuer. Cela expliquerait les raisons qui font que les Algériens donnent la sensation qu'ils ne se sentent pas concernés par ce qui les entoure ou même par ce qui influe sur leur quotidien. Toute organisation décrétée par les autorités est suspecte, comme le seront les incantations des partis politiques dont ils se méfient.

Or sans autorité, nous basculons dans la déraison.

La question et l'enjeu me semblent maintenant assez clairs. Comment pourrions-nous devenir des hommes libres plutôt que d'éternels rebelles ? L'histoire nous enseigne qu'à différentes périodes nous avons réussi, sans rendre ces réussites pérennes, à nous organiser socialement et politiquement. Nous avons construit des royaumes, nous avons existé à l'échelle mondiale... Nous avons échoué lorsqu'il s'est agi d'inscrire ces réalisations dans la durée. Notre échec est de n'avoir pas su mettre en place ces institutions légitimes et durables qui permettent à la population d'identifier ses intérêts à ceux de l'Autorité. Mais cela passe par la création d'institutions solides et pérennes, ce qui est loin d'être le cas s'agissant des institutions étatiques, de l'école ou même de l'entreprise, dont l'Algérie dispose aujourd'hui.

QUATRIÈME PARTIE

Le résultat

LES INSTITUTIONS

J'invite à tenter de comprendre pourquoi la dynastie Sanhadja des Béni Hamad s'est effondrée, et comme elle, les dynasties Zénètes de Tlemcen et Bejaïa, alors que les micro-cités du M'Zab ont pu, vaille que vaille, se maintenir. Les différents « pouvoirs » contrôlés à travers l'Algérie par les Ibadites n'avaient pourtant pas résisté aux coups de boutoir des Fatimides, des Idrissides. Mais, plus tard, à l'occasion de la chute de Sédrata, les élites survivantes ont fait leur aggiornamento, elles ont abouti à la conclusion que la singularité d'un rite ne permettait pas le maintien d'une communauté.

Ce n'est donc pas la perpétuation du rite ibadite qui explique le maintien des Cités du M'Zab. L'explication est dans l'effort d'institutionnalisation engagé par les élites depuis la chute de Sédrata. Dans cet effort, la règle principale a été que les Institutions devaient s'inscrire dans le fonctionnement anthropologique du cadre social considéré. Il fallait d'autre part, trouver des modalités d'identification de tous et de chacun des membres du groupe à ces institutions : jeunes, femmes, esclaves, non musulmans, laïcs, religieux, notables, clercs... La troisième règle a été d'intégrer ces différents groupes à des jeux de pouvoirs qui garantissaient l'équilibre entre eux. Le maintien de cette communauté ibadite du M'Zab n'est pas le fait d'une école doctrinale singulière, ni de la génétique zénète, il est dû à l'existence et au maintien, sur une longue durée d'institutions légitimées par tous. C'est cet effort d'institutionnalisation qui a permis à ces cités de résister à toutes formes d'agressions physiques, symboliques et politiques jusqu'en 1962. Et ce constat soulève une interrogation angoissante : les institutions de notre pays sont-elles suffisamment fortes et légitimes aux yeux des Algériens pour garantir que notre pays ne disparaisse pas ?

Cette idée que l'Algérie actuelle est immortelle, au sens de pays avec ses frontières et sa souveraineté, est un aveuglement nourri par le chauvinisme et un nationalisme dilatoire. L'histoire, contrairement à ce que prétend ce provocateur de Fukuyama, n'est pas terminée. Elle nous apprend que les empires les plus puissants ont chuté. Elle nous montre que le Maghreb Central a été une terre d'instabilité et que le pire y est toujours possible. Seules des institutions fortes empêcheraient un affaiblissement définitif de l'Algérie, peut-être même son démembrement dans les nouvelles courses au trésor qui ont aujourd'hui pour terrain le Sahel.

Il y a de par le monde des évolutions qui donnent à réfléchir. Et, toutes proportions gardées, par rapport à l'Algérie, il est intéressant de réfléchir sur les évolutions contrastées de la Chine et de l'Union Soviétique. Il se constate alors que, inscrivant son expérience dans une continuité historique, La République Populaire de Chine n'a pas changé, ni dans son appellation ni dans son territoire alors que l'Union Soviétique, ne sachant quel héritage assumer, a toujours hésité entre son nom et ses frontières.

En adoptant le marxisme, les élites des deux pays ont eu un comportement opposé. Voulant obéir aux catégories définies par Marx pour l'Allemagne, l'URSS s'est épuisée à transformer les paysans russes en prolétaires. À l'inverse, si l'héritage de Mao et la Chine sont

toujours vivants, c'est parce que le marxisme a été adapté à la sociologie chinoise, devenant une idéologie paysanne au service d'un Parti dirigé par un Secrétaire Général, version marxiste de l'Empereur Roi. D'ailleurs, lorsqu'en Chine la Révolution culturelle s'est attaquée aux intellectuels, aux notables et aux héritiers des mandarins parce qu'ils ne correspondaient pas à une catégorie marxiste, le pouvoir a failli basculer.

Aujourd'hui la Chine parvient à émerger comme puissance car elle n'a pas tourné le dos à sa logique institutionnelle, définie d'ailleurs par Marx par l'expression de « Mode de production asiatique », alors que la Russie ne se relève toujours pas des violences qu'elle s'est elle-même infligées.

Ce qu'il en subsiste, la seule institution encore debout dans ce pays, est le FSB, c'est-à-dire la police secrète, héritière du KGB lui-même héritier de la police tsariste. Nous avons là l'une des explications du dépeçage de l'ex-Union Soviétique par les oligarques durant les années 1990.

À l'occasion d'une mascarade électorale, l'ambassadeur d'une puissance européenne croisé dans le hall de l'hôtel Aurassi, avant même que je n'exprime un point de vue, a tenu à m'expliquer combien il était nécessaire que cette élection présidentielle en Algérie « à la Eltsine » puisse aller à son terme. Voilà toute la compréhension qu'ils ont des choses, toute la compassion qu'ils nous portent ! Le plaidoyer de l'ambassadeur m'a moins informé sur l'Algérie que sur les conceptions et positions de ceux qui laissaient faire, s'ils ne facilitaient pas. Il est vrai que nous assistons aujourd'hui à la lente dérive des démocraties occidentales vers des régimes oligarchiques ; ceci n'est pas toujours perçu et devrait nous amener à méditer d'avantage sur les dérives du pouvoir.

La leçon chinoise, tout comme la dérive russe nous montrent qu'il ne sert à rien de mettre en place des institutions qui ne tiennent pas compte de la réalité sociale et historique d'un pays. On peut décider, par le haut, d'imposer un régime parlementaire à telle ou telle contrée africaine mais encore faut-il s'assurer qu'elle n'entrera pas en collision avec d'autres modes de prise de décision et de gouvernance. C'est tout l'enjeu du « nation building dont les Occidentaux, à commencer par les Américains, n'ont pas encore compris qu'il passait par l'intégration des modes de gouvernements ayant fait leur preuve. Les élections en Afghanistan peuvent donner l'impression aux opinions publiques que la démocratie s'installe peu à peu dans ce pays, mais la réalité tribale et le jeu coutumier des alliances et contre-alliances aboutit à ce que chaque jour, les Talibans gagnent du terrain et défassent les mailles d'une construction démocratique factice. Ceci étant, il ne s'agit pas de figer les organisations séculaires mais de reconnaître qu'elles existent, en tenir compte et les intégrer dans le paysage institutionnel, pour qu'elles évoluent.

Le pouvoir algérien est héritier de trois matrices dont il n'a retenu que les aspects formels :

— La logique des janissaires
— Le jacobinisme à la française
— Le soviétisme ou « centralisme décisionnel ».

Et qu'a-t-il été retenu des janissaires ? Que le pouvoir ne maîtrise pas la population, que le pouvoir est à la portée du plus fort, du plus violent et que la seule régulation de mise est la matraque. Bien sûr, ce n'était pas dit aussi crûment mais, ce qui devait être des Institutions de régulation, comme Beyt el ratel, se résumait en réalité à des fonctions honorifiques accordées selon le fait du prince. D'autres Institutions apparentes, comme el Bach Adel ou el Bach Agha, n'avaient pour rôle que de maintenir à distance la population en achetant la soumission de ceux qui étaient censés la représenter. La colonisation ne s'est d'ailleurs pas trompée sur leur rôle puisqu'elle les a reconduits en les adaptant à une logique coloniale et militaire.

Du jacobinisme, il a été retenu une propension à faire d'Alger le centre névralgique d'un pouvoir sur toute l'Algérie, un pouvoir qui nie la nécessité d'un dialogue permanent avec les provinces, et que n'intéresse nullement un aménagement du territoire et des institutions qui tiennent compte de la complexité du pays. Cela a engendré, de longue date, des raidissements régionalistes qui perdurent à ce jour et s'aggravent au fur et à mesure du dépérissement de l'État et de la dé-légitimation de l'autorité.

L'emprunt soviétique a consisté en l'idée d'une avant-garde autoproclamée qui s'est arrogé la charge de définir de façon théorique une organisation à laquelle la population devait se soumettre. Cette avant-garde autoproclamée n'a pas été un groupe homogène, elle a subi les conflits des trois courants idéologiques auxquels elle appartenait : la gauche algérienne, les libéraux, les fondamentalistes.

Chacune de ces catégories a conçu des institutions selon des catégories théoriques empruntées à des lectures et à des expériences venues de temps et de lieux sans liens avec l'anthropologie du pays. L'ouvrier révolutionnaire, tout autant que le marché parfait ou la communauté originelle musulmane sont des vues de l'esprit. Chacun de ces trois courants a donc tenté de façonner la société algérienne, cette société dans sa très grande diversité, conformément à des catégories théoriques que ni Marx, ni Adam Smith et encore moins le Prophète Mohamed(QLSSL) n'ont conçus comme recettes atemporelles et applicables au sens littéral.

Si Marx et Adam Smith ont fait un travail de conceptualisation, et donc d'abstraction, à partir de l'observation de faits réels, ils n'ont jamais ignoré les contextes historiques. Pour ce qui concerne le message transmis par le Prophète(QLSSL), par essence universaliste, il était évident que, conformément aux signes divins, chaque peuple, et donc chaque contexte historique, devait pouvoir interpréter le Message pour lui et pour son temps.

L'absence de perspective historique, conceptuelle et théorique des trois courants de pensée cités a conduit les initiateurs de l'Administration algérienne à tourner le dos au principe de réalité. Cette incapacité à penser le réel a débouché sur la production d'institutions comme l'APC qui tourne résolument le dos à la Djemââ, l'APW qui ignore les conseils de tribus ou les assemblées de grandes familles, et, in fine, une APN et un Sénat ne reconnaissant pas l'influence des notables, des Chouyoukhs, des sages. Il convient de relever que l'absence de légitimité des institutions de l'État a créé des situations où elles se soumettaient de fait aux formes d'organisation, de contrôle et d'autorité locales, situations perverses où s'observe une dé-crédibilisation des institutions créées par l'État,

décrédibilisant de fait cet État. On a pu ainsi voir, en situation de crise, l'État ou l'administration, faire appel à des notables locaux pour des besoins d'arbitrage, dans plusieurs et assez différentes régions du territoire national : Berriane, Tébessa,

Des évènements récents montrent que le réel est têtu et que, en période de crise, les constructions théoriques abstraites s'effondrent. Alors, pour éteindre l'incendie, il ne reste plus à nos administrateurs démiurges qu'à faire appel aux catégories anciennes qu'ils ont tout fait pour affaiblir, et qui ne sont aujourd'hui que la caricature de ce qu'elles ont été. Mais, de plus, il ne faut pas être dupe. Le recours apparent à des formes de représentation traditionnelles anciennes et inscrites dans la mémoire sociale n'est qu'un subterfuge, car en les utilisant, en aliénant ce qu'il en reste, il s'agit en fait de les pervertir.

Après avoir échoué dans une construction institutionnelle pyramidale, par le haut, la tentation est grande aujourd'hui d'instrumentaliser la mémoire et de bâtir un nouveau système administratif, en manipulant des formes surannées de représentation populaire comme les Zaouïas, les Arouch et les conseils de tribus. Les APC sont d'ailleurs revisitées dans une vision tribale. En réalité, comme je l'évoquais à propos de la perte d'autorité, comme nous le voyons rue Khelifa Boukhalfa, il s'est recréé un « Bled Siba » tel qu'il a existé à l'époque de la Régence ottomane et tel qu'il a longtemps existé au Maroc, — où il existe encore sous d'autres formes —.

Ce « Bled Siba » en Algérie pulse, vit et remet en cause l'autorité d'institutions auxquelles il n'accorde ni confiance ni légitimité. Cela se vérifie quotidiennement, par les émeutes multiples qui éclatent à travers tout le pays et dont la presse ne parvient même plus à rendre compte dans leur totalité. Les walis sont aujourd'hui, aux yeux de toute la population, les nouveaux Cheikhs El Arab, les bachaghas du nouveau pouvoir central dont on craint la force armée mais que l'on ne respecte plus.

La reconstruction institutionnelle est vitale pour le pays, y compris pour affronter le « syndrome hollandais » car ce n'est pas une ressource en soi qui est en cause, c'est la qualité des institutions qui fait de l'abondance de ressources une bénédiction ou une malédiction.

Il n'y a pas de solution toute faite, il faut réinventer en tenant compte de notre histoire et de notre anthropologie.

Si Montesquieu a prôné la séparation des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, sa formule n'en n'a pas moins laissé de côté d'autres formes de pouvoir, apparues après lui et aujourd'hui bien actives. Elles sont d'influence : l'intellectuel, le médiatique, le spirituel ; d'exécution : l'administratif ; d'organisation : le social ; ou de production, l'économique. La légitimité de chacune de ces formes de pouvoir interroge car c'est de l'agencement institutionnel de ces pouvoirs que dépend la capacité d'une société à évoluer et à ses membres de vivre ensemble.

POST-SCRIPTUM : LES RUSES DU SYSTÈME

Pour nos dirigeants, l'une des premières justifications de l'état de notre société est l'invocation de la fatalité. Non pas pour recourir à un référentiel religieux mais pour se référer à ces autres pays dont l'économie dépend actuellement de la rente pétrolière, et à toutes ces économies qui, un jour, ont été rentières. L'ont été l'Espagne à l'époque de l'or du Pérou, le Brésil à l'ère du caoutchouc et la Hollande à l'époque du gaz. On appelle d'ailleurs les situations rentières basées sur les hydrocarbures « le syndrome hollandais ». Il décrit ces effets pervers par lesquels la manne financière générée, et censée accélérer le développement, le contrarie en fait, parce qu'elle encourage la corruption et les comportements de recherche de rentes au détriment de l'entreprenariat et de la création de richesse.

Pourtant, le Brésil comme la Hollande, et plus récemment la Norvège, ont su échapper à ce pseudo-syndrome hollandais.

En réalité, cette ruse, cette excuse par la fatalité ne tient pas la route et est bien commode pour que, les uns et les autres, se dédouanent de leurs responsabilités. En fait, les Algériens ne tirent pas profit de leur richesse parce que les institutions démocratiques de contrôle et de contre-pouvoir, qui pourraient obliger les politiques à rendre des comptes, ont cédé la place « au fait du Prince ». Il est aussi un autre artifice, une autre explication de notre retard que je voudrais infirmer, car bien qu'elle soit en partie réelle, elle est loin d'être insurmontable. Il s'agit de cette explication redondante de la « main de l'étranger » à l'origine des forfaits commis à notre encontre. Par habitude et par facilité, on a coutume en Algérie d'expliquer toutes nos misères par les ingérences permanentes de certains de nos partenaires étrangers, que l'on n'ose pas nommer et, le plus souvent, c'est la France qui est désignée.

L'histoire, il est vrai, a laissé des traces. Les Français, avec l'aide des Égyptiens, ont préféré remettre les clefs de l'Algérie indépendante à des soldats conformes aux rôles qui leur étaient assignés dans les nouveaux équilibres post-deuxième guerre mondiale. Mais peut-être faut-il voir aussi, dans le fait que cette décision ait été possible, l'incapacité de nos élites politiques à surmonter l'époque et à s'imposer dans le contexte des luttes internes au mouvement national. Une époque, un contexte où la violence était source de légitimité, davantage que le combat politique qui fut pourtant une véritable colonne vertébrale dans les luttes du peuple algérien.

Nous vivons, donc, avec la certitude que le monde entier veut accaparer de nos maigres richesses. Et, signe d'une certaine mégalomanie, nombre de représentants des décideurs, des ministres comme des députés, donnent à penser, à travers leur propos, que l'Algérie est la cible de milliers de complots internationaux. A l'heure où le centre de gravité du monde bascule vers l'Asie, où la gouvernance planétaire se résume à un G2 (États-Unis et Chine) et où les pays émergents disputent âprement leur place sur l'échiquier mondial, les tirades grandiloquentes sur la place de l'Algérie dans le monde n'impressionnent plus personne.

Les Français voulaient « faire la France en Algérie », ils la considéraient comme leur vitrine, au même titre que la Côte d'Ivoire. Ils n'avaient pas la même vision s'agissant des deux autres pays voisins. Au-delà des discours idéologiques de Lyautey sur le développement séparé et le dualisme secteur moderne versus secteur traditionnel, la France coloniale a beaucoup moins investi dans la francisation de la Tunisie et du Maroc qu'elle ne l'a fait en Algérie.

La Tunisie n'a pas, de ce point de vue, constitué un enjeu et a pu évoluer à sa guise. Par ailleurs, de par sa géographie, elle a depuis longtemps disposé d'une population éduquée qui a donné naissance à une classe moyenne locale.

Quant au Maroc, nous avons conclu qu'au moment de la défaite de l'Émir Abdelkader, les marocains n'avaient pas marqué de solidarité avec la résistance algérienne. Le Roi Abderrahmane IV, qui commença son règne lors de l'occupation de l'Algérie, avait un premier ministre qui crut éloigner les appétits coloniaux en négociant la paix contre le renvoi des rebelles algériens réfugiés au Maroc. Une frange du Makhzen a toujours pensé que sa pérennité dépendait d'une étroite alliance avec la France. La stratégie développée a donc été une politique de division Algérie-Maroc. Le détournement de l'avion des 5 leaders algériens durant la guerre de libération ; la guerre des sables durant nos premiers pas comme pays indépendant, sont autant d'épisodes qui ont aussi permis l'installation et la légitimation en Algérie d'hommes, d'un pouvoir en mesure de garantir les intérêts français. Au fameux : « hagrouna » de Ben Bella de 1963, il n'est pas inutile d'ajouter ces confidences de 1993 d'Ali Bourequat à un journal algérien, L'Opinion ou L'Observateur, je ne sais plus. Mi est un des fils de Mohamed Abderrahmane Bourequat, instigateur et patron des services secrets du Roi Mohamed V. Sortant à peine de 19 ans dans le bagne de Tazmamart, Mi Bourequat y parlait des « faux djounoud de la guerre des sables » et racontait comment, un certain Colonel « Lenôtre », chef d'une harka et ex-putschiste contre De Gaulle, avait avec Oufkir, chef des services parallèles marocains, fabriqué l'incident des frontières qui ouvrit la guerre de 1963 entre le Maroc et l'Algérie. Mi Bourequat, homme du sérail à l'époque du conflit, affirmait dans ce journal avoir joué un rôle d'intermédiaire. Il promettait d'en dire plus dans son livre sur le point de paraître. Il ne le fit pas. Il dut sans doute l'expurger — d'on ne sait combien de thèmes — pour négocier avec les autorités une forte indemnisation et disparaître de la scène publique, devenant d'ailleurs le seul Français bénéficiant de l'asile politique aux USA.

L'affaiblissement, puis l'effondrement de l'Algérie ont accompagné les politiques françaises post-indépendance en direction du Maghreb. Dans un premier temps, c'est la déception française par rapport à l'Algérie qui a rendu plus étroits les liens tissés avec le Maroc et la Tunisie. La « vitrine », malgré les efforts et perches tendues à ces dirigeants et élites, ne renvoyait décidément pas l'image recherchée. Nos docteurs Folamour, la bureaucratie, les échecs du régime, l'intégrisme, expliquent aussi que l'investissement français en direction de la Tunisie, et surtout du Maroc, ait évolué, soit devenu plus important. Dans sa dimension régionale, l'un des enjeux de cette politique était la démonstration que, s'il y avait problème, l'expérience coloniale n'était pas en cause. Le schéma à la Lyautey qui semblait se matérialiser dans les rapports à un Maroc secteur traditionnel, authenticité traditionnelle du Maghreb et à l'Algérie comme secteur moderne accouché par la France au Maghreb, a évolué. Grâce ou à cause de ces évolutions, aussi bien en Tunisie qu'au Maroc, on assiste à l'émergence de nouvelles élites issues des nombreux établissements de la Mission Culturelle française, coupées des classes populaires

et très différentes des riches promotions de cadres bilingues formées dans les structures prestigieuses d'enseignement que possédaient ces pays. Le parcours de certains éléments de ces nouvelles élites rappelle étrangement le parcours déjà emprunté par certaines élites algériennes. Un Algérien ne peut être que très sensible à ces écarts qui se creusent entre un peuple et ses enfants les mieux formés, car il en connaît les impacts en Algérie, les situations de blocage mais aussi les haines nouvelles, les divisions meurtrières qu'ils peuvent produire.

Un autre effet de ces interventions au Maghreb, est ce que l'on pourrait appeler « l'effet Marrakech », qui concerne en fait plus que cette seule ville. On peut également citer : Tanger, Hammamet, Tabarka... Nous sommes ici dans un décor, — auparavant détruit en Algérie —, dans lequel ne se déplacent plus seulement des « people », des célébrités mais aussi des cohortes de touristes, des retraités, sans que ne soient prises en compte les réactions de ces éléments de décor que sont devenus les populations. J'ai pu entendre à Marrakech des Marocains dire que bientôt il leur faudrait un visa pour entrer dans leur ville et à Tunis des Tunisiens s'interroger sur la cécité de ceux qui, nombreux, venaient passer leurs vacances chez eux, ou de l'obscénité de déclarations telle que « la première des libertés, c'est de manger » s'adressant à une population qui, ayant globalement réglé ce type de problème, aspirait à participer à la gestion de la Cité.

Dans un contexte post-indépendance, en francisant après l'Algérie —, à ce point le Maroc et la Tunisie, au risque de les conduire au syndrome algérien, mais aussi en encourageant l'apport de populations venant du Maroc et de Tunisie pour contrebalancer l'émigration algérienne déjà ancienne et ancrée dans le paysage français, la France a fait de l'évolution économique et politique de ces trois principaux pays du Maghreb une question de politique intérieure. De la même façon, la vie politique française est intériorisée par les décideurs de ces pays comme un facteur dans leurs propres choix.

Les rapports du gouvernement français à l'égard de chacun des pays du Maghreb se prévalent d'une stratégie différenciée. Or, quel que soit le point de vue, le Maghreb comme ensemble est une évidence.

La « main de l'étranger » existe, en Algérie comme ailleurs, partout les uns se mêlent des affaires des autres. C'est un jeu convenu où celui qui possède les institutions les plus solides l'emporte. Il s'agit juste de ne pas se laisser faire, de ne pas faciliter la tâche à celui d'en face... Il est grand temps de dédramatiser la perception de cette question. Nous ne sommes plus en 1963, quand nombre d'Algériens étaient persuadés que la France n'attendait qu'une occasion pour revenir.

Les péripéties autour du rééchelonnement de la dette extérieure de notre pays sont une illustration de l'existence de cette « main de l'étranger » mais aussi de notre disposition à l'inviter à s'immiscer dans nos affaires.

Alors que j'étais Gouverneur de la Banque Centrale, j'ai consacré mes efforts au refus de rééchelonner et avant tout, il s'agissait d'une lutte contre la soumission à un diktat de l'étranger qui revêtait les attributs du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale. Pour l'éviter, nous avions initié une nouvelle technique sous la dénomination de « reprofilage ». Nous étions conscients que le rééchelonnement, présenté officiellement

comme une mise aux normes de l'économie algérienne, était en fait une mise au pas déguisée. Il s'agissait de nous obliger à renoncer un peu plus à toute souveraineté en matière de choix économiques stratégiques : politique économique, politique industrielle, politique financière, mode d'intégration à l'économie mondiale, autonomie dans la décision économique.

Le « reprofilage », pour sa part, dépendait de notre volonté et de notre capacité à négocier avec les principaux créanciers de l'Algérie, c'est-à-dire le Japon, l'Italie et la France. L'Italie, dont la puissance repose sur trois institutions clés, la Banque Centrale, les Affaires Étrangères et les Services Secrets, a compris les profits qu'elle pouvait retirer d'un accord stratégique avec l'Algérie, dans le contexte politique qui prévalait après la chute du mur de Berlin. La signature de l'accord avec les Italiens en a d'ailleurs été rocambolesque, digne d'un film d'espionnage à la James Bond : filatures, courses poursuites à travers les nies de Rome... Pour mener à bien ces négociations, la Banque d'Algérie avait, en tant que conseil juridique, un grand cabinet d'avocats américains à qui, par intuition, j'avais demandé de nous désigner comme Bureau correspondant une succursale autre que parisienne. Il s'agissait de ne pas céder à ce sentiment qui nous habite toujours lorsque nous sommes en présence de Français, celui de mutuellement croire que spontanément on comprend tout les uns des autres, alors qu'avec d'autres nationalités nous nous obligeons à faire des efforts, de compréhension mais d'explication également. Nous étions aussi en négociation avec nos correspondants français et il s'agissait évidemment d'éviter tout conflit d'intérêt. Confronté à cette exigence, le représentant du cabinet américain était dubitatif. Plus tard, néanmoins, il m'avoua avoir compris le sens de nos demandes et de nos réticences, car ses bureaux parisiens avaient été visités de nuit, comme dans un vrai film de série B.

La France a cherché à torpiller nos efforts. Beaucoup plus tard, lors d'une soirée parisienne, une responsable du département du Trésor français m'avoua candidement, et amicalement, que, après chacune de mes visites à Tokyo, le Trésor français s'efforçait de convaincre les Japonais de ne pas écouter nos argumentaires, leur expliquant que pour les autorités françaises, il était évident que nous allions rééchelonner. Lorsque, pour des raisons qui ne sont pas nécessairement économiques, l'Algérie décida le rééchelonnement de sa dette, on imagine la déception des Japonais qui avaient cru en l'Algérie et en ses capacités d'obtenir un « reprofilage ». Cela nous coûtera cher, encore longtemps, parce que nous avons rompu un pacte, un contrat, ce qui est inconcevable dans la culture nippone et, je dois l'avouer, dans la mienne. À dater de ce moment, le Japon a cessé d'être un partenaire pour l'Algérie, comme le montre la faiblesse de sa présence économique dans notre pays.

S'agissant des Italiens, et sans aller jusqu'à dire que l'opération « Mani Pulite » du début des années 1990, que l'opération mains propres donc ait été la conséquence de leur autonomie dans la crise algérienne, leur soutien au « reprofilage » peut toutefois expliquer nombre de changements opérés à cette époque.

Ce fut ardu, pénible, mais je n'ai pas trouvé pour autant anormal le comportement de nos partenaires, amis ou pas. J'ai surtout trouvé normal que nous nous défendions. Nous étions dans ce que j'appelle la règle du jeu et chacun était dans son rôle. En revanche, ce que j'ai trouvé anormal c'est que, plus tard, un Premier Ministre annonce publiquement que les réserves en devises étrangères de l'État algérien étaient négatives, alors qu'elles étaient

affichées en positif du seul fait des dépôts des Algériens dans les comptes en devises. Par cette peu glorieuse déclaration, on affaiblissait les négociateurs algériens de la même manière que si, se préparant au combat, un général déclarait que son artillerie était en carton-pâte et ses soldats armés de fusils en bois. Voilà comment on peut donner un solide coup de main à cette fameuse « main de l'étranger », quitte ensuite à monter sur ses ergots et à surenchérir dans des déclarations péremptoires imprégnées de nationalisme ombrageux.

Les situations où la « main de l'étranger » n'a guère eu de difficultés à mener son œuvre sont légions. Tout de suite après mon départ de la Banque Centrale, avant même le rééchelonnement et l'entrée en vigueur de ses conditions d'accompagnement, a été remis en cause un texte de loi qui liait l'ouverture du marché algérien, l'activité des grossistes importateurs à l'obligation d'investir en Algérie, ce que certains avaient appelé « le commerce industrialisant », le plus souvent pour le tourner en dérision mais l'étiquette, au fond, n'était pas si mauvaise. Pour acheter une certaine bienveillance internationale, on a fait sauter ces dispositions. Nous nous sommes interdit toute exigence d'un investissement direct productif en contrepartie à un accès au marché de la consommation en Algérie, le tout bien évidemment, accompagné de l'habituelle logorrhée nationaliste. Plus tard encore, avec des accents encore plus patriotiques, sans réflexion ni débat, des centaines d'entreprises nationales ont été liquidées. Près de 500 000 emplois ont été détruits dans ce qui restera, dans l'histoire de l'Algérie, l'un des démantèlements économiques les plus violents qu'elle ait connu et, last but not least, des milliers de cadres ont été jetés en prison, avant d'être libérés quelques années plus tard, vierges de toute condamnation. Tout cela au profit de réseaux mafieux en cheville avec des intérêts tout aussi interlopes à l'étranger. « Le patriotisme est le dernier refuge d'un gredin » disait Samuel Johnson, un essayiste anglais du début XVIIIème siècle.

La « main de l'étranger », nous l'avons bien aidée et on peut même dire qu'elle ne s'est déplacée que parce que des intérêts locaux l'ont priée de venir.

La capacité d'intervention de l'étranger vaut ce que valent la volonté politique et les capacités de négociation des dirigeants. Et pour s'en assurer, je conseille d'analyser l'exemple de la Malaisie des années 1990. En pleine tourmente asiatique, ce pays a sauvegardé la totalité de son potentiel économique. Pointé du doigt par les tenants du consensus de Washington, il a défendu d'arrache-pied sa souveraineté, à tel point que même les économistes du FMI et de la Banque mondiale ont reconnu récemment le bienfondé de sa position. On ne peut pas en dire autant de l'Algérie qui, de l'aveu d'un dirigeant de l'une de ces institutions, « en a fait bien plus que ce que l'on cherchait à lui imposer ».

Il n'est pas question de sous-estimer la dureté des rapports internationaux. Mais, la « main de l'étranger » est d'abord en nous, nous la dotons de « toute puissance ». Un État étranger a toute légitimité pour veiller à ce qu'il estime être ses intérêts. Notre devoir et notre droit sont de nous défendre, d'avoir des stratégies autonomes et alternatives.

La manipulation de la haine par le haut est une autre ruse et un projet cynique. Lorsque les élites au pouvoir se coupent des classes populaires, elles manipulent l'identité. Lorsqu'elles se gargarisent des mots peuple, par le peuple, pour le peuple, ce qu'en réalité on finit par proposer, c'est la haine de l'autre. La recherche à tout prix de boucs émissaires devient

comme une seconde nature. Surtout si le bouc émissaire se normalise et s'humanise. Et l'absence de « Autre », de l'ennemi héréditaire, fait resurgir la peur. Il faut vite le réinventer. La bombe atomique interdit la guerre, la biologie, l'éthologie la rendent nécessaire. Il faut sans cesse accroître son territoire et accaparer des richesses d'autrui. Autrui, c'est celui qui mange votre pain, celui que vous ne savez plus vous procurer chez vous. Sur les terres des grands lacs comme au Sahel, on déclenche d'abord la haine puis on provoque des guerres et/ou des déplacements de population, pour des questions de pétrole, de minerais et de terres agricoles.

Face à ces dangers, en cours ou à venir, il est utile de méditer sur la pratique du Japon. Les Japonais ont arbitré, ils ont choisi de se spécialiser dans le « know how », dans la matière grise ; ils ont distribué dans leur périphérie les métiers dont ils ne voulaient plus comme la mécanique, l'industrie navale ou l'électroménager, développant ainsi des marchés solvables dans la zone et évitant des migrations massives non désirées. C'est ce que pourrait faire la Chine, en développant en même temps un marché solvable pour ses produits. Ce dont il est question, c'est d'une nouvelle division internationale du travail à laquelle l'Europe et les États Unis ne veulent pas se résoudre. Les Occidentaux, malheureusement, ne comprennent plus le monde tel qu'il est, tel qu'il sort de cette phase où la mondialisation a signifié uniformisation et banalisation du monde. Nous sommes dans autre chose. Nous entrons dans l'ère de l'insurrection des différences sur la base de valeurs communes enfin assumées.

Pour la France, la peur de l'Algérie, c'est la peur de l'Algérien, de cet Autre, riche en matières premières et en nombre. Prolixe, trop, et attaché à cette religion conquérante qui refuse de se fondre. Les haines nouvelles contiennent des séquences épouvantables, des dérives parareligieuses dissoutes dans une islamophobie latente qu'on ne retrouve pas seulement à Paris, New York, ou Copenhague mais dans nos propres villes... Comment interdire le voile intégral (proscrit ou non par la religion), ces barbes hirsutes, montrer enfin son nombril ?, comme autant de gages de normalité, de soumission au dogme dominant, de peur de la désoccidentalisation du monde. Pourtant la réponse des peuples est rationalité et modernité : on fait moins d'enfants, on va à l'école, les filles détournent les voiles, l'individu émerge. Le temps long fait son œuvre, le message est simple : « faites nous un peu de place » et aidez-nous à penser notre identité. Face à cette mémoire blessée, dont l'Occident ne soupçonne point l'ampleur, on oppose une mémoire arrogante.

Pour l'Algérie, la peur de la France, c'est la peur du Français riche de savoir et qui représente cet idéal qu'on s'évertue à haïr au fur et à mesure qu'il devient inaccessible. Cet Autre arrogant qui s'est évertué à effacer toute trace de culture non européenne, à brider notre mémoire, à rendre incertaine notre identité. L'Algérie, bien plus que le Vietnam, était pour la France le laboratoire de nouveaux équilibres en gestation. Ces équilibres nécessitaient une recomposition du monde, la production de nouveaux ensembles organisés dans un champ de domination entre centre et périphéries. Entre le dominant et le dominé, la différence ne se situe plus seulement au niveau des revenus, de la scolarité...

Ce qui est mis en exergue, ce sont les différences en termes de culture, de religion, de race avec même un retour à « la théorie du climat ». C'est de cette manière qu'ont été organisés les départs massifs de population chrétienne et juive d'Algérie. Cette stratégie a rencontré les intérêts d'un État Israélien qui appelait à l'installation des juifs en Palestine et à la création d'ensembles confessionnels. Nos dirigeants, en ne reconnaissant

pas l'algérianité des populations juives, imazighen ou andalouses, des populations européennes qui avaient fait souche, ont contribué à définir l'algérianité par la seule référence à la religion musulmane, à l'unicité. En ne se définissant que par la religion, en s'interdisant la sécularisation du pouvoir, en se fermant à notre propre diversité intérieure et aux autres, nous avons été au-delà des vœux de l'ancienne puissance coloniale. Pourtant un tel enfermement s'oppose aux préceptes d'une religion que l'on prétend défendre. N'est-il pas dit dans la Sourate 49 (Al-Hujurat ou les Appartements) : « Ô Humains ! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et Nous avons fait de vous des nations et des tribus, pour que vous vous entre-connaissiez » ?

Cet enfermement a été poussé à un point tel, que l'Algérie sert aujourd'hui de cas d'école aux armées d'occupation à travers le monde, comme en Palestine et en Irak où, rappelant ce départ des juifs algériens vers Israël, tout est fait encore une fois pour exfiltrer juifs et chrétiens et maintenir les seuls musulmans dans une violence interne régressive. Seul le Liban se détache de cet ensemble, tant qu'il maintient en son sein et sa diversité et sa garantie constitutionnelle. Les élites, un peu partout dans les anciennes colonies, ont correspondu aux attentes contenues dans les stratégies de recomposition du monde. Et cela a été le cas de l'Algérie. Aurions-nous pu échapper à ce sort ? Je pense sincèrement que oui, avec une élite qui aurait eu meilleure conscience des enjeux et aurait ressenti une plus grande humilité par rapport à l'histoire et par rapport au peuple.

CONCLUSION

J'ai le souvenir d'une émission qui passait en boucle sur la chaîne Histoire au milieu des années 80 et au cours de laquelle Jacques Berque, alors qu'il était interrogé sur l'avenir du monde arabe, avait manifesté des inquiétudes à propos de deux pays : l'Algérie et l'Irak. Deux pays, au-delà de l'attachement de Berque pour le sien, l'Algérie, en mesure d'advenir et de peser dans le monde. Outre leur potentiel énergétique, les deux disposaient d'une classe moyenne, d'un dynamisme démographique, d'un système d'éducation de masse, de capacités agricoles et industrielles et de positions géographiques stratégiques. Ses craintes se sont révélées prémonitoires. Toutefois, refusant à ne retenir que la seule explication de la « main de l'étranger », je voudrais souligner ici combien la faillite de l'Irak et de l'Algérie est d'abord celle des pouvoirs en place.

Chaque fois qu'il m'a été donné de rencontrer des gens qui se réjouissaient de la montée des prix du pétrole, je me suis attaché à leur expliquer combien ces prix élevés étaient synonymes d'immobilisme et de régression pour notre pays. Mon expérience de haut fonctionnaire m'avait permis de constater que, au prix de 1988, à moins de 15 dollars le baril de pétrole, le pays travaillait et des réformes étaient systématiquement envisagées ; mais qu'au-delà de 20 dollars le baril, il n'y avait plus matière à débat. Les parasites encombraient les pistes et prenaient le dessus. C'est volontairement que je n'utilise pas le mot « prédateur » car en éthologie, le prédateur participe à un équilibre écologique. Il ne prélève jamais que ce qui est faible et non nécessaire à la survie de l'espèce. Le parasite, par définition, n'a pas conscience de sa propre mort. Il détruit tout sur son passage entraînant sa propre disparition.

Mais, il semblerait qu'aujourd'hui, en matière de pétrole, nous ayons atteint un pic et que cela ne saurait tarder pour ce qui est du gaz. Faut-il pour autant souffler ? Je ne crois pas.

Les luttes en cours dans le Sahel sous prétexte de terrorisme mobilisent à la fois les États Unis, la France, la Chine, Israël, la Grande Bretagne, l'Allemagne ainsi que ceux qui, s'estimant « puissances régionales », pensent avoir un droit de regard sur les décisions prises ou à prendre dans cette région. Pourtant, du Darfour à la côte atlantique, ce ne sont pas quelques dizaines de terroristes, ou plus vulgairement quelques bandits de grand chemin, qui nécessitent une telle mobilisation. Il est clair que les enjeux sont ailleurs. Pour s'en convaincre, il suffit de s'arrêter un moment sur ce double aqueduc Ain Salah-Tamanrasset destiné à acheminer de l'eau fossile, théoriquement afin d'alimenter Tamanrasset, alors qu'il est plus simple de la déplacer de quelques kilomètres et que cela est programmé depuis les années 70. Pour s'en convaincre toujours, il faut relever que, un même jour, on apprend d'une part que les touristes ne sont plus autorisés à circuler dans les tassilis du Hoggar et de N'Ajjer et, que d'autre part, l'Algérie se dote d'un centre de formation pour tailleurs de pierres précieuses et de diamants.

Ce qui est inquiétant, c'est que les Algériens n'ont jamais disposé d'informations sur des découvertes réelles ou attendues en matière de recherche minière. Les miettes qui nous parviennent sont des rumeurs sur une richesse potentielle d'un sous-sol à peine exploré.

C'est peut-être là l'explication à cette mobilisation internationale. Et si nous nous référons aux expériences, du Libéria, de la Sierra Léone, du Congo, du Zaïre, du Burundi, du Rwanda, de la Centrafrique..., il y a de quoi être inquiet. Tous ces pays de notre continent ont explosé pour quelques pierres précieuses et des convoitises mal jugulées. Il faut s'en défendre or le régime algérien ne le fait pas. Il se soumet à des pressions internationales pour durer alors que ce dont le pays a besoin c'est d'un débat, d'un renouveau national qui pet mettrait d'éviter les pièges internationaux de démantèlement et autres dérèglements.

Pourtant, ce qui m'interpelle, c'est que pour la première fois depuis des millénaires, nous mettons en place un non veau rapport à l'eau : c'est l'eau qui, à présent, va se déplacer alors que, durant des siècles, nos ancêtres faisaient le choix de s'établir là où l'eau était disponible. Ainsi, le Sahara nous montre qu'il fut un foyer de civilisation 50 siècles avant les pyramides. Le processus de néolithisation y a été précoce. Ce centre d'innovation technologique et économique (céramique, domestication des animaux, utilisation de la roue...) était contemporain de la Mésopotamie et bien antérieur à l'Égypte Pharaonique.

Les civilisations ont pu fleurir en Mésopotamie mais pas chez nous. Un Aguellid de nos contrées, ambitieux et conquérant, Sheshonq Ier, ne put trouver dans ce Maghreb les moyens de ses ambitions, confronté qu'il était aux contraintes, à l'aridité du milieu. Il conquit l'Égypte, y devint Pharaon, fondant ainsi la première dynastie berbère d'Égypte, en 945 avant J.C. D'autres lui succédèrent, comme le Pharaon Osorkon II ou Karomama, la reine berbère dont la statuette d'or est conservée au musée du Louvre. Beaucoup plus tard, à la chute de l'Empire Omeyyade, le dernier de leur descendant put se réfugier auprès de sa famille maternelle dans la région de Tiaret. Ces Irnazighen, par solidarité agnatique et conscients que le Maghreb ne pouvait porter ses ambitions, ni lui permettre de maintenir son rang face aux Abbassides, l'aidèrent à recréer un foyer de civilisation. Il s'agissait d'Abderrahmane 1er, fondateur de la Civilisation Andalouse. Pour lui, les Irnazighen mobilisèrent douze mille cavaliers afin de le soutenir dans sa conquête de Cordoue. Ils l'aidèrent à s'y établir car c'est là que se trouvait en abondance la seule richesse connue depuis toujours : l'eau, que les Maghrébins savaient domestiquer, connaissant sa rareté. Toujours pour les mêmes raisons, le Khalife Fatimide, de la Tribu des Koutama, érigea en 969 la nouvelle ville d'El Qahira, au bord du Nil. Il fut le fondateur de la grande Mosquée d'El Azhar. Toutes les ambitions civilisationelles se sont épanouies au bord des fleuves. Cela est vrai partout, l'Allemagne est fille du Rhin, la France celle du Rhône et de la Seine, la Grande Bretagne de la Tamise, la Chine du Fleuve Jaune, l’Inde du Gange...

Première conclusion : nous avons été capables de fonder des civilisations, en allant vers l'eau. Tout ce que nous avons créé sur place, ces foyers civilisationnels qu'ont pu être la Numidie de Massinissa, la Qalaa des Béni Hammad, n'ont pu durer car ils se sont heurtés à la rareté de l'eau, à la difficulté d'y accéder. Toute l'énergie des Mozabites, par exemple, a été consacrée à maintenir des cités dans un contexte ingrat. La définition du M'Zab correspond d'ailleurs à trois éléments : une organisation sociale dont nous avons eu l'occasion de parler, une architecture — le M'Zab est internationalement qualifié d'École d'architecture — et une maîtrise de l'eau qui, jusqu'à nos jours, lui est reconnue. Pourtant, pour que la Vallée du M'Zab résiste et dure, ses habitants ont toujours du s'expatrier. Ils ont émigré au Ghana, vers Zanzibar, Alger, Constantine, Tunis, vers la Sicile et l'Andalousie.

Si la dynastie Idrisside a duré sept siècles et celle des Hafsides quatre siècles, c'est parce qu'elles ont été établies sur des plaines irrigables. Et Bougie, la capitale hafside des Zénètes bâtie sur un même site, a pu rayonner en Méditerranée occidentale.

Dans l'Algérie d'aujourd'hui, la véritable ressource inexploitée, c'est la terre, et nous avons actuellement enfin les moyens technologiques de la mettre en valeur, par la captation des eaux fossiles qu'il s'agirait d'utiliser parcimonieusement, par le dessalement de l'eau de mer et des eaux saumâtres, par l'assainissement des eaux usées. L'objectif, l'enjeu, n'est pas seulement de nourrir notre population, mais de contribuer à l'approvisionnement des territoires surpeuplés, afin qu'ils soient à l'abri des conquêtes auxquelles se heurtent des pays comme Madagascar dont les terres les plus fertiles ont été rachetées par des investisseurs asiatiques.

La question foncière est un sujet crucial. Le droit coutumier est de plus en plus en porte-à-faux avec la nécessité de la recomposition foncière en Algérie. Cette problématique est politique et la démarche pour la traiter ne peut être que politique, le cadastre n'étant qu'un point d'aboutissement.

Ce qu'il nous faut absolument éviter, c'est ce que fait la Libye, ce fameux grand fleuve artificiel qui épuise les sources fossiles, jetant de l'eau douce à la mer, après avoir, au passage, produit des oignons et des pastèques. De même que nous devrions éviter que le projet Ain Salah-Tamanrasset ne soit destiné à hâter le pillage de nos ressources au lieu de développer des techniques agricoles.

La seconde richesse de notre pays est, selon moi, sa démographie. Au moment de la conquête de l'Algérie, la France comptait une population de 30 millions d'habitants alors que celle de l'Algérie était de l'ordre de 3 millions. Le corps expéditionnaire de Bugeaud, selon les estimations les plus basses, était de 100 000 hommes quand la smala de l'Émir Abdelkader, femmes et enfants compris, n'atteignait pas 35 000 personnes. Dans ma famille, le témoin privilégié de la chute de Constantine que fut mon grand-père, transmit un sentiment précis de ce qui impressionna la population à l'entrée des troupes françaises : des hommes en grand nombre, dotés d'un équipement inconnu jusqu'alors et d'une organisation supérieure. À la fin de sa mission de Cadi à Constantine, afin de rejoindre le M'Zab, cc même grand père dût passer par Laghouat, où il constata le massacre, par les troupes françaises, des sept huitièmes de la population. C'est en se référant à ces constats que les notables ibadites décidèrent de renoncer aux formes habituelles de combat, du fait de leur petit nombre face à l'ennemi, privilégiant alors la négociation et la ruse. C'était un changement profond, car les Mozabites étaient des guerriers, réputés comme tels et on faisait régulièrement appel à leur expertise ne serait-ce que pour la libération du Penon espagnol d'Alger ou l'expulsion des Espagnols de Fort l'Empereur. Conscients de leur faiblesse démographique, ils obtinrent un statut assimilable à un protectorat.

Aujourd'hui, la vitalité démographique de l'Algérie est vécue comme une catastrophe par certains qui tentent de nous persuader qu'il s'agit là d'un facteur de régression. Or, nous constatons que, malgré la mauvaise gouvernance manifeste des dirigeants algériens, les grands agrégats correspondant à l'espérance de vie, au taux d'alphabétisation, à l'intégration des femmes dans la vie publique, progressent favorablement. Il s'agit là de tendances lourdes, de mutations dans le Maghreb. Cependant,

outre une population en croissance, l'autre bien national le plus précieux est un système éducatif et universitaire qui doit être aujourd'hui performant et tendre vers l'excellence.

Deuxième conclusion : L'Algérie disposera bientôt d'une masse critique de 45 millions d'habitants, le Maghreb de 100 millions d'habitants. Ce sont des chiffres qui nous permettent d'envisager l'émergence d'un marché et d'une réserve de main-d'œuvre capable de peser dans les négociations avec les partenaires étrangers.

Un important élément de réflexion nous est offert par l'évolution des élites algériennes. Elles ont dû partir ; mais elles ont pu se former, accumuler un savoir-faire, mais sans forcément s'épanouir. Elles ont conservé un lien fort avec le pays, lien qui se manifeste par l'épargne à travers les circuits informels, le rapport aux évènements que connaît l'Algérie, sportifs ou autres, et la volonté affichée mais inassouvie de contribuer à son développement.

La situation actuelle de l'Algérie marque l'insertion dans les pays d'accueil. Une illustration particulièrement parlante nous est donnée par les positions et statuts de personnages issus du Maghreb. Ainsi, en établissant une comparaison avec le Maroc et la Tunisie qui jouissent d'une meilleure image, on observe que les Villepin, Guigou, Strauss Kahn, Besson restent tous publiquement liés au Maroc. Plus encore, le fait que le Maroc bouge positivement, se porte mieux, permet aux Marocains d'émerger en France et de contribuer au développement de leur pays d'origine. Il en va de même pour Delanoë, Lellouche ou Seguin, nés en Tunisie. En revanche, la mauvaise image de l'Algérie a produit un plafond de verre qui ne permet pas à ceux qui en sont natifs de s'en réclamer. Ils restent frustrés, quel que soit leur degré de réussite. Un sixième de la population française est d'origine algérienne. Si on comprend le lien et si on fait les pas et gestes de réconciliation et de reconnaissance mutuelle, il serait possible de trouver en France bien plus de Français qui, contribuant à l'essor de l'Algérie, assureraient du même coup leur propre émergence.

Quant aux « blédards », ils sont partis d'Algérie dans les années 90, déjà formés. Selon le rapport de Patrick Weil, 250 000 titulaires d'un niveau Bac+ 5 ont, durant cette période, demandé à s'établir en France. En ce qui les concerne, force est de constater que nous pouvons nous féliciter d'avoir produit en Algérie des élites qui s'intègrent comme telles en France ; et demeurent frustrés en tant qu'Algériens. Frustrés, parce qu'ils n'ont pas pu réussir en Algérie, servir en Algérie. De plus, certains éprouvent des difficultés à se reproduire à travers leurs enfants qui, comme forme d'intégration, ne trouvent que les voies et modèles d'une certaine « beurisation ». Curieusement, si on suit les parcours de l'émigration, c'est pour y constater que la France a produit de la désintégration et l'Algérie, elle, de l'intégration en France, de ceux qui l'ont quittée. Avant d'être « beurs », les premiers travailleurs émigrés algériens avaient des ambitions et ont pu, pour la plupart, emprunter l'ascenseur social portés, tant par une Algérie pleine d'aspirations que par les Trente Glorieuses. Leurs descendants, au spectacle d'une société de consommation qui nourrit leurs frustrations, vivent aujourd'hui dans des ghettos, abandonnés par le pays d'origine comme par le pays d'accueil.

S'il est si difficile d'engager un débat sur la guerre d'Algérie, c'est justement parce qu'aucune de ces catégories ne peut, tout à la fois, ni faire le deuil de son pays, ni se référer à ce pays. Tous, quelle que soit leur religion, sont orphelins de l'Algérie.

Ces pas, ce double chemin, ce double défi auquel nous sommes confrontés, est de créer les conditions d'un retour, même partiel, des élites expatriées, mais aussi de renouer le lien entre tous les enfants de l'Algérie, quelle que soit leur religion à l'exclusion des ultras, des revanchards, des sionistes et des dirigeants harkis.

Nous sommes internationalement au cœur d'une crise civilisationnelle dont la sortie n'est, pour le moment, envisagée qu'à l'échelle de la région. Et il me semble que seules deux régions se donnent les moyens de sortir de cette crise : l'Asie et les Amériques. L'Europe est piégée par la définition qu'actuellement elle se donne d'elle-même, fondée sur sa conception de l'histoire, de la géographie et de la solidarité. Elle ne perçoit ses rapports de voisinage qu'à travers trois problèmes à résoudre : l'émigration, la sécurité, et son approvisionnement énergétique. Ceci, alors que l'enjeu auquel nous sommes tous confrontés est le changement du paradigme économique. S'il est fait tellement référence à l'écologie, ce n'est pas par effet de mode mais bien parce que se profile une situation de rareté absolue qui nécessite donc un modèle de croissance différent.

Le binôme démographie et mobilité rend complémentaires l'Europe et l'Afrique. C'est un constat incontournable. Toutes les barrières qui seront mises en place pour freiner les mouvements de population seront inopérantes, aucun mur ne peut les freiner. La seule politique qui pourra y parvenir sera celle qui favorisera la croissance, le travail et l'accès aux droits fondamentaux.

Nous sommes condamnés, pour régler le problème de la mobilité, à rendre mobile le développement plutôt que les ressources humaines. Rendre mobile le développement signifie rendre disponible aux populations, là où elles se trouvent, non seulement la croissance mais aussi la jouissance des droits fondamentaux. Dans un contexte de ressources rares, le modèle actuel de gaspillage des ressources ne permet pas de faire face au défi que nous lance la réalisation de cet objectif. Et pourtant, l'Europe et l'Afrique sont solidaires et complémentaires, quoiqu'elles en pensent, et sont condamnées à trouver une solution commune.

L'Algérie, malgré elle, dans sa fonction traditionnelle de laboratoire, est au cœur de cette gestation historique. C'est dans ce pays que la région d'Adrar est réputée pouvoir produire l'énergie solaire nécessaire à la consommation de l'Eurafrique. C'est par l'Algérie, encore, que passe le gaz qui approvisionne le Nord et c'est par elle que devraient passer les futurs gazoducs en provenance d'autres régions d'Afrique. Elle est la porte principale d'entrée et de sortie pour l'Afrique comme pour l'Europe. Elle est aussi aujourd'hui, une étape importante de la transhumance des migrants subsahariens en direction de l'Europe. Et l'Algérie, enfin, demeure un territoire suffisamment vierge pour y concevoir des projets plus respectueux de notre conscience naissante d'une humanité solidaire.

Cette conscience devra, comme une priorité, prendre en compte la sauvegarde du patrimoine naturel. Et, nous devrons tout faire différemment, des villes répondant à des normes nouvelles, des formes d'habitat et de transport moins consommatrices d'énergie, une agriculture plus respectueuse de la biologie, il conviendra également de prendre conscience que cela ne sera pas sans implications sur les rapports entre les hommes et entre les nations. La naïveté libre échangiste, l'existence supposée d'un jeu de règles universelles que tout le monde tend à adopter ne résiste pas aux temps présents. Tout est à réinventer...

La logique individualiste s'oppose frontalement à la logique de la tradition, le fait nouveau est que cela intervient dans un contexte de grandes régions qui convergent culturellement. Le problème de la mondialisation est le choc des cultures. L'occidentalisation est anxiogène et fait naître une volonté de rester Soi qui, bien souvent, se construit dans la détestation profonde de l'Occident. Cet Occident, qui était dominateur, absorbe pourtant aujourd'hui l'influence de pôles qu'il méprisait autrefois. Nous sommes en train d'assister à un changement de l'anthropologie des rapports sociaux et entre nations. C'est la mondialisation paradoxale.

Le bon sens et ma rationalité me conduisent à conclure par l'optimisme. Tandis que se mettent en mouvement ces changements majeurs que nous avons cités, qu'ils bousculent l'humanité, il est hors de question que nous restions en marge, que nous rations la redéfinition de notre place dans l'organisation du monde à venir. Nous avons objectivement les moyens de faire du Maghreb un centre de gravité. Nous pourrons alors réussir chez nous.

Eau, Ressources matérielles, Ressources humaines et du Bon Sens.

S'il est une martingale, c'est celle-là la gagnante.

Alors, faites vos jeux !

Alger, Août 2010

ÉPILOGUE

À 58 ans, durant le ramadhan 2009, dans ces moments de calme absolu où, dans l'attente du f tour, le creux au ventre aiguise la clarté du cerveau, j'entrepris la première rédaction de ce texte. Le ramadhan suivant, je l'ai repris, soupesé et questionné : cet essai avait-il pour d'autres l'utilité que je lui croyais, valait-il la peine d'être partagé, rendu public, édité ? Je l'ai donc soumis à des professionnels, trois éditeurs qui ont réagi tous les trois positivement au contenu, avec parfois des remarques sur le plan de la forme et tous, avec cette question qui les taraudait : pourquoi avoir choisi ce moment pour écrire ? Je leur ai repris ce que j'explique en prologue : l'amertume, ce « dépit amoureux » que fait naître en moi mon pays, ce sentiment d'être humilié qui me poussait à parler. ... Mais je sentais que je ne répondais pas au sens qu'avait leur question, à celles que se poseraient sans doute aussi les lecteurs. C'était au fond une question légitime et qui en entraîne d'autres : pourquoi maintenant ? Pourquoi cet essai n'aurait-il pas de signification politique, ne répondrait-il pas à des calculs politiques ? N'est-il pas une façon pour Mouloud Hamrouche de s'exprimer indirectement ? C'est une question que l'on n'osait me poser mais qui était là, en permanence. Ou encore : est-ce qu'il n'y a pas une main de l'étranger derrière ? Etc. Etc. On s'imagine aisément que, maintenant, après les émeutes de janvier en Algérie, la fuite de Ben Ali en Tunisie, les manifestations anti Moubarak au Caire, la propagation de ce que l'on nomme la « révolution de la rue arabe », ces questionnements se sont faits plus vifs.

J'avoue que la question du rapport à un homme politique comme Hamrouche se pose évidemment, y compris pour mes amis qui me savent d'aucun engagement partisan car, à mon avis, aucun des partis politiques existants depuis l'indépendance n'assure ses fonctions ; ils connaissent mon refus de toute étiquette politique, et savent peut-être moins que le refus de « faire partie de » m'ait posé parfois problème, notamment à l'étranger ; ils soupçonnent sans doute aussi que mon engagement politique, c'est d'abord l'usage que je fais de ma professionnalité. Aussi, vais-je finalement saisir l'occasion et dire deux mots sur ce rapport que j'ai avec Mouloud Hamrouche, car il n'est pas inutile aujourd'hui d'en parler. Il est même nécessaire de préciser que ce qui, en Hamrouche m'importe, ce n'est ni sa filiation politique, ni même son parcours. Ce qui m'intéresse, ce sont ses qualités intrinsèques qui lui confèrent, à mes yeux, la capacité de répondre aux nouvelles situations signalées par l'émergence et ouvertes par les premiers succès de la « révolte arabe ». Ce qui m'importe donc, c'est l'homme qu'il est, et vis-à-vis duquel je garde, ce qu'il comprend, toute ma distance critique.

Comme beaucoup de mes collègues, c'est à la Présidence que j'ai rencontré Hamrouche, à une époque où on nous avait bannis de toute réflexion, de tout fonctionnement normal car entre 1984-86 nous n'étions pas dans la norme. À son arrivée, il nous a libérés, dans notre mode de fonctionnement et aussi dans la pensée. Il était assez étonnant qu'un nouveau chef nous dise : Que peut-on peut faire ?, sur quoi peut-on réfléchir ? Cela n'aurait pu être qu'une ruse, j'ai d'ailleurs envisagé cette possibilité mais à deux autres reprises, j'ai eu à vérifier à quel point Hamrouche n'était pas comme les autres. La première fois, c'était à l'occasion des travaux sur l'Autonomie de l'Entreprise, lorsque j'ai présenté la

proposition de Fonds de Participation et leur éventuelle évolution vers ce qui n'était pas encore à l'époque dans les perceptions de l'économie, des fonds qui se transformeraient en banques d'investissements, en banques d'affaires et donc en instruments tout à fait dignes de marchés sophistiqués. Cette proposition ne plaisait pas à quelques-uns des membres de notre groupe. Hamrouche voulut savoir comment cette idée avait pu émerger. Il lui a été répondu : cela ne peut venir que d'un Mozabite, doublé d'un Belge...puisque j'ai fait mes études en Belgique. Ghazi Hi-douci lui, en avait compris l'utilité mais Hamrouche était déjà allé beaucoup plus loin puisqu'il nous a tout de suite posé une question : « Soit pour l'idée. Mais quel est son sens politique ? ». Les réponses, négatives, visaient à écarter l'idée et c'est Mouloud Hamrouche qui alors, en substance, a dit aux membres du groupe : mais vous pensez bien que si on parle d'autonomie de l'entreprise, on parle de démocratie économique et si l'on parle de démocratie économique, c'est que l'on va aboutir à la démocratie politique. Et donc, face à la question, va-t-on aller plus loin ?, et devant le silence quasi général et un peu craintif, Hamrouche a tranché : « allons-y. On avisera ». Je suis sorti un peu excité de cette réunion. Il y avait des gens prêts à libérer la réflexion, la parole ! Mais je me disais tout de même qu'il était possible que le seul objectif soit de voir ce que nous avions dans le crâne, qu'il s'agissait comme de coutume de récupérer certaines de nos idées pour les reprendre à son compte, reprendre notre travail, nos perspectives pour mieux les détourner. Ce qui plus tard d'ailleurs arrivera aux Réformes.

Dans des circonstances pour moi encore plus significatives, j'ai compris que j'avais affaire à un homme d'État. C'était en mars 1991. Il me convoqua à son bureau, pour me dire qu'il ne me voyait pas suffisamment, que certes la Loi autonomisait la Banque Centrale mais qu'il avait besoin d'être informé. De fait, nous nous sentions tous un peu seul dans la prise de décisions car nous avions oublié, dans l'échafaudage politico-économique d'alors, de créer une instance où le gouvernement, la banque centrale et les politiques pourraient se retrouver et partager certaines décisions, ce qui n'était nullement en contradiction avec l'autonomie de la Banque Centrale. En réalité, il me convoquait surtout pour me dire : nous sommes en tête-à-tête et tu ne sortiras pas d'ici avant d'avoir accepté de rééchelonner la dette. Devant mon grand étonnement, il m'a répondu : écoute, je pars dans trois mois et sais même qui va me remplacer. Je refuse de lui laisser ce boulet de la dette à traîner, autant qu'il commence avec une nouvelle optique, c'est à moi de prendre cette responsabilité. Devant cet homme qui me disait je vais partir, autant que cela soit moi qui prenne les coups et fasse place nette à mon successeur, j'étais assez interloqué, un peu subjugué aussi, et surtout mis face à un exercice assez compliqué puisqu'il fallait que je convainque Mouloud Hamrouche que, même avec cette nouvelle donne, le rééchelonnement ne le concernait pas personnellement, ni son remplaçant, ni moi d'ailleurs. Qu'au contraire, cela était, cela devait demeurer un choix politique nécessaire pour nous que de ne pas tomber dans le piège du rééchelonnement parce que ce qui était en jeu, c'était de mettre à genoux l'Algérie à un moment où, d'une part nous risquions de collapser, et d'autre part nous n'avions plus les moyens d'absorber ces quantités d'argent qui allaient se déverser sur le pays et risquaient d'être détournées puisque la machine économique était un peu grippée. Après lui avoir exposé ce qu'en fait il savait, mes quatre grilles d'analyse, technique, économique, financière et politique, au bout de quelques heures, Mouloud Hamrouche a conclu, en disant : Soit, prends tes responsabilités de toute façon c'est toi qui devras gérer cela avec les autres, je ne peux pas te forcer la main. Honnêtement, il est très rare de trouver face à soi quelqu'un qui a un comportement d'homme d'État, réclamant ses responsabilités et capable de les prendre. Depuis, j'ai gardé avec Hamrouche un rapport respectueux lié à son aptitude à comprendre

l'interprétation politique des faits économiques, des plus compliqués aux plus simples, lié à sa capacité anticipative, ce qui est un trait d'intelligence peu courant. Mais ce n'est pas parce que cette relation existe que j'ai décidé de me mettre à cet essai. Au contraire, cela aurait plutôt pesé contre. Toutes ces suspicions... Mais c'est à la fois plus général et plus simple, c'est de voir cette masse de gens, toute cette génération qui a entre 30 et 45 ans avec une telle soif de gérer le pays, ou juste de participer à sa bonne marche ; c'est un sentiment double, qui pousse à s'exprimer, une confiance en l'avenir qui permet de dire ils en veulent ! Et en même temps, une peur terrible qu'ils ne commettent les mêmes erreurs. Et sans doute ont-ils envie de le faire puisque tous disent : il faut effacer le passé, faire table rase pour reconstruire, alors que c'est surtout ce qu'il ne faut jamais faire. Encore une fois, pour que le passé passe, s'apaise, il faut l'assumer tel qu'il est et en tirer profit. Tout en nous, en beaucoup d'entre nous, ces comportements compulsifs par exemple par rapport à la nourriture, devant des marchandises, des idées, signifient que justement il n'y a pas cette distance pour consommer juste ce qu'il faut, qu'il s'agisse de pâtisseries, de viande, d'idées ou de ces gadgets politiques qu'on nous vend à tort et à travers, de par le monde.

J'ai évoqué plus haut le poids de la suspicion, des procès d'intention, de la défiance, de ce climat empoisonné dans lequel nous baignons, nous isolant, nous dressant les uns contre les autres et nous corrodant de l'intérieur. Les personnes de ma génération, et ceux qui sont un peu plus âgés, avons été emprisonnés dans des chapelles, dites politiques, nous nous sommes retrouvés dans des situations où l'on a essayé d'entretenir une espèce de haine. On ne se parle plus ! On se rencontre souvent, on se parle de moins en moins, finalement on se retrouve de moins en moins, avec ce besoin, depuis peu, de se reparler. De plus, nous avons des chapelles aux micro-définitions assez étonnantes et révélatrices de l'étroitesse des perceptions de la politique dans laquelle nous sommes tombés. Il y en a qui font l'opinion, des intervenants apparemment différents, mais on a l'impression qu'au fond, nous sommes tous sortis d'un musée d'antiquités idéologiques, avec toutes les variations, allant du nationalo-universalisme aux anti-assimilationnistes démocrates, à l'arabophone anti-arabe, les francophones francophobes, en passant par les boumedienistes libéraux, le kabyle bretonnant, les féministes conservateurs, et évidemment toutes les catégories un peu plus connues, un peu plus classiques des islamismes. Or, tout ce beau monde, qui sans vraiment réfléchir, presque par réflexe et conditionnement, passe pas mal de son temps à s'écharper, éprouve pourtant quelques fois un certain bonheur à se retrouver, parce qu'il se reconnait. Ces gens se reconnaissent, pas vraiment en positif, pas pour se réconcilier mais presque par instinct matriciel et cela signifie aussi, cela signifie surtout qu'ils ne reconnaissent pas les générations qui viennent. Cela illustre à quel point il n'y a pas eu de transmission. Dans la rue parfois lorsque je m'y promène, j'en arrive à me dire : mais qu'a-t-on fait de nos enfants ? Nous ne leur avons rien transmis. Voilà encore une raison pour écrire, maintenant.

Il y a aussi une autre chose, grave pour nous qui sommes issus du monde arabo-musulman, comme une interdiction absolue de prise de parole internationale, qui a duré longtemps. Avant, mais surtout depuis septembre 2001, nous avons été condamnés au silence. Si nous ne sommes pas d'accord avec l'équilibre mondial défini par une espèce d'alliance entre les dictateurs et les grandes puissances, c'est que, soit nous sommes des conspirationnistes, soit des terroristes, c'est-à-dire que nous remettons en cause l'espèce d'accord tacite sur ce qui s'est passé, sur les mauvaises actions de l'islamisme, du terrorisme international ; soit nous sommes antisémites parce qu'osant parler du sionisme ou simplement mentionnant le mot juif, pour

vouloir dire que nos anciens compatriotes nous manquaient. Ou, parce que nous sommes encore tiers-mondistes, nous osons prononcer le mot colonie... Comme si le fait d'être un arabo-amazigho-musulman autorisait n'importe qui, n'importe quel peuple à se situer au-dessus de nous. Nous étions le crachoir de l'occident, la lie de l'humanité, et ceux qui avaient le malheur de nous suivre, les sud sahariens, tous ces peuples qui ont choisi l'Islam avaient droit au même traitement. Quant aux arabes chrétiens, c'est une incongruité, une erreur monumentale, ils gênent tout le monde et on essaie de les exfiltrer puisqu'ils ne sont pas assez intelligents pour le décider eux-mêmes !

Nous ne parvenons pas à sortir de cette accusation permanente de ne pas avoir grand-chose à dire et de toute façon, de ne pas parvenir à le dire puisque, quelque part, nous sommes inférieurs. Cet essai est aussi un refus de tout cela. C'est donc aussi une prise de parole qui s'explique par mon expérience au niveau international.

À titre personnel, j'ai quand même eu droit à une certaine reconnaissance internationale. La fréquentation soutenue de cercles de pensées, de réflexion économique ou politique, en France, en Espagne, en Italie, aux États Unis m'a appris à quel point nous étions dans une période où il y a peu de reconnaissance, d'équivalence.

Un Européen face à un Américain a toujours un comportement d'infériorité, si ce n'est de sujétion. En revanche, ce même Européen a toujours par rapport à nous un comportement condescendant, d'écoute sympathique, pour ne pas dire paternaliste, mais pas de reconnaissance surtout lorsque l'on peut émettre une idée. Elle n'est pas perçue comme susceptible d'être prise en considération puisque n'émanant pas d'un égal, surtout si cette idée est élaborée depuis une optique, un discours égalitaire apparemment partagé. Par exemple, je travaille depuis des années sur un système de financement en Méditerranée, de banques etc. C'est une idée qui n'a jamais pu passer, parce qu'en Europe, cc type d'idées doit obligatoirement transiter par le Trésor Français, parce que la règle en Europe, c'est que l'Idée vienne de Paris, la mise en œuvre technique passe par Berlin et les hommes qui de toute façon vont en tirer profit soient les Anglais. Si Paris ne reprend pas, eh bien tant pis. Et il a suffi qu'enfin, au niveau de l'Élysée, on considère que les banques méditerranéennes sont nécessaires — en réalité juste pour donner un sens à l'UPM —, pour que toutes ces idées qui traînaient depuis environ 1997, date en tout cas de mon premier document, trouvent tout d'un coup leur signification : le Trésor Français les a adoptées, l'Élysée aussi. Mais le signataire de l'étude n'est pas moi, sinon un ancien banquier français.

Autre découverte, dans le fond, il n'y a pas d'homogénéité européenne. Les Anglais, les Allemands n'ont pas, par rapport à nous, la même approche que les Français. Les Américains encore moins. Ce rapport d'amour — haine, d'infériorité — supériorité dans le rapport à l'idée provenant de l'Autre, n'a pas le même sens avec les germanophones.

À travers l'Union Pour la Méditerranée, on a pu se rendre compte que pour certains, l'UPM était conçue comme un montage, un usage exclusif au profit d'un souverainisme éculé des XIXème et XXème siècles, ce qui est probablement la vision de certains initiateurs en France. Elle a été perçue par d'autres pays, principalement

l'Allemagne, comme quasiment une arme contre elle alors qu'elle avait des perspectives beaucoup plus élaborées, beaucoup plus en avance en matière de voisinage.

Tout cela ne peut continuer ainsi. Il n'y a plus d'interlocuteurs, ni à l'intérieur d'un pays, ni à l'extérieur. Et arrivent alors tous ces jeunes, qui veulent que cela change et sont dépourvus d'histoire, de toutes ces explications éventuelles qui leur permettraient de ne pas commettre les mêmes erreurs. Comment ne pas avoir envie de prendre la parole ?

J'écris cet épilogue alors qu'a surgi ce qu'on appelle actuellement, — encore faut-il voir si dans quelque temps il ne nous faudra pas réviser nos jugements —, la « Révolution » en Tunisie et en gestation au Caire, à Sanaa, Amman... Ce que l'on s'était évertué de longues années à expliquer à quelques décideurs européens, ce que l'on expliquait en fait encore hier, que par exemple en Tunisie, avec une si belle classe moyenne, avec une classe d'entrepreneurs de cette qualité, on ne pouvait plus se satisfaire de gagner de l'argent pour posséder une belle voiture, une belle maison, des enfants comblés, qu'on avait besoin de participer à la vie de la Cité, tout cela n'avait pour seule réponse que l'incrédulité. On nous riait au nez et pour reprendre l'expression d'un président, on nous répliquait une nouvelle fois : non, non, « la première des libertés, c'est de manger ». Ils ne connaissent pas le proverbe arabe qui dit que quand le ventre est plein, la tête a besoin de chanter.

Ce qui s'est passé en Tunisie — où ai-je besoin de le préciser, tous les ventres ne sont pas pleins — n'étonne que ceux qui n'ont rien voulu voir, et ils sont sans doute nombreux car dans le fond, beaucoup étaient d'accord pour dire que le bon équilibre, la bonne équation était celle de la Tunisie : un pays producteur, pas trop quand même, comme sous-fifre dans le cadre de la division internationale du travail, bien tenu sur le plan policier et donc posé en barrière définitive à ce danger séculaire pour les européens qui ont gardé en mémoire les croisades, cette menace séculaire qu'est le musulman, l'Autre, le Différent, c'est-à-dire cette partie de soi même que l'on n'aime pas. Car c'est là le drame, ils sont une partie de nous, nous sommes une partie d'eux. Or, il est toujours difficile d'expliquer à ces gens que cette partie qu'ils n'aiment pas, la seule façon de la gérer, c'est qu'elle apparaisse dans le jeu politique.

Par ailleurs, comment expliquer, à eux comme à nous, comme à ceux qui sont au pouvoir, qu'à force d'efforts pour nier toute capacité d'intercession entre le pouvoir et la population, entre le pouvoir et la société civile, entre l'étranger et les pouvoirs locaux, entre l'étranger et la société locale, on aboutissait à une situation qui, de toute façon est prérévolutionnaire, parce qu'il n'y a plus de parole, il n'y a plus de transmission, des desiderata, de nécessité d'évolution politique ; toutes ces demandes aussi légitimes les unes que les autres mais qui ne peuvent s'exprimer parce qu'il n'y a plus de professionnels, d'institutions qui, quelle que soit leur valeur, pourraient exprimer les attentes de la population.

On peut avoir des syndicats à la solde du pouvoir, des partis factices, des journaux qui pour plaire ou tout simplement croyant bien faire, font de la politique et oublient d'enquêter, d'informer de la réalité, prennent position et taisent le mal de l'Autre, ses raisons pour être dans la rue ou au Djebel, des associations inféodées, des mutuelles qui sont des self-services... En Algérie, nous sommes bien placés pour savoir qu'il peut y avoir ce type d'habillage, de construction : et après ?

Par contraste, je repense au M'Zab, à son espèce de stabilité parce que, là-bas, il n'est pas un seul individu, homme ou femme, qui depuis les environs de son adolescence ne fasse partie d'au moins une association ou ne soit à la convergence de plusieurs : scouts, défense de l'environnement ou autre.

C'est cette prise en charge permanente qui fait de cet individu un intervenant permanent pour le maintien en l'état de cette société et qui permet tant bien que mal de faire passer les mes sages de bas en haut, et quelquefois de haut en bas. C'est cette charpente qui a disparu de la scène politique arabe et son absence explique bien évidemment les situations prérévolutionnaires. C'est le cas en Tunisie, en Égypte mais en réalité c'est le cas dans tous les pays puisque le laboratoire algérien a fait croire à tous ces pays, mais aussi à l'ensemble des décideurs dans le monde, qu'on pouvait vivre avec la virtualité, avoir une vraie-fausse presse dite indépendante, de vrais-faux partis dits autonomes, des associations à la solde du pouvoir, des syndicats choyés ne représentant pas les travailleurs...

C'est ce pourquoi les régimes arabes paient aujourd'hui. Mais cela dit, il est une question fondamentale : à quoi assiste-t-on en Tunisie ? Il faudra encore attendre quelques mois, peut-être des années pour comprendre ce qui s'est passé. Mais on peut formuler des hypothèses, bien que ce ne soit pas tout à fait une hypothèse de rappeler que, dans l'histoire, il n'y a pas eu de révolution spontanée, il n'y a pas eu de révolution qui ne soit soutenue par un acteur étranger. Cela est vrai pour la Révolution américaine, avec le soutien de la France. Cela est vrai pour la Révolution française, et le soutien des Anglais. Cela est vrai pour la Révolution russe qui sans le soutien des Allemands n'aurait pu se faire, et cela est vrai pour la Révolution algérienne, qui sans les Anglo-Saxons et les Russes, et ce malgré la guerre froide, n'aurait pas pu se dérouler. Cela a toujours été vrai parce que, pour paraphraser Mao, sans dynamique externe, il n'y a pas de dynamique interne et vice versa... Ainsi, à propos de la Tunisie, assiste-t-on aujourd'hui à ce cas de figure ? J'aimerais, pour y réfléchir, revenir sur notre « ratage » de 1988.

En 1988, nous avons payé le prix fort, l'intervention de l'armée et les 500 morts immédiats, puis ces 150.000 morts et 15000 disparus qui ont suivi et cette ombre des morts donnent à penser que ce qu'on appelle révolution, aujourd'hui, ne paie pas. Je voudrais revenir sur cette période historique, sur cette perception que nous en avons, en rendant compte de trois épisodes de conversations entre Helmut Kohl et François Mitterrand.

Suite à la chute du Mur de Berlin et au soutien apporté par Mitterrand à la réunification de l'Allemagne, Kohl, après ce fameux « main dans la main » en Allemagne de l'Est, s'est tourné vers Mitterrand pour lui dire : il faut que nous fassions la même chose en Algérie, exprimant par-là que l'ouverture à l'Est devait être contrebalancée par l'ouverture au Sud et que si le couple Allemagne-Pays de l'Est était admis par tout le monde, le couple franco-algérien devait être la solution pour ne pas être un frein absolu à tout rapprochement entre le Nord et le Sud. Mitterrand répondit alors que les choses n'étaient pas ainsi, que cc qui se passait en Algérie n'était pas une revendication de démocratie, mais une manipulation habituelle. Kohl ne pouvait obliger Mitterrand à quoi que ce soit.

Les secondes discussions ont eu lieu à l'occasion d'un Conseil de l'Europe. Il était difficile de s'en tenir à l'explication par les manipulations en Algérie puisque manifestement,

la population n'obéissait pas. Mitterrand fut alors conduit à reconnaître que la révolte avait une base populaire mais ajouta-t-il, il n'y a pas d'interlocuteur, les seuls que nous ayons sont les militaires et il faut absolument les aider, en absence d'interlocuteurs de l'opposition. Et, pour Kohl, pour les Européens, il n'était pas possible de forcer la main à la « puissance tutélaire ».

Les troisièmes conversations ont lieu en marge d'un autre Conseil de l'Europe, à une date très proche de l'organisation à Rome des rencontres de San Egidio. Kohl, prenant à témoin d'autres chefs d'État et de Gouvernement dit alors à Mitterrand : tu me disais qu'il n'y a pas d'interlocuteurs. Ils sont là, ils se réunissent, ils s'entendent entre eux dans leur diversité. Pourquoi ne faisons-nous pas la même opération, elle est nécessaire. Et Mitterrand de répondre : c'est un peu trop tôt. On verra plus tard.

Ce qui a concouru au « ratage » algérien, peut être très important aujourd'hui pour éviter des erreurs à nos pays amis, plus qu'amis, à ce prolongement de nous-mêmes que sont la Tunisie et même l'Égypte, quoi qu'il ait pu se passer et se dire lors de ces satanées joutes footballistiques. Et l'expérience algérienne enseigne que si on a la chance d'avoir une vue positive venant de l'étranger, il faut en tirer profit.

Je ne veux pas revenir sur les « ruses du système », c'est un chapitre achevé. Mais bien évidemment, il y a toujours des ruses, et l'on constate que si, par rapport à la « révolution de la rue arabe », les Européens ont des réticences, les Français eux, ont l'air totalement perdus, il n'en n'est apparemment pas de même pour les Pays Nordiques, ci surtout pas pour les États-Unis d'Amérique qui, même s'ils modulent le discours diplomatique habituel à plusieurs détentes et à plusieurs usages, soutiennent d'une façon certaine ce qui s'est passé dans les rues. On peut d'ailleurs aller jusqu'à imaginer que la Tunisie a été un bon choix, spontané ou pas, parce qu'il démontre que la dictature parfaite ne pouvait pas exister et que la ruse pouvait être supérieure à la force, puisque Ben Ali a été dégagé par la ruse. Néanmoins, il ne faut pas être dupe et ce qui est le plus impressionnant, alors que ces révolutions se déroulent encore dans la rue, c'est que même parmi les élites les plus matures, le discours est d'un lyrisme extraordinaire, exubérant. C'est comme la découverte qu'enfin on a accédé à tout ce qui était interdit ou à ce que l'on considérait avoir été accaparé par des gens comme les Algériens ; en premier lieu, ces mots tels que « révolution », « révolution populaire ».

Je pense que le lyrisme est toujours délicat car il ne permet pas de réfléchir ni de comprendre qui sont les protagonistes et au profit de qui se déroule l'action. La période actuelle est celle où l'on s'extasie : c'est fantastique, la rue a montré qu'on n'avait plus besoin d'acteurs, que la rue est l'acteur. C'est un danger terrible. Il est impossible qu'une société ne puisse générer les leaders qui défendent les intérêts réels qu'elle exprime dans la rue et qui sont ses attentes légitimes. Pourtant, en ce début février 2011, nous assistons à des propositions de leadership qui sont encore adoubés par l'étranger, sans que pour autant on ne se sache exactement où il veut en venir. On voit aussi comme une intention de ne pas exclure, en Tunisie comme en Égypte, les anciennes administrations et leurs cadres des futures recompositions, et cela est sans doute nécessaire car l'Irak nous enseigne qu'il ne faut jamais exclure des structures vivantes, qu'il faut faire avec, et que les termes ne sont pas tant pardonner aux anciens que de récupérer, de tirer profit de la maîtrise technologique qu'ils ont d'un pays. Néanmoins, une lecture aussi simpliste des amitiés internationales peut conduire à des déconvenues. Dans l'international, il n'y a pas d'affect,

il n'y a que des intérêts. Et depuis cette lucidité, il s'agit forcément, en cette période, de bien interpréter quel est l'intérêt de qui, quand comment, pourquoi... Pourquoi soutient-on en Tunisie, en Égypte ce que l'on aurait pu ne pas soutenir ? Il aurait été tout aussi facile de ne pas aider à l'exfiltration de Ben Ali ou d'aider d'avantage Moubarak. Ce sont des questions qui restent ouvertes et nous concernent. Des interrogations totalement nouvelles surgissent aussi : le rôle d'Internes dans la configuration des réseaux sociaux, dans le cheminement de l'idée de révolte, les modèles diffusés, l'image de Soi renvoyée et rétro-alimentée d'un bout à l'autre du Monde Arabe et de la planète... L'apparente disqualification des voies traditionnelles de la politique : les partis, l'idée même de partis politiques, l'Associatif, les ONG... Et l'affirmation fulgurante du cyber-activisme. C'est dans l'air du temps et dans les possibilités technologiques de ce XXIème siècle certes, mais le constat ne peut s'arrêter là, l'économie de la genèse ne peut être faite. L'éventualité que ce « soft power » serve aussi les fins d'un « soft empire » n'est pas à négliger. Soft ou pas, l'Empire est un empire, modernisée ou archaïquement néocoloniale, la gestion déléguée de nos pays par l'Étranger reste une gestion déléguée. Aussi, c'est à juste titre que l'attention, l'espoir et les attentes se portent sur ces citoyens ordinaires et héroïques occupant places et rues car, je le dis sans lyrisme mais avec enthousiasme, cet enthousiasme révolutionnaire qu'ils portent et rendent contagieux, tant que les opinions publiques arabes garderont l'initiative de l'expression, tant que les peuples arabes occuperont la rue, hélas aussi au prix de leurs vies, il ne sera pas possible de rétablir l'Ordre des anciens équilibres.

Nous devons rester vigilants, principalement par rapport aux bien-pensants et libérateurs de la dernière heure qui se multiplient dans les médias pour apporter leur soutien et réclamer la « liberté politique » sans jamais prôner la liberté économique. Je garde en mémoire les interventions « généreuses » des Daniel Cohn-Bendit, Mario Soares, Simone Veil et Bernard Henri-Levy qui ont permis la perpétuation du statu quo en Algérie et l'asservissement économique des Algériens.

Je ne sais de quoi sera faite l'Algérie dans deux mois, dans deux ans. Nous n'avons tout simplement pas la même histoire que les autres, nous ne sommes pas très différents mais nous avons commencé avant. Nous devrions avoir appris et savoir éviter les pièges stupides des mobilisations pseudo-spontanées quand elles ne le sont pas etc. Nous devrions savoir faire les opérations dans le bon ordre. Il est clair que le changement arrivera en Algérie, ne serait-ce qu'en réponse à des questions démographiques, c'est-à-dire de pyramide des âges entre un pouvoir qui est maintenant trop vieux et une jeunesse qui a besoin de prendre sa part dans la gestion de ce pays par nécessité de sortir de notre passé violent ou de rééquilibrage international, parce qu'il est absurde d'effrayer le reste du monde, il faut faire avec. Les pièges sont possibles, nombreux mais il n'est pas dans mes intentions de réfléchir ici sur les étapes de la remise en place de la politique en Algérie : faut-il se précipiter vers des élections en l'absence de forces politiques dignes de ce nom et représentatives ?, comment assurer l'émergence de forces politiques sans passer par l'étape du vote ? Comment organiser de nouveaux consensus avec cette seule force debout et encore nécessaire qu'est l'armée ?, comment construire ce consensus avec l'armée et le reste du monde ? Bref, comment gérer, cette fois-ci, une transition digne de ce nom où les intérêts et apports de chacun puissent être reconnus en tant que tels ? Ce sont des questions ouvertes, sur lesquelles nous Algériens pouvons apporter beaucoup parce que, en plus, nous ne sommes pas encore dans le lyrisme, — je n'ai d'ailleurs pas l'impression que nous le serons beaucoup-, parce que nous avons épuisé quelques illusions et déraisons, et réglé quelques-uns de ces problèmes que nos amis, voisins et frères n'ont pas encore tout à fait

réglés. Allons-nous pour autant nous comprendre et nous épauler ? D'abord entre Algériens et chacun avec soi-même. J'ai évoqué plus haut les chapelles, l'ombre des morts et des bourreaux, les cassures entre générations... Nous avons besoin de nous réconcilier, de nous défaire de la haine mise en nous pour que nous ne puissions être ni citoyens, ni capables de nous aimer entre nous. La réconciliation, c'est plus qu'une commission, plus que les chapelles, c'est avec soi-même, avec les autres, c'est apprendre à s'aimer et à aimer.

J'écoute, avec un léger effroi et quelque agacement, comment nous, Algériens, sommes implicitement convoqués dans des comparaisons, des systèmes de non équivalence à propos des révoltes de Tunisie et d'Égypte ; des intervenants tunisiens par exemple, s'exprimant sur des chaines de télévision occidentales et arabes : « Nous, nous sommes éduqués, bien élevés...C'est une révolution sans débordements, sans violence », etc. etc. Et que dire de certains titres de la presse française ! au hasard, Marianne : « Dans les rues de Tunis. Une révolution si bien élevée » ! Quant hélas, en Tunisie, en Égypte, en Algérie, à l'Est comme à l'Ouest, la violence et la revanche ont aussi pris part aux événements et, plus que d'exorcisme, ce dont il y est besoin ici, c'est de bonnes questions. Les mêmes, encore une fois : qui, pourquoi, dans l'intérêt de qui ? etc. Le narcissisme, autant que le lyrisme, empêche de voir la réalité et brouille les jugements. En fait, il nous faudrait faire un effort de mémoire, pour nous rappeler que, Marocains, Tunisiens, Algériens, — Maghrébins donc — à diverses époques, pour diverses raisons et de différentes manières, nous avons dans l'histoire, chacun à notre tour été « l'Exception » qui infirmait la règle dans le reste du Maghreb, de l'Afrique du Nord, comme il se disait autrefois.

Dans les années 90, le Makhzen marocain a vendu une image au reste du monde, celle de l'exception marocaine et on désignait d'un clin d'œil voilé le voisin de l'Est comme étant le contre-exemple : la violence, la gabegie... Lorsqu'on se promène entre disons, Fez, Casablanca, Oran, Tunis, Alger ou Tripoli, il est frappant de voir à quel point les cadres, qu'ils soient du Makhzen depuis plusieurs générations, fraîchement promus en Algérie, ou bourgeois repus de Tunis, ont des maisons qui se ressemblent. Elles se ressemblent dans la totalité. Lorsqu'il y a des toiles, elles sont souvent fausses ou de facture approximative, on écoute la même musique, — à 80% algérienne —, on mange à peu près la même chose, — chacun se revendiquant bien sûr la meilleure tradition en ce domaine. Qu'en déduire sinon un certain étonnement de voir à quel point finalement ni les Idrissides, ni les Hafsides n'ont pu donner ce vernis culturel, ce vernis civilisationnel qui permettrait à leurs enfants de se différencier de « ceux du milieu », — au Maroc, on les appelle Ouasta —, qui eux n'ont pas cette durée derrière eux.

Mais, j'en étais à cet effort de mémoire. Si hier, la Tunisie avait le vent en poupe, avant-hier le Maroc, il faut se rappeler que auparavant, dans les années 1970, quand on lisait les journaux européens, et français notamment, devant les succès affichés par l'Algérie les commentaires étaient du type de ceux du « Monde » par exemple : Ah oui, si ce vice-président est tellement brillant, c'est parce que l'Algérie était notre enfant chéri et parce que ce sont nos enfants, ce sont encore des Français.

Dans cette beauty parade, on fait tous les beaux devant les Européens. Nous sommes beaux à tour de rôle, et l'origine du narcissisme historique est le fait que, au moment où l'on est flatté, on croit que l'on est arrivé. Le narcissisme historique n'est propre qu'aux élites.

Aujourd'hui encore, une partie des Tunisiens se disent Algériens, un même phénomène d'interpénétration existe au Maroc limitrophe, et ce n'est pas seulement une affaire d'argent. Les peuples se moquent des frontières, les élites en mal de légitimité jouent là-dessus et pratiquent le nationalisme. Rappelons avec De Gaulle que si le patriotisme c'est aimer son pays, le nationalisme c'est détester celui des autres. De toute façon, le centre de mise à niveau de nos élites n'est plus en Europe. Le marché des valeurs s'est diversifié. En réalité, nos élites se mettent à niveau entre elles. Elles partagent à la Mecque ce qu'elles ressentent, les solutions qu'elles préconisent, ce qu'elles subissent et même leur contentement. On ne se rend pas compte à quel point le désir de se rendre à la Mecque s'est inscrit dans le mode de fonctionnement des élites d'aujourd'hui. Évidemment, ce désir est peu spirituel. C'est pour montrer l'appartenance à cette nouvelle élite. En regardant autour de nous, on se rend compte que « ceux qui veulent en être », comme on dit, sont des gens qui vont trois fois à la Mecque chaque année, pour le Hadj, pour les derniers jours du ramadhan et entre les deux. Et ce n'est pourtant pas le seul endroit où se montrer. À la Mecque on échange sur tout, y compris les modes vestimentaires et comment réagir face aux taghout, face au dhalm. En ce qui concerne d'autres endroits de mise à niveau, je dirais, pour simplifier, New York. Mais New York dans l'idée qu'on a de cette ville comme étant aujourd'hui le concept de ces Cités-État naissantes, dont la logique va bien au-delà de la logique étatique actuelle. Je dis New York, mais je signifie aussi par-là, Dubaï, Singapour, Hong Kong, Shanghai. Et là aussi, si on regarde autour de nous, on voit bien que beaucoup de gens, beaucoup d'Algériens défilent, commercent, séjournent dans ces villes, et y absorbent tous ces instruments, mécanismes et modes de comportement nouveaux qu'on leur souffle. Ils reviennent avec au pays ; ils reviennent, c'est clair, avec cette idée que le monde bouge, avec cette idée que finalement, dans ce monde, nous ne sommes pas très différents les uns des autres. Et avec cette idée de n'être pas pris au sérieux, ni d'un côté par le pouvoir, ni de l'autre par la population. La population qui elle aussi a pied dans ces endroits, la Mecque parce que c'est une obligation religieuse, et dans ces Cités-État parce que la télévision est devenu un vecteur de transmission extraordinaire. Et c'est cette demande absolue des populations d'être normales, pas d'être normalisées comme l'entendent les décideurs, mais de rentrer dans la normalité de la globalisation actuelle, qui s'exprime aujourd'hui. C'est ce qu'on appelle un peu trop vite Révolution, parce que une révolution signifie un changement absolu non seulement des dirigeants de façade mais des modes de fonctionnement même des peuples, de l'organisation de leurs interrelations, des rapports d'argent, des rapports à Dieu etc. Nous n'en sommes pas là, bien que ces formidables soulèvements, le courage et la ténacité des peuples en mouvement aient déjà pour première certitude celle de pouvoir affirmer qu'un cap irréversible a été franchi ; que l'affranchissement des peuples arabes est et restera à l'ordre du jour. C'est la fin d'une époque qu'ils désignent et désirent. C'est la remise en question du paradigme des régimes arabes, — cette imbrication entre, au plan interne la légitimité par la force militaire et policière, et au plan international l'alliance avec l'ex-puissance coloniale et sa sphère d'influence —, qu'ils provoquent, ou plutôt, accélèrent puisque le partage néocolonial, les empires hérités du Congrès de Berlin de 1878 et des Accords Sykes-Picot de 1916 sont fortement mis à mal par ce nouvel empire américain dont il reste à savoir et voir à qu'elle sauce il prétendrait nous manger si nous nous laissions faire, si la « Révolution Arabe » perdait de sa fougue et ne savait aussi la consacrer à organiser et théoriser la dynamique, la démarche qu'elle a enclenchée.

Nous sommes dans une phase très délicate, et le lyrisme immédiat qui continue à jouer ne permet pas la réflexion distanciée et la construction des schémas qui, je l'espère en tout cas pour les pays qui découvrent les révoltes, éviteraient aux peuples les pièges, les impasses par lesquels nous sommes passés. 11 est cependant un fait positif, un acteur étranger manifestement pas mécontent face à ces changements, pas n'importe quel acteur, les États-Unis, jouant un rôle que n'a pas voulu jouer en son temps la France en ce qui concerne l'Algérie, fermant d'ailleurs ainsi l'accès à ce type de rôle à tous les autres pays pas encore mûrs alors pour comprendre par eux-mêmes, que la manifestation algérienne n'était pas juste une jacquerie, même si elle a été très, très violente. Je ne parlerai pas du fait qu'elle a même pu être utile pour le monde après septembre 2001, puisqu'on a dit : vous voyez, l'islamisme est là.

Aujourd'hui, ce qui est effectivement là, est beaucoup plus difficile à disqualifier.

Alger, avril 2011

REMERCIEMENTS

À aucun moment, Il ne m'a semblé affronter une page blanche. En filigrane y était imprimée l'empreinte de tant d'ancêtres qu'avant le point final, je voudrais évoquer. Ils me semblent qu'ils ont soutenu cette reconnaissance et fierté d'être qui nous sommes que j'ai voulu exprimer et partager. J'ai puisé en cette généalogie non seulement les matériaux de la mémoire, les repères de notre longue histoire mais aussi l'élan de mes croyances et espoirs en l'avenir, la possibilité de dire que nous avons été bons, le serons à nouveau, en dépit de la conjoncture présente et de la désespérance du court terme. Ils sont co-auteurs de ce texte, sans prétendre cependant que ma contribution soit équivalente à la leur, plus qu'inspiration, et l'âme des convictions qui le traversent. Aussi, vais-je les remercier et leur rendre hommage par cette brève évocation de notre ancestralité commune, en remontant le temps vers ce que, dès le départ, j'affirme en cet essai : Thamezgha, l'Algérie, est pour la première fois, depuis le néolithique, dans une situation humaine et géographique où elle peut influer sur son propre destin.

De l'Homo Habilis, ce tailleur de pierre vieux de 2 millions d'années dont les traces ont été retrouvées à Aïn Hanech (Guelma) ; de l'Homo Erectus, homme de l'Atlas de Tighenif (Mascara) et du Tassili qui, il y a un million d'années vivait de chasse et de cueillette, je tirerai exemple pour commenter combien nous ignorons notre préhistoire, combien semble effrayer toute vie pré-islamique et m'attarder un peu plus sur trois puissants innovateurs préhistoriques apparus, respectivement, voilà cent mille, vingt-deux mille et huit mille ans. Le premier, l'Homo Sapiens du Sahel de Tipasa, de Bir El Atter et de Mostaganem, était en avance sur ses congénères européens, industrieux, fabricant d'outils domestiques utilisant le feu et doté de spiritualité et de croyances. Le second, l'Homme de Mechta Afalou, a laissé les marques d'une culture religieuse prononcée. Quant à l'Homme de Denys, il fut, il y a 8000 ans, le précurseur de la « Révolution néolithique », introduisant la pierre polie, la céramique, les objets en peau, l'arc, les flèches et au M'Zab, les gravures rupestres, avec deux mille ans d'avance sur le continent Nord.

Des ancêtres que nous connaissons un peu mieux, je rappellerai d'abord ce commentaire d'Hérodote qui, il y a deux mille ans, relevait notre maitrise de l'art de la guerre et la qualité, l'exceptionnalité des chars alors utilisés. Je parlerai peu de Massinissa que j'ai évoqué et qui, de 200 à 148 avant JC, depuis une ville où, fait rare à l'époque, se parlaient au moins quatre langues : le grec, le latin, l'amazigh et le punique, régnait sur un territoire s'étendant de la Moulouya — un peu le Maroc actuel — au Golfe de Syrte. Je passe tout aussi rapidement, et pour la même raison sur Jugurtha, réunificateur du royaume, symbole de la résistance et mort en 105 avant JC dans la prison qui sera aussi celle du chef gaulois Vercingétorix. Il est encore ces noms que tout le monde connaît, les deux Juba, dont celui qui épousa la fille de Cléopâtre ; Tacfarinas, l'un de ces résistants que l'on retrouve en permanence dans notre histoire, tous capables de fédérer leurs contemporains pour ne pas se laisser absorber et vivre en étrangers dans des cultures imposées.

J'évoquerai certains de nos intellectuels : Fronton de Cirta, en l'an 100 après JC, qui fut précepteur de l'empereur Marc Aurèle ; Apulée de Madame, né à M'Daourouch — Souk Ahras, auteur de « L'Âne d'or » connu aussi comme « Les Métamorphoses », et à ce titre, le premier romancier du monde ; Augustin de Thagaste (Tebessa), ce Saint Augustin qui a conceptualisé cette Trinité sur laquelle jusqu'à présent repose l'Église et dont on connaît les écrits : les Confessions, Cité de Dieu... Et auquel a fait face Donatus Magnus ou Donat le Grand, né à Tebessa, chef des circoncellions, ce qu'on appelle aujourd'hui les douars. En quête de la pureté de la religion, ce débat qui encore aujourd'hui se mène, Donat, évêque d'une région de Numidie, à la tête d'un schisme populaire, défendait face aux conceptions du pouvoir et de la Hiérarchie de Saint Augustin, une conception de la pureté de la religion qui prenait en compte une forme de la souveraineté populaire, ce qu'on appelle la djemaâ aujourd'hui. Je sauterai les siècles pour, de ces deux premiers siècles après JC, atterrir dans le douzième, en Andalousie musulmane et y évoquer Ibn Rochd, le dernier penseur libre que nous ayons produit dans nos contrées et qui a toujours su allier la foi et la raison.

Et puis bien sûr, je ne peux taire les femmes, le rôle des femmes : Tin Hinan, ancêtre des Sanhadja ; Kahenna, en fait Dihiyya, poétesse, Zénète de Khenchela et qui s'imposa à la plus grande puissance de l'époque, sans oublier Lalla Fatma N'Soumer face aux envahisseurs français... Ces femmes qui viennent nous signifier qu'elles ont toujours été là, qu'elles prennent le flambeau quand leurs communautés ne parviennent pas à trouver l'Aguellid, qu'elles sont de plain-pied dans les parties qui se jouent.

Je ne m'attarderai pas sur Abderrahmane Ibn Rostom, ni sur Bologguin lbn Ziri si connu et laisse place pour Hammad qui a créé cet endroit si merveilleux qu'est la Qalaa ; pour le roi Abdelmoumen, né à Honaine, près de Tlemcen, qui a été le Calife de la dynastie des Almohades et dont le premier geste en tant que chef religieux a été de prier pour un juif parce qu'il était seul lorsqu'on l'enterrait. Abdelmoumen, qui régna sur toute l'Afrique du Nord et à qui nous devons les plus belles mosquées existant à ce jour en Algérie. Place aussi pour Yaghmorasan, fondateur de la dynastie des Zayyanide à Tlemcen qui, alors que sur un mode dithyrambique, on lui construisait une généalogie, eut ces mots en amazigh « rabbi yessen » pour dire : « Dieu sait ». Pourquoi tricher. Un petit espace encore pour Ephraïm En Kaoua, rabbin de la communauté juive de Tlemcen, notre Maïmonide, le savant juif de Cordoue....

Les autres, tous les autres, il me reste juste l'espace d'égrener quelques noms, avec cependant la même reconnaissance et considération que pour ceux et celles qu'il m'a été possible de plus amplement remémorer et invoquer. Et pour tous ceux et celles que, sans doute, j'aurais méconnus ou oubliés.

Bachus II, an 35 avant JC, roi de Mauritanie. Optat de Milev, né vers 320 à Mila. Ziri. Youcef lbn Tashfin. Ibn Tofail. Nacer de Béjaïa. Abû Zakariya, fondateur de la dynastie Hafside. Abu Hammou Moussa I et II. Ibn Khaldun Abderrahmane. Abû Zakaria Yahia Ibn Khaldun. Kheiredine Barberousse, Berlebey d'Alger. Ben El Cadi, roi de Koukou. Et tous ceux qui de l'emir Abdelkader à "Mohammed" Duval ont compris l'urgence d'institutionnaliser un État moderne.

ANNEXES

ANNEXE 1

L'ÉNERGIE : BIEN COMMUN DE L'HUMANITÉ

NOTE POUR UN ENSEMBLE MÉDITERRANÉEN FONDÉ SUR UN RENOUVEAU DE

LA POLITIQUE D'ACCÈS AUX RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

Note au Comité de Parrainage Politique de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed)

Décembre 2010.

L'objectif de cette note est de proposer une modalité de construction d'une communauté méditerranéenne, fondée sur un accès organisé aux ressources énergétiques. Le souci qui nourrit cette réflexion est celui de la réalisation d'une cohésion régionale dans un ensemble hétérogène, juxtaposant des espaces dont les dotations restent très différentes.

Le mot « population » renvoie à un groupe humain résidant sur un même territoire, voire sur l'ensemble de la planète. Il peut aussi s'appliquer à une partie de cet ensemble, selon des distinctions à caractères variables. En ce qui nous concerne, notre intérêt est d'œuvrer à la création d'un ensemble méditerranéen. L'un des constats le plus souvent fait est que les populations, autour de cette Méditerranée, ont obéi à des mouvements anciens, qui ont varié dans les formes mais n'ont jamais cessé. Les « politiques de population » ou d'« aménagement du territoire » ont parfois pu agir sur les formes mais pas sur l'existence de ces mouvements. C'est pourquoi nous pensons que toute réflexion doit intégrer cette variable fondamentale : Les mouvements de population en Méditerranée ne pourront ni être interrompus, ni même être freinés. Ils peuvent être organisés.

Aujourd'hui, ces mouvements de population ne correspondent pas simplement à des réalités économiques. Ils en sont d'autant moins maîtrisables. En effet, ce ne sont pas seulement les pays et les économies déstructurés qui génèrent des mouvements migratoires en direction de sociétés qui offrent une meilleure structuration sociale et donc une plus grande organisation de l'accès aux richesses. Nous vivons dans un contexte de mondialisation accélérée, favorisé par le développement des moyens de transport et d'information, les mobilités en sont devenues de plus en plus importantes. Comment espérer les freiner en Méditerranée ? La réalité nous impose d'observer et de prendre acte des pressions exercées par ces flux. Un nouveau droit s'imposera tenant compte de l'incontournabilité de ces mouvements et des droits légitimes des pays d'origine et des pays d'accueil.

En outre, afin de faire face aux besoins de ces populations, de nouvelles modalités d'occupation des sols et de gestion des ressources s'imposent. Car le moteur essentiel de ces mouvements a toujours été la quête de meilleures conditions d'existence qui a pris, historiquement, la forme d'une quête de l'eau, de terres arables mais aussi de métaux rares et de sources d'énergie. À la faveur de la combinaison de ces mouvements de population et du nécessaire accès à ces biens, des droits nouveaux émergent auxquels la communauté

internationale, et plus particulièrement en ce qui nous concerne, méditerranéenne, doit s'adapter. Que pouvons-nous dire des formes actuelles de cette combinaison population/ accès aux ressources ?

On note actuellement le développement d'un véritable Monopoly sur les terres arables, principalement en Afrique où les acteurs économiques arabes et asiatiques achètent des propriétés alors que les occidentaux, pour leur part, privilégient les concessions. Ces opérations ont à chaque fois nécessité des modifications des lois relatives au foncier.

Pour ce qui concerne l'accès aux ressources hydriques, on observe, à travers les batailles du Nil et de la Mésopotamie, l'annonce de guerres autour du droit à l'eau. Les conflits sur les territoires correspondent d'abord à la remise en cause des systèmes d'accès à cette ressource. Les codes internationaux relatifs à l'accès à l'eau doivent changer.

Dans le domaine des minerais et de l'énergie, on observe aussi que les conditions historiques d'accès à ces richesses (par la canonnière, la colonisation, la gestion déléguée..) s'essoufflent et, ce faisant, provoquent une instabilité qui nuit à la satisfaction des besoins légitimes des consommateurs mais aussi ceux des territoires et des peuples détenteurs naturels de ces biens.

Les expérimentations enregistrées en vue d'un maintien en l'étau de rapports de forces antérieurs, comme par exemple autour de la région des

Grands Lacs, dans le Golfe ou au Soudan, montrent donc actuellement leurs limites. Une réflexion en vue de la production de stratégies nouvelles doit et peut être d'ores et déjà engagée.

Il me semble que la communauté internationale doit faire évoluer le droit relatif à l'accès aux ressources rares, dont les ressources humaines qui doivent profiter au Nord comme au Sud. Il s'agit de faire ainsi reculer les conflits et de mettre en œuvre, de façon pratique, des politiques de coopération et de solidarité. La réflexion, dans ce domaine, doit être fondée sur le principe de l'assimilation de ces ressources à la catégorie « biens communs de l'humanité ». Une telle approche permettrait un accès transparent, libre à ces biens en contrepartie :

1— Bien évidemment, d'abord de la prise en considération et du développement de la capacité d'absorption et de satisfaction des besoins des populations des territoires recelant ces richesses.

2— Ensuite, la seconde condition nécessaire à la réalisation d'une telle stratégie, serait l'existence d'une politique de transfert des savoirs, d'une formation équivalente, entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, concernant l'exploitation de ces ressources.

3— Enfin, nous tenons à souligner la nécessité d'un partage équitable des processus de développement induits notamment industriels, pour chaque filière technologique concernée.

En conclusion, il s'agit, pour la rive nord, de changer les politiques de mobilité des personnes et des savoirs, alors que la rive sud doit changer le droit relatif à l'accès aux ressources, dont l'énergie. Nous pouvons, en effet, considérer que, en Méditerranée, les

inquiétudes suscitées par l'accès et la disponibilité de l'énergie, peuvent trouver leur résolution dans une complémentarité assumée entre les deux rives. L'Union Européenne a débuté avec la SEGA, l'Union Méditerranéenne peut, quant à elle, trouver sa pierre de touche en une nouvelle stratégie de l'énergie « bien commun de l'Humanité ».

ANNEXE 2

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LE PROCESSUS EUROMED

Note au Comité de Parrainage Politique de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed) 2010

Quinze ans après le Sommet de Barcelone de 1995, il est désormais admis par une majorité d'observateurs et d'experts que le processus de rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée est loin d'avoir donné les résultats escomptés. La convergence économique, pour ne citer qu'elle, demeure insuffisante car, malgré des performances appréciables des économies du Sud, la Méditerranée fait toujours partie de ces frontières qui séparent deux zones largement inégales en termes de prospérité, de développement humain et de respect des droits fondamentaux. Mais l'objet de cet article n'est pas de faire le bilan de ce que l'on désigne souvent par « l'Euromed » et de démontrer son échec. De nombreux travaux académiques existent déjà en ce sens et, d'ailleurs, l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed) réalise actuellement une synthèse des recherches les plus abouties en la matière.

LES GOUVERNANCES POLITIQUES AU SUD : UNE RAISON DE L'ÉCHEC DE L'EUROMED

Pour autant, il est nécessaire de réfléchir aux raisons de cet échec. Dans les discours habituels (et convenus), le manque de ressources financières allouées aux pays du sud et de l'est de la Méditerranée (PSEM) revient comme un leitmotiv surtout lorsque ces ressources sont comparées aux fonds structurels réservés aux pays d'Europe centrale et orientale (Peco) qui ont adhéré récemment à l'Union européenne (UE). Là aussi, des travaux existent qui, sans nier cette différence de traitement, mettent toutefois en évidence le fait que les ressources financières existent au sud et à l'est de la Méditerranée mais que le problème relève avant tout de leur mobilisation et de leur emploi pour mener à bien des projets à long terme. Par ailleurs, outre la question de l'aide financière européenne, le cavalier seul des pays du sud de la Méditerranée est souvent cité comme l'une des raisons des difficultés de l'Euromed. Le cas des pays du Maghreb, dont le regroupement régional, c'est-à-dire l'Union du Maghreb arabe (UMA) est en panne, en est la meilleure illustration. Comment espérer en effet qu'une dynamique économique régionale s'instaure quand les PSEM rechignent à commercer entre eux ?

Ces deux thèmes de l'insuffisance de l'aide financière européenne et de la division des PSEM sont très connus et servent de matière inépuisable aux innombrables colloques consacrés au monde méditerranéen. À l'inverse, d'autres causes sont analysées de manière moins fréquente et bien plus prudente. Il s'agit notamment de la gouvernance politique des PSEM. Un simple suivi attentif de l'actualité de la région ou bien encore une lecture des rapports d'organisations non-gouvernementales spécialisées dans la défense des droits de la personne humaine démontrent pourtant que cette gouvernance a beaucoup de progrès à faire ne serait-ce qu'en matière de respect des libertés individuelles. Des libertés qui conditionnent, faut-il le rappeler, la capacité des opérateurs économiques locaux à entreprendre et à œuvrer au développement de leurs pays. Et c'est cette même gouvernance

qui pose aussi problème dès lors que l'on interroge les investisseurs étrangers, ces derniers exigeant une visibilité ainsi qu'une prévisibilité à long terme : une demande légitime à laquelle des systèmes politiques loin d'être parfaits, ne sont pas capables de répondre de manière satisfaisante.

Pourtant, dans son approche à l'égard de ses rives sud et est, l'Union européenne feint de croire que c'est d'abord le développement des liens économiques — stimulés par la création de zones de libre-échange — qui va tout régler et que c'est grâce à ces liens que les pays concernés vont finir par s'inscrire dans une sorte de cercle vertueux menant du marché vers la démocratie. De leur côté, les gouvernements des PSEM insistent sur la spécificité de leurs pays, de leur histoire et de leurs cultures, et n'acceptent de droit de regard européen que sur leur capacité à réformer leurs économies et à les mettre à niveau. Cette position intransigeante peut expliquer pourquoi le projet final de l'Union pour la Méditerranée (UpM) s'est concentré sur les projets économiques, excluant de fait toute composante politique comme par exemple des délégations de souveraineté. RÉFLÉCHIR À LA « MISE À NIVEAU POLITIQUE »

Dès lors, la question qui se pose — en ayant toujours en tête la réflexion à propos de l'échec de l'Euromed — est de savoir s'il n'est pas temps de réfléchir aux aspects politiques du rapprochement entre l'Union européenne et les PSEM. N'est-ce pas parce que le volet de « mise à niveau politique » a été négligé — ou volontairement sous-dimensionné — que le processus de Barcelone patine et que le sud et l'est de la Méditerranée continuent de pointer aux derniers rangs en matière de développement humain ? Et pour répondre à cette question, il faut d'abord accepter qu'elle puisse être posée et donc reconnaître sa pertinence.

De fait, le point de départ d'une réflexion sur la question du lien entre gouvernance politique dans les PSEM et évolution du processus de rapprochement euro-méditerranéen doit d'abord trancher le point suivant : Doit-on ou peut-on considérer que les Pays du sud et de l'est de la Méditerranée ont besoin d'une gouvernance comparable — dans ses fondements — à celle des pays de l'Union européenne ? En d'autres termes, la réflexion liminaire pourrait être formulée ainsi : les populations du sud et de l'est de la Méditerranée partagent-elles les mêmes valeurs que leurs homologues du nord, ce qui, par conséquent les inciterait à espérer une gouvernance politique proche de celle qui existe au sein de l'Union européenne ?

On peut bien sûr répondre à cette dernière question par la négative. C'est d'ailleurs ce que l'on entend ici ou là dans les discours destinés à préserver, ou à justifier, le statu quo politique au sud et à l'est de la Méditerranée. C'est ce que cherchent aussi à défendre celles et ceux qui estiment que l'Occident est le seul détenteur de valeurs qu'il qualifie pourtant d'universelles. En mettant l'accent sur les différences de culture et de religion, on démontre ainsi que les populations du Sud sont, par essence, différentes de celles du Nord et que ce serait faire fausse route que d'affirmer qu'elles souhaitent une gouvernance politique comparable à ce qui existe en Europe.

Culturalisme, « différentialisme » alimentent cette ligne défensive qui prévaut aujourd'hui. C'est ce qui explique qu'un chef d'État européen en visite au Maghreb il n'y a pas si longtemps a déclaré que le premier des droits de l'homme était « de manger à sa faim » alors même que des militants locaux des droits de l'homme menaient une grève de la faim

pour protester contre le manque de libertés. Après une vaine tentative de réfléchir aux valeurs communes entre les deux rives de la Méditerranée — une démarche initiée à l'époque par le Commissaire européen Manuel Marin — l'Union européenne, du moins la Commission préfère désormais éviter de s'aventurer sur ce terrain. Les élections sont un exemple parfait du décalage entre l'ambition que l'Union européenne affiche pour certains de ses voisins à l'est et ceux du sud de la Méditerranée. Pour s'en rendre compte, il suffit d'avoir en tête le nombre conséquent d'observateurs que l'UE peut mobiliser pour un scrutin en Ukraine ou en Géorgie et de le comparer à la poignée symbolique de ses représentants déployés lors d'une élection présidentielle en Algérie, en Tunisie ou en Égypte. Un autre exemple, bien plus frappant, est celui des coups d'État. Au cours des derniers mois, l'Afrique semble avoir renoué avec ses vieux démons de par la multiplication de coups d'États militaires qui ont renversé des présidents démocratiquement élus. Dans la plupart des cas, l'Europe s'est illustrée par des protestations timides et une acceptation de fait de la nouvelle situation. « Real politic », diront les uns, « volonté de ne pas laisser la Chine ou les États-Unis renforcer leurs positions dans les pays concernés », ajouteront les autres : tout cela n'est pas nouveau. On sait que l'émergence de pouvoirs forts peut apparaître comme un moindre mal dans une zone de grande instabilité. Mais qu'en est-il à long terme ?

AIDER LES ÉLITES DU SUD ET DE L'EST DE LA MÉDITERRANÉE

Quel enjeu représenterait une réflexion sur les valeurs communes entre les pays européens et les PSEM ? La réponse est simple : menée jusqu'au bout, elle amènerait l'Europe à admettre que des thèmes tels que le respect de la liberté individuelle, la liberté d'expression, le droit à la propriété, le droit à la sécurité et le « droit à l'État de droit » ne sont pas des aspirations marginales au sud et à l'est de la Méditerranée et que, bien au contraire, elles sont des prérequis incontournables pour la réussite des réformes économiques et de l'arrimage des PSEM à l'Union européenne. Et il serait bénéfique aussi que les élites européennes admettent enfin qu'il s'agit aussi de convictions que partagent leurs homologues des PSEM.

Il faut d'ailleurs s'attarder un peu sur cette question des élites de ces pays et de la position ambiguë de l'Europe à leur égard. On doit bien comprendre que le décalage entre le discours des élites arabes — qui défendent les libertés — et les dirigeants arabes adoubés qui les restreignent, a fini par délégitimer le rôle de ces mêmes élites aux yeux de leurs peuples. En un mot, plus l'Europe tergiverse, plus elle privilégie le culturalisme et plus elle affaiblit les élites qui sont justement capables de favoriser la réussite de grands projets régionaux tels que l'euromed ou l'Union pour la Méditerranée. À ce titre, il est nécessaire de relever que le décalage entre les discours des élites et la réalité vécue par les peuples des pays arabes n'est pas une nouveauté. Déjà à l'époque coloniale, les élites du sud avaient compris que pour acquérir leurs droits fondamentaux, leurs peuples se devaient d'accéder à la citoyenneté. Et lorsque celle-ci sembla être à portée de main, la réaction des puissances coloniales fut d'accorder l'indépendance mais sans la confier aux élites légitimes mais plutôt à des dirigeants désignés issus des rangs de l'armée. Le cheminement politique et le destin de Ferhat Abbes illustrent on ne peut mieux ce rappel historique.

Et c'est à l'aune de ce besoin de droits fondamentaux qu'il faut examiner l'essor du phénomène des binationaux franco-maghrébins. Pour de nombreux Maghrébins, devenir citoyens français ou autre (britanniques, canadiens,...), c'est aussi accéder au « droit d'avoir

des droits », de se sentir protégé par des législations claires qui, officiellement du moins, écartent le fait du prince, l'arbitraire et l'abus de pouvoir. Il ne faudra pas s'étonner si, au cours des prochaines années, c'est au sein de ces diasporas franco-maghrébines que se développeront des mouvements revendicatifs à l'égard des pays d'origine, un peu à l'image de ce que fut l'Étoile nord-Africaine au nationalisme maghrébin dans les années 1920 et 1930.

L'EXEMPLE TURC

Dans les discours concernant la candidature de leur pays à l'Union européenne, le patronat et de nombreux intellectuels turcs ont coutume de dire que le « processus d'adhésion compte plus que l'adhésion. » Cette formule n'est pas qu'une simple boutade destinée à relativiser toutes les difficultés, passées et à venir, rencontrées par cette candidature. Elle résume le fait que nombre d'élites turques sont conscientes des effets positifs induits par les critères d'adhésion imposés par l'Europe. Ces critères sont en effet une pression permanente qui tire la Turquie vers le haut et l'oblige à se moderniser sans cesse. La modernisation dont il est question est bien entendu économique et financière. Mais elle est aussi politique. Ce qui suit peut surprendre ou même choquer mais c'est certainement en grande partie grâce à l'Europe et aux critères d'adhésion, les derniers en date étant ceux de Copenhague, que l'armée turque reste dans ses casernes et qu'elle ne cède pas aux tentations putschistes qui étaient les siennes durant les années 1980. Voilà un schéma qui rend songeur nombre d'élites du sud de la Méditerranée ! Car cette « pression positive » qu'exerce l'Europe sur la Turquie n'est pas ignorée dans les PSEM. Suivie avec attention, elle constitue même un benchmark ou un outil de comparaison à propos de ce que l'Europe souhaite pour les uns et les autres. Il est peut-être temps que cette « conditionnalité positive » s'applique aussi aux PSEM pour le plus grand bien de leurs institutions et de leurs gouvernantes.

ANNEXE 3

LETTRE OUVERTE AUX PARTICIPANTS DU G20

Le Nouvel Économiste

Février 2009

La crise financière est « une chance ». Au-delà des problèmes de liquidités interbancaires à assurer et des institutions financières à consolider, il va apparaître très rapidement que les réformes institutionnelles ne seront pas suffisantes pour la relance de l'économie mondiale.

RETOURNER À L'ÉCONOMIE RÉELLE

Les moteurs de la croissance passée de l'économie réelle qui étaient basées sur le surendettement des ménages américains, les déficits budgétaires des pays occidentaux et les rattrapages de croissance de l'Asie, ont trouvé leur limite.

Au mieux, nous aurons bientôt trouvé des solutions techniques aux problèmes de la sécurisation et de la fluidité de la circulation des monnaies. Nous aurons peut-être même trouvé un consensus politique pour réformer le FMI, la Banque mondiale, ce qui supposera sans doute de -partager, pour la première fois, l'écriture des règles mondiales avec de nouveaux acteurs, et pas seulement en Mie ; mais nous nous apercevrons que ce n'est pas suffisant.

OÙ SONT DONC LES RÉSERVOIRS DE CROISSANCE DE

L'ÉCONOMIE RÉELLE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE DEMAIN ?

D'une part, dans le changement de mode de croissance et le changement de mode de consommation en prenant en considération l'équilibre écologique du monde. D'autre part dans une nouvelle vision de la géographie et des espaces de solidarité : Les États-Unis ont un réservoir de croissance limité ; l'Europe vieillit et n'assure pas suffisamment le relais. Les pays de l'Est avancent à un bon rythme, mais insignifiant sur la croissance mondiale ; les Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine) doivent fuir la surchauffe et repenser en termes soutenables leur développement.

Reste la grande région du monde que constitue l'Euro-Afrique avec le Bassin méditerranéen comme pivot, d'autant que les nouvelles autoroutes de la mer, marchandises et gaz se croisent en Méditerranée et font de celle-ci un Hub majeur pour le XXIème siècle.

LE BEL AVENIR DE LA MEDITERRANEE

À l'évidence la Méditerranée peut ouvrir à l'Europe des espaces de croissance, et réciproquement l'ancrage des pays du. Sud à une Europe forte peut constituer une solution d'avenir.

Deux domaines, celui de la solidarité dans le travail et celui des solidarités des comptes sociaux justifient à eux seuls cette perspective de développement partagé au niveau du Bassin méditerranéen. La Solidarité dans le domaine de l'économie réelle constitue une chance pour les deux rives.

Il faut accepter que les frontières économiques de l'Europe soient transférées au sud du Maroc, au sud de l'Algérie, de la Tunisie, de la Libye et au sud de l'Égypte.

Il faut considérer qu'en 2040, la Méditerranée sera peuplée d'environ 1 milliard d'individus, moitié au Nord, moitié au Sud. Cela fait une masse critique permettant de compter face à la Chine et aux Amériques.

Il faut admettre que tout ce qui manque à l'Europe : l'énergie, les marchés, la main-d'œuvre, se trouve au Sud et que réciproquement tout ce qui manque au Sud : la gouvernance, les brevets, les modes d'organisation, se trouve sur la rive nord.

NE PLUS PARLER DE DELOCALISATION MAIS DE MUITI-LOCALISATION

Cette solidarité passe par un redéploiement de tous les appareils de production. 11 ne faut plus parler de délocalisation mais de multi-localisation. Les pays de la rive sud de la Méditerranée ne peuvent plus se satisfaire d'être considérés comme de simples marchés de consommation ou comme des lieux d'extraction de matières premières ou comme des lieux de délocalisation des industries à faible valeur ajoutée (chaussures, textiles, carrelages...)

Il faut créer au Sud des « Champions » ; faire revenir au plus tôt les cadres nord-africains qui se sont expatriés au Canada ou en Europe. 11 faut créer un modèle à l'Indienne avec des pôles de compétitivité dans les domaines de la pétrochimie, de l'agroalimentaire, des nouvelles technologies et de la santé. Cela passe par un déploiement de tous les systèmes productifs dans ce nouvel espace euro-méditerranéen enfin intégré.

Cette solidarité dans la production ne peut avoir que des conséquences très positives sur la croissance et le développement des emplois sur l'ensemble du continent européen.

Au-delà, les comptes sociaux des Européens pourraient être profondément et durablement équilibrés.

La solidarité Nord/Sud des comptes sociaux de ces pays permettrait un équilibre général et durable.

S'il y a des multi-localisations dans cet espace euro-méditerranéen, il est normal que les prélèvements sociaux des deux rives soient mutualisés.

Plutôt que de déplacer des travailleurs maghrébins, qualifiés ou non, il est plus sain de localiser la création de valeur ajoutée sur les deux rives de la Méditerranée. L'entraînement des économies du Sud aura un effet multiplicateur considérable sur les économies du Nord. Plus

les pays du Sud se développeront, plus ils se porteront acquéreurs de biens d'équipement, de savoir-faire, de brevets, des compétences en matière de recherche, etc. des pays de la rive Nord. Si nous savons mutualiser les prélèvements sociaux, le travail du Sud pourrait financer les retraites du Nord et les comptes santé pourraient être équilibrés au Nord comme au Sud.

Le New Deal de 1929 ne peut être que repensé à cette nouvelle échelle géographique de l'Euro Méditerranée. Tel est le projet fondamental qui justifie l'Union pour la Méditerranée.

ON SE REND COMPTE QUE LA REPRISE DE CROISSANCE N'EST POSSIBLE QUE SI, EN OUTRE, AU MOINS DEUX CONDITIONS SONT RÉUNIES :

— la réforme du système financier international (en cours) sans oublier d'inclure la BRI.

— la réforme de l'OMC qui n'est que le miroir des égoïsmes des nationaux et ne permet pas suffisamment aux solidarités régionales de s'exprimer.

ANNEXE 4

LA FUITE DES CAPITAUX EST LA CONSÉQUENCE DE LA PEUR DES GENS

Entretien avec Mohammed Hachemaoui

El Watan, 2008

Question : Plusieurs affaires de corruption ont éclaboussé ces dernières années le secteur bancaire algérien causant des pertes au Trésor public qui se chiffrent à plus de dix milliards de dollars. La recapitalisation des banques publiques a coûté par ailleurs à l'État, au cours de ces quinze dernières années quelques 25 milliards de dollars. Partant de là, quelle analyse faites-vous en tant que banquier d'affaires et ancien Gouverneur de la Banque d'Algérie du système bancaire algérien, de son cadre réglementaire et de ses logiques de fonctionnement ?

Abderrahmane Hadj Nacer : Ce qui est en jeu à travers la question de la corruption c'est la légitimité du travail, la nécessité de l'accumulation productive par l'effort par opposition à l'enrichissement illicite, brutal, rapide, sans contrepartie. La corruption est apparue en Algérie parallèlement à l'affaiblissement de l'État ; elle découle de la difficulté à mettre une responsabilité dans une adresse déterminée : désormais on ne sait plus qui fait quoi. Aujourd'hui, l'enrichissement rapide n'est plus sujet à caution : plus personne ne demande d'où vous vient votre fortune. Il y a eu ces dernières années comme une légitimation de l'enrichissement qui n'était pas nécessairement issu d'une accumulation légale. Cela est vrai, y compris pour ces gens qui sont descendus du maquis avec de l'argent. Il y a cette mentalité extraordinaire qui consiste à dire « ceux qui ont raté 1962 ne doivent pas rater la conjoncture actuelle ». Le phénomène de la corruption n'est donc pas spécifiquement lié au système bancaire mais se rapporte à l'État dans son ensemble : c'est le type d'État qui conditionne l'économie. Il faut, pour mieux en saisir le sens, revenir un peu en arrière. La prise de conscience de l'échec du modèle économique algérien est apparue en 1979/1980. Toutes les réformes qui ont suivi ont été fondées sur le postulat suivant : la réforme de l'entreprise amènerait l'efficacité économique. Le secteur bancaire, à l'instar de tous les autres, n'a pas échappé à ce schéma. On avait constaté, à juste titre, que la gestion centralisée des entreprises arrivait à bout de souffle, mais on ne tirait pas les bonnes conclusions : la faible efficacité de l'économie algérienne était due au mauvais fonctionnement des entreprises et aux interférences de l'administration centrale. On n'osait pas aller jusqu'au bout de la réflexion, poser le problème de l'organisation de l'État et de l'interférence du politique. Il a fallu attendre 1989 pour franchir le seuil de la Constitution et dire qu'il ne suffisait plus de réformer les entreprises mais qu'il fallait désormais réformer le système de prise de décision lui-même.

Revenons à présent au système bancaire qui est un excellent reflet du fonctionnement d'un pays. Le passage d'un système de gestion centralisée à un système de gestion décentralisée suppose la mise en place d'instruments de régulation très puissants. Ceci signifie donc le renforcement des capacités d'intervention étatique et non pas le dépérissement de l'État. D'où la nécessité d'avoir une banque centrale très puissante. Le problème aujourd'hui est le suivant : nous sommes tous d'accord sur la nécessité de renforcer l'État mais on n'a pas su se donner les moyens

de réaliser cet objectif. On a promulgué des lois sans réapprendre aux agents de l'État (c'est-à-dire aux fonctionnaires, aux décideurs de premier et de second rang) qu'elle allait être leur place dans le nouvel État. Le comble est que la place de ces derniers allait être beaucoup plus importante dans le nouvel État comparativement à celle qu'ils occupaient dans l'ancien dispositif étatique. En l'absence d'une telle mise à niveau des agents de l'État, ces derniers, perturbés, ont fini, non par approfondir leur capacité de gestion du système, mais par reprendre le contrôle. Je m'explique. En matière de banques, vous avez deux façons de réagir à un dérapage du système : soit vous renforcez la Banque centrale, la Cour des Comptes, l'Inspection Générale des Finances dans leur capacité de surveillance, de supervision et d'ingénierie, soit vous réagissez de façon brutale et vous dites je contrôle tout, et en contrôlant tout, l'État au premier avant-plan et se fragilise.

Est-ce le sens du tour de vis opéré par les autorités monétaires depuis la découverte de l'affaire Al Khalifa Bank en 2003?

C'est en gros le sens du tour de vis qui a été opéré. Et en même temps, l'État se fragilise parce que, chaque fois qu'il y a un scandale, et évidemment les scandales sont de plus en plus grands, c'est l'État qui est en avant. Or, quand vous avez un dépassement par rapport à la loi, il faut s'en tenir au cadre réglementaire, assumer la responsabilité là où celle-ci doit être assumée.

Mais est-ce que l'affaire Khalifa Bank n'a pas aussi dévoilé les failles du cadre réglementaire ?

Oui, l'affaire Khalifa a dévoilé des failles dans la législation ; elle a dévoilé les faiblesses des structures de supervision. Il ne s'agit pas là uniquement de la Banque centrale mais aussi de l'administration des finances, de l'IGF, de la Police. Tous ces services de contrôle n'ont pas tiré le signal d'alarme. Alors de deux choses l'une : soit leurs instruments n'étaient pas adéquats et il faut les renforcer, soit l'information a été donnée et n'a pas été prise en charge. Dans les deux cas de figures, ce qui est en jeu, c'est la capacité de l'État à faire face par le renforcement de ses instruments de régulation : par sa complexification, sa modernisation donc, et non par une gestion directe.

C'est dans ce contexte qu'un ancien ministre des Finances a déclaré que, de la façon dont elles fonctionnent, les banques algériennes sont une menace pour la sécurité de l'État. Qu'en pensez-vous ?

Je crois que tant que les dirigeants des entreprises, bancaires et autres, seront promus pour leur capacité à obéir plus que pour leur capacité à créer de la valeur, il n'y aura pas d'efficacité économique. Or le grand problème depuis 1980 est d'empêcher le politique d'intervenir dans la gestion des entreprises publiques. Il faut avouer que vingt-cinq ans plus tard, l'échec est total. La question est toujours la même : comment renforcer l'État en l'empêchant de gérer directement, au quotidien, toutes les petites mesures nécessaires aux entreprises ? Ce problème, on ne l'a pas résolu.

Face aux risques de crises systémiques, la réaction qui a consisté à agir brutalement par la gestion directe des banques publiques et par la quasi-interdiction de banques à capitaux privés algériens, et même plus par l'interdiction implicite du métier de

banquier aux algériens, peut conduire à la perte de contrôle du système bancaire au profit de grands acteurs étrangers. Ce problème est résolu dans tous les pays en rendant transparent l'acte de propriété (d'une banque) et l'acte de client (dans la banque), et non par l'interdiction. Des États-Unis à la Tunisie, ce problème est réglementé sauf en Algérie.

Par conséquent, la menace ne vient pas des banques mais de ce système où vous ne pouvez pas avoir de banquiers privés algériens sous prétexte des risques de scandales et de corruption bancaire, et où les banques publiques sont mises en danger en raison des logiques politiques qui, objectivement, les empêchent d'exercer normalement leur métier. Le grand danger ne vient donc pas des banques algériennes mais de la gestion politique de l'économie algérienne.

Est-ce pour ces raisons que les gros industriels privés algériens n'ont pas, comme cela s'est produit ailleurs suivant une logique capitaliste bien connue, constitué des banques privées ?

Effectivement, l'histoire économique montre que la constitution des banques intervient juste après celle du capital pour multiplier la richesse. Aujourd'hui en Algérie, les groupes privés ne peuvent pas faire fructifier leur agent en mettant en place des institutions financières, au demeurant utiles à la communauté. Le cas algérien est assez unique : il n'y a pas un seul exemple dans le monde où l'on ait interdit l'émergence d'un secteur institutionnel bancaire privé. Je voudrais dire ici quelque chose de très politique : comme disait Napoléon, "la politique, c'est l'argent qui sert à payer la troupe laquelle sert à mater le peuple." On ne peut pas régner aujourd'hui dans un pays si l'on n'a pas d'un côté une police et une armée et de l'autre un secteur bancaire capable d'assurer l'autonomie du financement de l'État. Or en Algérie, et de façon paradoxale, on interdit la capacité de financement interne pendant que l'on accroît la capacité extérieure de financement en permettant aux étrangers de venir s'installer, d'avoir une position dominante dans le secteur bancaire — un secteur, rappelons-le, aussi stratégique que l'Armée.

La chose mérite d'être soulignée : l'Algérie est le seul pays qui n'organise pas l'émergence d'une classe d'entrepreneurs qui représente, tout de même, la base alternative à la rente. En Tunisie, on a créé une classe d'entrepreneurs économiques par secteur bancaire interposé. Le résultat est visible sinon impressionnant. Au Maroc, le Makhzen a assuré sa propre reproduction par l'intermédiaire du secteur bancaire. Les secteurs bancaires tunisien et marocain reflètent par ailleurs parfaitement les choix politiques de leurs pays respectifs. Le secteur bancaire algérien avait reflété dans le passé les choix politiques de l'État puisqu'il s'agissait de pomper le maximum d'argent disponible à l'intérieur comme à l'extérieur du pays pour financer les projets de développement du capitalisme étatique. L'absence, dans l'Algérie d'aujourd'hui, de stratégie bancaire et l'apparition brutale et sans contrepartie du secteur bancaire étranger montrent qu'il n'y a pas de projet d'émergence d'une classe d'entrepreneurs, ni même d'un projet politique.

Un grand politologue spécialiste de la région a dit que le secteur privé arabe restait à privatiser. N'est-ce pas le cas en Algérie ?

C'est totalement vrai. Le plus difficile n'est pas de privatiser les entreprises publiques mais de privatiser la culture d'entreprise du secteur privé. Le privé qui est né en Algérie à l'ombre du secteur public sait gérer une rente, un monopole, il ne sait pas gérer la compétition. Si l'État n'a rien fait pour assurer la mise à niveau du secteur privé, ce dernier n'a rien fait, lui non plus, pour faire face aux défis posés par la pénétration des produits européens, sa seule revendication étant le maintien de protections douanières ou autres.

L'État a alloué un budget de 80 milliards de dollars à la dépense publique pour soutenir la croissance économique par l'investissement dans les infrastructures, les travaux publics, l'habitat, etc. Quelle appréciation faites-vous de ce choix économique ?

La relance de l'économie d'un pays par les infrastructures est évidemment une bonne idée. Les économies européenne et américaine ont procédé de la sorte pour favoriser la création de l'emploi, de la valeur ajoutée, de la croissance économique. Est-ce le cas en Algérie ? Les économistes jugeront ex-post : est-ce que l'investissement étatique dans les infrastructures a profité à l'économie algérienne ou aux entreprises chinoises ? Je ne veux pas stigmatiser les Chinois mais telle est la vraie question en économie. En général, il y a toujours une réflexion qui sous-tend un plan de relance économique. Faire une autoroute, c'est de l'industrie : quel type de politique industrielle y a-t-il par conséquent derrière le projet de construction ? Quel choix technologique ? Ce type de réflexion doit être relié aux capacités du pays en termes d'absorption, de suivi des dépenses, de profits attendus, etc. Nous n'avons pas l'impression que cette réflexion préalable a vraiment été engagée en Algérie. Cette lacune coûte cher au pays. Les pays qui se respectent n'achètent jamais sans contrepartie mais toujours selon un contrat offset. Avant d'acheter les fameux chars Leclerc, les Émirats Arabes Unis ont négocié un « offset program » avec les Français et obtenu d'eux que 60% dudit programme fasse l'objet d'un développement local. Ce type de démarche est absent en Algérie. Ce qui semble important chez nous, c'est d'avoir des logements ici et maintenant et non que les Algériens soient capables de construire eux-mêmes leurs logements. Ce recours ne peut se justifier qu'en cas d'extrême urgence : catastrophes naturelles par exemple. S'il faut mettre deux fois plus de temps pour construire un logement ou une route, il faut alors le faire car c'est là le prix à payer pour gagner un savoir-faire. La question qui se pose aujourd'hui est par conséquent celle de savoir quel profit va en tirer l'économie algérienne en termes d'organisation, de capacités de production et de reproduction.

Selon une étude récente de la Banque mondiale portant sur le taux de productivité par pays, l'Algérie — pays qui a consacré ces vingt dernières années 35% de son PIB à l'investissement — arrive à la 85éme place sur 93 pays étudiés, loin derrière la Tunisie — pays qui n'a pas les ressources financières pour investir autant que son voisin algérien — qui se classe au 15e rang mondial (devant Israël qui vient à la 19 'place). Ne sommes-nous pas en train de refaire les mêmes erreurs du passé en renouant avec l'investissement public ? Pourquoi les "performances" macro-économiques du pays ne parviennent-elles pas à générer des performances micro-économiques ?

Vous touchez là un point essentiel. Pour simplifier, la différence entre un pays développé et un pays sous-développé réside dans la capacité d'ingénierie et d'accumulation. Pourquoi n'accumule-t-on pas de savoir-faire en Algérie ? Pourquoi refait-on les mêmes erreurs ? Comment se fait-il qu'il y ait un processus d'apprentissage en Tunisie et pas en Algérie ? Je répondrai par une image très forte : la suppression du Ministère du Plan. Le bureau d'étude de

l'Algérie avait deux antennes : le Ministère du Plan assurait la cohérence des décisions économiques et le Secrétariat Général du Gouvernement, celle des textes. Pourquoi a-t-on supprimé le ministère du Plan ? Comme tous les convertis, nous sommes entrés dans l'économie de marché avec l'idée que le libéralisme signifiait l'absence de plan. C'est une erreur fondamentale parce qu'il y a des institutions de planification dans tous les États libéraux. Qu'on appelle cela commissariat de prévision ou Institut de planification est un problème de terminologie. Par ailleurs, on a obéi de façon inconsidérée aux injonctions de la Banque mondiale, du FMI et des amis — de gauche et de droite - d'outre-mer, lesquels avaient un objectif bien précis, celui d'affaiblir l'Algérie. C'est un renoncement à la souveraineté. D'ailleurs, à l'image de ce qui s'est passé pour le Ministère du Plan, les capacités d'ingénierie dans les secteurs où l'Algérie jouissait, et devrait jouir d'un avantage comparatif certain, ont disparus, comme la liquéfaction de gaz, les ISMEE, la pétrochimie...

Je voudrais citer l'exemple des États-Unis. Dans cette patrie du libéralisme économique, une loi oblige tous les États fédéraux à réserver 25% des contrats publics aux PME américaines. Il ne s'agit pas d'un protectionnisme rentier. Il s'agit d'un patriotisme économique qui n'est pas contradictoire avec la nécessaire compétition des entreprises entre elles. C'est ce que l'on attend d'un pays comme le nôtre : on ne peut pas, sous couvert de libéralisme, ne pas se doter d'un système qui favorise les entreprises nationales publiques et privées.

Pourquoi, en dépit de son aisance financière, le niveau des IDE (investissements directs à l'étranger) en Algérie demeure faible ? Pour attirer les capitaux, certains proposent la convertibilité du dinar et la fin du contrôle des changes. Qu'en pensez-vous ?

La décision de convertir le dinar est une question strictement politique dans laquelle tout débat technique s'avère oiseux. La convertibilité assure une certaine transparence ; être contre la convertibilité, c'est être contre la transparence. Dans notre pays, le contrôle des changes est strict. Le résultat est que tous les comptes sont faussés. Les services, du fait de l'interdiction de leur importation, sont facturés dans les marchandises. De ce fait, le prix des marchandises n'est pas représentatif du prix réel de celles-ci puisqu'il inclut celui des services. Plusieurs conséquences en découlent : la première est qu'on ne sait désormais plus décomposer un prix ; la seconde est que nos prix ne peuvent pas être compétitifs à l'échelle mondiale. D'où le refus de la liberté des changes. Par ailleurs, on sait pertinemment que dans la rue, le dinar a une valeur relativement stable et qui n'est pas, du reste, très loin du taux de change officiel. Pourquoi ne pas aller alors à la convertibilité du dinar et sécuriser les Algériens ?

Ceux qui rejettent la convertibilité du dinar avancent l'argument de la fuite des capitaux qu'une telle mesure entraînerait immanquablement selon eux.

J'ai du mal à comprendre cet argument puisqu'on a la possibilité d'acheter les devises au Square Port Saïd juste en face de la Banque d'Algérie. C'est au contraire le refus de la convertibilité du dinar qui installe l'insécurité et pousse à la fuite des capitaux. Voilà qui nous amène à votre question sur les investissements. Les IDE faiblissent lorsqu'il y a insécurité. Contrairement à une idée reçue, la sécurité pour l'investisseur ne se rapporte ni aux vols ni aux maquis mais à la capacité d'anticipation sur dix ans. La question que se pose un

investisseur étranger est la suivante : est-ce que le système ne va pas trop changer en dix ans afin que je puisse sécuriser mon argent ? Cette sécurité-là n'a pas de prix. On peut toujours se doter de gardes du corps mais on ne peut pas mettre en insécurité l'argent qu'on investit dans un pays pour développer telle ou telle activité. La deuxième condition nécessaire à l'attrait des IDE se rapporte à la bureaucratie : les investisseurs veulent avoir affaire à des guichets qui règlent des problèmes et non à des guichets qui créent des problèmes. Ces deux aspects de la bureaucratie et du taux de change renvoient à l'idée de la sûreté que dégage ou pas, l'environnement.

Mais il y a un troisième aspect fondamental : l'étranger ne viendra investir que lorsqu'il verra les nationaux investir sur place. Car la meilleure garantie qu'il puisse obtenir est précisément que les nationaux croient en cet environnement. Qu'est-ce qu'on constate aujourd'hui ? Je vous donnerai des statistiques relativement fiables concernant le Maghreb. Aujourd'hui, le stock de l'épargne des Maghrébins en Europe est estimé à 100 milliards de dollars dont on peut dire que la moitié est détenue par des Algériens. Par ailleurs, le flux net — incluant donc les investissements — s'oriente, aujourd'hui, du Maghreb vers l'Europe, et représente 7 milliards de dollars dont la moitié est à peu près constituée de capitaux algériens. Si vous avez plus d'investisseurs algériens en Europe qu'en Algérie, c'est qu'il y a problème. Cette fuite des capitaux n'est pas due à l'absence d'opportunités d'affaires, celles-ci sont mêmes plus nombreuses et plus lucratives ici que de l'autre côté de la Méditerranée. La fuite de ces capitaux est la conséquence de la peur des gens, de leur incapacité à se projeter dans l'avenir. Or, la règle essentielle pour un investisseur est de pouvoir anticiper l'avenir.

Vous avez eu à superviser en tant que banquier d'affaires plusieurs dizaines de privatisations d'entreprises publiques dans différents pays. Quelle appréciation faites-vous des opérations de privatisation réalisées ces dernières années en Algérie ?

La privatisation n'est pas un fétiche qui résout en soi le problème du fonctionnement compétitif d'une économie. Il y a eu, il est vrai, une grande vague de privatisations au lendemain de la chute du Mur de Berlin, particulièrement dans les pays de l'Europe de l'Est. La mode, depuis, est à la privatisation dans les pays du Sud. Le rééchelonnement a toujours servi, sous couvert d'efficacité économique, de prétexte pour obliger les pays à privatiser. Est-ce pour autant qu'il faille considérer la privatisation comme le mode opératoire unique ? C'est là où nous péchons : ce n'est pas parce qu'une privatisation a réussi dans un pays qu'il faut la copier. Nos amis tunisiens, soucieux de maximiser les rentrées budgétaires de leur État, ont toujours vendu excellemment et plus cher qu'ailleurs. Leur politique en la matière ne se réduit cependant pas seulement à ce critère budgétaire, elle intègre une réflexion sur la stratégie économique et industrielle du pays.

Quid de l'Algérie ? Faut-il vendre les entreprises publiques pour gagner de l'argent ? Je crois qu'il faut, premièrement, tenir compte des expériences de privatisation menées dans le monde — y compris en France où certaines privatisations font aujourd'hui l'objet d'une renationalisation — ; deuxièmement, tirer profit du caractère de l'Algérie. L'Algérie n'est pas un pays du milieu ; son peuple ne sait bouger qu'en présence de grands défis. Quel est donc ce grand défi qui pourra nous mobiliser ? Le défi de l'Algérie n'est pas l'argent : nous avons, selon les définitions, entre 60 et 70 milliards de dollars en caisse aujourd'hui. Par conséquent, si nous privatisons, ce n'est donc pas pour accroître les revenus de l'État ou les encaisses du Trésor

public. Pourquoi devrions-nous vendre alors ? La privatisation devrait être motivée par la recherche de l'efficacité économique. À mon avis, il faut commencer par analyser les besoins de l'Algérie qui sont : l'emploi, la formation professionnelle, la maîtrise des technologies, l'intégration positive dans la mondialisation. Partant de là, comment pourrions-nous envisager la privatisation ? Je crois qu'il faut oublier les appels d'offres classiques et chercher plutôt les partenaires dont on a besoin dans les secteurs où l'Algérie possède des avantages comparatifs concurrentiels : les ISMEE, les NTIC, l'Agroalimentaire, la Chimie-Pharmacie et bien sûr les filières pétrolières et gazières.

Exemple : au lieu de vendre la SNVI (Rouiba), il faut aller chercher le meilleur partenaire qui existe dans le monde dans le domaine des véhicules industriels. Il faudrait, le cas échéant, contacter VOLVO, SCANIA, MAN, etc…et discuter avec ces constructeurs, non sur le prix de la SNVI, mais sur les conditions qui nous permettraient de devenir leur partenaire en fonction d'un certain nombre de critères comme le type de technologie qui sera implantée, la formation nécessaire pour réaliser la mise à niveau, la position du site algérien dans la stratégie mondiale du développement du véhicule industriel. Dans ce cas de figure, peut-être nous faudra-t-il contribuer avec de l'argent plutôt que d'en recevoir pour que l'Algérie devienne, par le biais du site de Rouiba, l'une des positions clé du développement mondial du véhicule industriel. Comment intégrer l'Algérie dans la stratégie de développement de tel ou tel constructeur mondial ? C'est une négociation industrielle. Le partenaire étranger aura ici des conditions à poser — qui ne sont pas que d'ordre financier — lui permettant d'assurer sa sécurité dans l'intégration du pôle algérien à sa propre stratégie mondiale. Voilà pourquoi je considère la privatisation comme une capacité de négociation de l'Algérie dans un schéma industriel mondial plutôt que comme la vente passive de sites à un opérateur industriel étranger majeur qui, lui, va intégrer l'Algérie à sa propre vision — qui n'est d'ailleurs pas nécessairement celle d'une dynamique productive. Après le démantèlement de Deawoo en Corée du Sud, l'acquisition de sa branche de véhicules industriels devenait une perspective intéressante dans laquelle l'Algérie aurait pu être un compétiteur, sinon seul, du moins en association avec un grand groupe international. Pour rappel, Deawoo voulait acquérir la SNVI Rouiba pour y produire 15000 camions, et faire donc de l'Algérie un pôle clé non seulement pour le Maghreb et le monde arabe mais aussi pour l'Afrique et une partie de l'Europe. Au lieu d'attendre, il aurait fallu aller acheter la société mère et négocier avec elle l'intégration de l'Algérie dans une stratégie industrielle mondiale.

Ceci est vrai pour les véhicules industriels comme pour tous les autres secteurs. Dans le secteur du transport aérien, pour prendre un autre exemple, les opérateurs voient clair dans toutes les zones sauf au Maghreb qui s'apparente à un trou noir. Les opérateurs internationaux — principalement, pour ce qui nous concerne, les deux grandes alliances européennes Sky Team (de Lufthansa) et Star Alliance (d'Air France), d'un côté, et de l'autre les Émiratis de Qatar Airways et Emirates (qui sont en fait des Anglais déguisés) — savent qu'il y a des positions stratégiques à prendre au Maghreb. Car, le Maghreb, ce n'est pas la cinquantaine d'avions d'aujourd'hui mais les 200 avions de demain. C'est donc un marché plus important que celui de la Turquie qui n'est pas pris en charge. C'est un marché qui a, par ailleurs un positionnement assez intéressant sur les routes du sud, entre l'Afrique et le Moyen-Orient d'une part, et sur les routes africaines appelées à se développer avec l'émigration, de l'autre. Il se trouve que l'Algérie est au centre de gravité de cette configuration. C'est là un argument important à faire prévaloir dans le cadre d'une privatisation conçue à l'aune d'une stratégie d'intégration industrielle.

Bref, il faut changer de démarche, être offensif, aller vers le marché, ne pas attendre l'arrivée des opérateurs étrangers. On peut faire beaucoup plus que privatiser en allant faire ses courses à l'étranger. La démarche que je préconise en tant que banquier d'affaires donnerait par ailleurs beaucoup d'assurances aux opérateurs internationaux qui verraient l'Algérie comme un partenaire industriel intégré et non plus comme un partenaire passif qui va leur poser des pièges en termes d'accès difficile au foncier, de charges fiscales, de corruption. La démarche dynamique considère que le matelas de devises dont dispose le pays actuellement (60 à 70 milliards de dollars) nous permet d'acquérir des positions-clé dans les domaines technologiques qui nous concernent dans l'immédiat et dans l'avenir proche. Nous pouvons devenir des acteurs internationaux en allant acquérir à l'étranger les sociétés qui ont la maîtrise de la technologie que nous n'avons pas développée en Algérie. Nous avons intérêt, pour ne pas reperdre le temps nécessaire à la formation de nouvelles compétences nationales, à acheter — tant que nous en avons encore les moyens — des entreprises ou à prendre des positions stratégiques dans celles-ci, et tirer profit des effets induits de ce type d'opération en termes d'achat de nouvelles technologies, d'acquisition d'une culture d'entreprise, de formation, etc. La mise en place de ce cadre contribuera à donner de l'espoir à nos élites qui évolueront dans un environnement international et inscrire l'Algérie comme un acteur actif et non plus passif de la mondialisation.

Dans tous les cas de figure, les IDE en Algérie vont produire leurs effets à cours terme. C'est-à-dire que l'Algérie devra faire face à des exportations de capitaux relatifs à la distribution des dividendes. Ce sont nos propres IDE, notre participation à la mondialisation en tant qu'acteur capitaliste qui nous procureront les revenus stables et un accès à la technologie et à la décision mondiale. Dans ce contexte, toute position que possède l'Algérie à l'extérieur doit être sauvegardée, quel qu'en soit le prix, notamment dans le secteur bancaire. C'est dans les moments difficiles de négociation internationale, de faiblesse des balances de paiement, de chantage alimentaire qu'on apprécie l'importance de ces positions. Ce fut le cas de 1986 à 1995.

Prenons un exemple plus vital encore : dans le domaine du gaz, encore plus que pour le pétrole, l'Algérie devient tin acteur majeur pour l'Europe. L'Europe comme l'Algérie ont besoin d'être sécurisés. C'est la raison pour laquelle ma préconisation, en tant que banquier d'affaires, est celle d'une participation croisée dans les sociétés du domaine, qui interviennent en Algérie. Cela nous permettra, en tant qu'Algériens d'être rassurés quant à la bonne exploitation de nos gisements, de participer au développement de la filière technologique en amont et en aval tant en Algérie qu'à l'étranger avec une répartition plus équilibrée de la valeur ajoutée. Cela devrait rassurer nos partenaires étrangers puisque, d'abord, ils seraient partenaires et ensuite ils auraient accès aux puits, en notre compagnie. En attendant, comment se profile aujourd'hui le "capitalisme" algérien ?

Le capitalisme algérien ressemble peu ou pas du tout au capitalisme classique. Il y a très peu de capitaines d'industrie en Algérie. Un capitaine d'industrie, par définition, est celui qui se projette dans le temps sur plusieurs dizaines d'années — pour lui-même et pour les générations qui le suivront — avec une volonté de s'inscrire dans l'histoire, de transmettre un patrimoine et du savoir-faire. Or, il est très difficile, dans l'Algérie d'aujourd'hui où l'environnement est de courte durée, de s'inscrire dans l'histoire : face à la difficulté de savoir comment va évoluer le régime politique, les gens font des coups.

Quelles sont les conditions d'émergence d'une économie performante ?

Je retiens pour ma part quatre conditions nécessaires à l'émergence d'une économie performante. Il n'y a pas d'économie performante sans démocratie : les sociétés humaines n'ont pas inventé meilleur système que la démocratie qui libère les énergies. On ne peut construire un développement durable sans une bonne connaissance de la sociologie et de l'anthropologie du pays : on ne construit pas un pays sur une table rase. On voit bien que les pays qui avancent sont ceux qui tiennent compte de leur histoire et de leur culture. Il n'y a pas de liberté économique sans État fort. On ne peut pas avoir de gouvernance (c'est-à-dire une gestion selon les standards internationaux de fonctionnement d'un État) sans l'émergence des élites. Or, pour faire émerger une élite, il faut au moins deux générations. L'Algérie n'a pas su assurer la transmission du savoir-faire entre les générations, particulièrement ces quinze dernières années : une grande partie des élites a fui le système par le biais de l'exil ou de la retraite sans qu'elle ait eu le temps de transmettre son savoir-faire aux nouvelles générations. L'Algérie n'est cependant pas le seul pays à être confronté à ce problème. La Corée du Sud a su relever ce défi en rapatriant ses élites au cours des années 1950. Le gouvernement iranien a su, lui aussi, trouver la formule adéquate pour faire revenir les élites qui avaient fui le pays au lendemain de la révolution islamique. Personnellement, je mesurerais l'efficacité d'un gouvernement par sa capacité à réintégrer les élites qui sont à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

ANNEXE 5

UN SYSTÈME DE DESTRUCTION DES VALEURS SE REPRODUIT À L'INFINI

Entretien avec Florence Beaugé Le Monde — 2002

Vous avez été gouverneur de la Banque centrale d'Algérie pendant trois ans. Au cours de la dernière décennie, l'Algérie est passée d'une économie socialiste à une économie libérale. Quel bilan faites-vous de ce changement ?

Ce qui manque pour pouvoir dresser un tel bilan, c'est une administration économique, or celle-ci n'existe plus en Algérie. Au lieu de se contenter de changer le mot « plan », dans les années 1993-1994, quand on l'a trouvé inadapté, on a supprimé l'instrument lui-même. On s'est donc privé d'une expertise indispensable, qui permettait de se projeter dans l'avenir sur le plan économique.

Ce qui manque aujourd'hui en Algérie, c'est la réflexion, la cohérence et la compétence. Résultat : nous avons beaucoup d'argent, mais aussi beaucoup de chômeurs. Si on prend l'exemple du bâtiment, on constate qu'on a lancé toutes ces dernières années de nombreux programmes en matière de logements, des barrages, des routes, etc. Mais qui en a profité ? Pour l'essentiel, des entreprises étrangères ! En l'absence de cadre régulateur et sous prétexte d'efficacité économique, celles-ci ont en effet tout importé, matières premières et main-d'œuvre. Il n'y a eu aucun effet multiplicateur dans le pays.

Dans un autre secteur majeur, celui de l'eau, on risque une crise dramatique vers la fin du mois de février, s'il n'a pas plu d'ici là. On risque de mourir de soif à Alger, et pourtant, le barrage de Taksebt, à 130 kilomètres de là, en Kabylie, est rempli d'eau. Le problème est qu'il n'y a pas de canalisations pour acheminer et exploiter cette eau ! Pourquoi ? Parce que depuis quatre ans, on n'a toujours pas tranché quant à la méthode d'attribution des marchés ! L'absence d'administration économique, le manque d'experts, l'incompétence, et la gestion de la rente dans le court terme, tout cela conjugué fait qu'un système de destruction des valeurs se reproduit à l'infini en Algérie. Il nous aurait fallu un État d'autant plus fort que nous avancions sur la voie du libéralisme, or c'est le contraire qui s'est produit.

Des fortunes colossales sont apparues ces dernières années en Algérie, alors que la majorité de la population, elle, sombrait dans la misère. Comment analysez-vous ce phénomène ?

Il s'agit d'un phénomène de transition et ce n'est pas le problème majeur. Ce qui est beaucoup plus gênant, c'est que l'absence de système de régulation ne permet pas l'apparition de « bons riches », multiplicateurs d'emplois et générateurs d'une classe moyenne, essentielle à la stabilité d'un pays. Mais, en Algérie, le système politique est tel qu'il ne supporte pas la moindre organisation de la société en dehors de lui. Le patronat lui-même n'arrive pas à prendre conscience qu'il lui faut s'institutionnaliser, acquérir une expertise et participer à la remise en perspective de l'économie du pays.

Le secteur des hydrocarbures n'a jamais autant rapporté de devises à l'Algérie. Où passe donc tout cet argent ?

L'appareil productif étant cassé en Algérie, l'essentiel de la manne pétrolière sert à nous approvisionner à l'étranger, sans que nous fassions d'efforts à l'intérieur, pour assainir et accroître notre production. Nous importons tout, l'économie algérienne est devenue une économie passive. En dehors des services et de la distribution au sens primaire du terme, nous ne produisons plus rien, et cela promet d'empirer encore.

Prenez l'exemple de l'usine de camions de Rouiba, près d'Alger, d'une bonne capacité de production. Étant donné qu'aucun effort n'a été entrepris pour améliorer les choses et anticiper, notamment, les conséquences des accords récemment conclus avec l'Union Européenne, il sera bientôt moins cher de s'approvisionner en véhicules industriels à l'étranger plutôt qu'à l'usine locale. Et cela est valable dans tous les secteurs en Algérie. Qu'est-ce qui bloque pour que le pays sorte de l'impasse ?

Chacune des catégories qui constituent l'Algérie d'aujourd'hui revendique sa part du gâteau. Mais les unes et les autres n'ont toujours pas abordé franchement cette question du partage, voilà ce qui bloque. Tant que ces « ayants-droit » n'auront pas résolu ce problème, le système politique sera paralysé.

Il s'agit donc, ni plus ni moins, d'un problème de « bakchich » ?

Le bakchich, en fin de compte, ce n'est qu'un impôt. S'il finit par engendrer des richesses qui, à leur tour, produisent et créent des emplois, cela équivaut à une redistribution de revenus. Si, en revanche, c'est de l'épargne qui sert à l'investissement à l'étranger, c'est du parasitage. Or c'est ce qui se produit avec l'Algérie, qui dispose de 20 milliards de dollars de réserves [près de 23 milliards d'euros], mais ce n'est pas un signe de bonne santé. Ces sommes sont entreposées dans des banques étrangères et ne servent pas à l'investissement en Algérie, mais au monde extérieur.

Que prônez-vous, pour votre part, pour une sortie de crise ?

Il faut avant tout rétablir la confiance, et cela passe par une justice qui fonctionne et l'établissement d'un État de droit. Alors, tout le reste ne sera plus qu'un problème technique !

ANNEXE 6

LES DÉFIS DE LA CRÉATION D'UN FONDS SOUVERAIN EN ALGÉRIE

Revue d'Économie Financière

Hors série 2009

Les fonds souverains développent trois types d'approche. Entre la première, de pure spéculation financière, dite de « Stock-Picking » exploitant les opportunités boursières et la troisième, de positionnement stratégique, instrumentalisant ces fonds publics pour conquérir des positions dans le monde et être incontournable dans les négociations internationales ; il existe une solution intermédiaire ; l'Algérie, si elle avait eu à se doter d'un fonds souverain, se serait rapprochée de cette stratégie intermédiaire développée avec sagesse et succès par les Norvégiens et Warren Buffet : investir dans l'économie réelle à partir d'une vision industrielle à long terme, en prenant en compte les besoins réels des populations du monde, dont la protection de l'environnement, l'équité sociale, le développement humain et durable. C'est dans le sens de l'itinéraire historique de l'Algérie et d'une réappropriation par ce pays de ses idéaux et ambitions à la faveur de la déconstruction reconstruction du monde actuel que signale la crise économique internationale.

Ce nouveau puzzle à l'échelle mondiale a besoin de nouveaux acteurs. Si l'Algérie s'était dotée d'un fonds souverain, elle se serait mise en position d'accélérer le dépassement des trois obstacles majeurs qui l'handicapent, au plan national et international : l'absence de politique industrielle, la perte de ressources humaines et surtout l'inadéquation de la culture d'entreprise qui sous-tend l'acte de gestion et de production, qu'il soit administratif, financier ou économique. La décennie 90 a imposé ses priorités à l'Algérie, faisant du rétablissement de la paix civile un objectif bien supérieur au rectificatif ou au maintien d'un ordre économique quelconque. A ainsi fait défaut une politique industrielle entendue dans le plein sens du terme : industrie manufacturière, industrie financière et services au sens large. L'Algérie a implanté des segments, des bouts de stratégie industrielle mais ne s'est pas assurée d'une véritable politique industrielle. Par ailleurs, les pertes en ressources humaines, connaissances, compétences et savoir-faire ont atteint des proportions donnant à penser qu'il faudrait des dizaines d'années pour réinstaurer des niveaux comparables à ceux avec lesquels l'Algérie comptait dans les années 70 — 80. Enfin la culture d'entreprise a localement régressé et s'est totalement déphasée par rapport aux normes selon lesquelles, dans le monde, se conçoivent et s'exercent le rapport au travail, la responsabilité, l'organisation, la gestion, la discipline, l'efficacité...

Si elle avait disposé d'un fonds souverain, judicieusement investi dans des entreprises internationales, l'Algérie aurait pu avoir accès aux capacités techniques et managériales, aux systèmes, technologies et savoirs nécessaires à son développement, tout en offrant d'énormes opportunités pour le développement externe des entreprises étrangères acceptant ce partenariat.

L'Algérie n'a plus la capacité de gérer un programme de développement autonome, de concevoir un pôle industriel autocentré ou même, plus prosaïquement de construire une unité

de liquéfaction de gaz. Les prises de participation dans des entreprises performantes et de pointe, financées par un fonds souverain garantiraient ce que, ni l'Investissement Direct Étranger, ni les passations de marchés internationaux n'assurent à l'Algérie : la présence dans le pays et sur les lieux de production de la technologie et des savoirs et cultures d'entreprises les plus avancés. Le gain de temps qu'offre une telle stratégie est évident. De même que le pouvoir d'attraction de ces nouvelles « joint-ventures » à composante algérienne sur les Ressources Humaines : il devient alors possible de récupérer celles-ci à partir du moment où leur est offert un cadre et une culture d'entreprise propices à l'expression et à l'épanouissement de leurs compétences. Il devient possible de maximiser la création de valeur ajoutée par l'intégration de ces jeunes Algériens bien formés mais inexpérimentés qui se trouvent en nombre à l'étranger.

Au plan externe, régional et international, l'Algérie si elle avait développé cette approche, aurait été perçue comme un acteur capable, sans perdre son âme, de tirer profit de la globalisation et de toutes ces techniques dites « internationales » qui, en réalité, ont une nationalité et une origine ; de profiter de tous ces redéploiements et redistributions qui font de l'espace méditerranéen un lien stratégique, tant pour l'Europe que pour de nouveaux acteurs, tels la Chine. L'Algérie aurait eu alors le choix à la croisée de deux options être un carrefour ou un nouvel acteur dans les reconfigurations géo-industrielles face à l'Europe ?

La question pour l'Algérie aurait été alors de faire en sorte que son fonds souverain ne soit pas perçu par les États et les entreprises comme une menace, comme de l'argent visant à la prise de pouvoir dans les entreprises mais comme un fonds « ami » recherchant des actions positives de co-développement. Contrairement à l'idée encore largement répandue aujourd'hui, les étrangers ne sont plus réticents au transfert des savoirs, des informations et des technologies et le sont d'autant moins si, en face, l'interlocuteur est capable d'absorber celles-ci, de les accumuler et de jouer un rôle dans la stabilisation de la région et du monde.

Dans le même ordre d'idée, la décision d'investissement du fonds souverain algérien à l'extérieur du pays devrait s'accompagner de l'investissement par des entreprises étrangères jugées stratégiques à l'intérieur du pays.

Ce type de fonds ne pourrait pas être géré exclusivement par des gestionnaires et techniciens étrangers, comme il ne pourrait non plus être confié à des Algériens uniquement issus de l'économie nationale. Les premiers n'ont ni le sens patriotique ni le « back ground » indispensable à la définition de choix stratégiques. Les seconds n'ont pas la culture internationale d'entreprise, financière, économique et industrielle leur permettant réactions rapides et décisions motivées. Aussi, une structure mixte, composée de nationaux algériens résidents en Algérie et à l'étranger auxquels se seraient adjoints une équipe d'experts de différentes nationalités, avec un cahier de charges précis, prévoyant notamment l'encadrement de ces jeunes Algériens qualifiés disponibles à l'étranger, pourrait constituer un gage de réussite du fonds souverain et de l'approche stratégique préconisée.

Dans ce scénario, l'Algérie n'aurait pas utilisé toutes ses réserves et en aurait converti en investissement productif une part minoritaire mais significative. La décision en faveur d'un fonds souverain demeure fondée et possible si elle constitue une démarche cohérente et assumée par tous. Cette démarche devient nécessaire si on considère que, en période d'instabilité monétaire et de probable « guerre » de taux de change, aucun placement monétaire

n'est sécurisé, sans compter l'arbitraire éventuel des pays bénéficiaires des dépôts qui peuvent rendre « illiquides », pour des motifs politiques de circonstance les réserves gérées par la Banque d'Algérie. Ces réserves sont même anormalement élevées, atteignant près de 150 Milliards de Dollars U.S., soit une somme supérieure au P.I.B. Cela est dû tout autant à l'augmentation du prix du pétrole qu'à la faible capacité d'absorption de l'économie algérienne liée à l'absence de toute politique industrielle.

Une gestion prudente du noyau dur des réserves pour parer à la problématique de la gestion fiscale et du lissage des recettes ne nécessiterait qu'une couverture équivalente à une (1) année d'importations, soit environ 50 Milliards de Dollars U.S. Une gestion à beaucoup plus long terme, reposant sur la constitution d'un portefeuille d'investissement conformément aux objectifs énoncés auparavant, aux fins d'assurer la solidarité avec les générations à venir, pourrait être initiée dans un premier temps avec le tiers des réserves actuelles.

Compte tenu des variations à la hausse des actifs, après le grand nettoyage des valeurs en cours, et si on considère une inflation de 2% associée à un rendement de 5%, il est possible d'assurer à la population algérienne un treizième mois pendant un siècle ! Considérant le prix actuel des actions, et en attendant la reflation, il est facile d'imaginer comment peut évoluer le curseur du rendement. Bien évidemment, dès l'origine, nous avons spécifié que ce que ce qui pouvait être attendu de ce type de fonds était plutôt relatif aux bénéfices infiniment plus importants qui pourraient résulter d'une politique industrielle volontariste et d'une insertion active dans la nouvelle organisation du monde en gestation.

Achevé d'imprimer
Par MITIDJA IMPRESSION
549, Rue Mustapha Djaadi- Baraki-Alger
Tél. : 021 53 14 00